

lutte de classe

Union Communiste Internationaliste (trotskyste)



Prise de parole devant
des cheminots en grève
à la gare Montparnasse
à Paris, en juin 2014.

- L'impérieuse nécessité d'un parti représentant
les intérêts politiques de la classe ouvrière 1
- L'économie capitaliste en route vers la prochaine crise financière 5
- Automobile
L'offensive patronale et les intérêts des travailleurs 10
- *Allemagne*
La première économie du continent serait-elle responsable de la crise ? 17
- *Irak*
Une guerre civile, produit de décennies de manœuvres impérialistes 25
- *Afrique du Sud*
Après les élections du 7 mai : discrédit de l'ANC et combativité ouvrière 30
- *Côte d'Ivoire*
Pendant que le pouvoir parle de stabilité politique et
de reprise économique, où en est la situation des classes populaires ? 36
- *États-Unis*
Henry Ford : génie industriel et exploiteur féroce 42
- Annexe
Résultats des élections européennes en France 51

édité par
**LUTTE
OUVRIÈRE**

N° 161
juillet-août
2014

2 €

Abonnements à *lutte de classe*

Pour un an

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM (voie aérienne) 21 €
- Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient 21 €
- États-Unis, Canada 25 €
- Autres : Amérique, Asie, Océanie 32 €

Pour envoi sous pli fermé : nos tarifs sur demande

Pour la France : tout versement à l'ordre de Lutte Ouvrière par chèque, mandat ou virement à :

LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R

CORRESPONDANCE

France

Lutte Ouvrière

BP 233

75865 Paris Cedex 18

Guadeloupe - Martinique

Combat Ouvrier

BP 213

97159 Pointe-à-Pitre Cedex

Guadeloupe

Site Internet de Lutte Ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union Communiste Internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

Notre « e-mail »

contact@union-communiste.org

LUTTE DE CLASSE

c/o Lutte Ouvrière

BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

Édité par Éditions d'Avron - 6, rue Florian - 93500 Pantin

SARL au capital de 7622,45 € - Durée 50 ans

Gérant : Michel RODINSON

Associés : René MARMAROS,

Isaac SZMULEWICZ, Jean-Claude HAMON

Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson

Impression : IMS - 93500 PANTIN

Commission paritaire des Publications n° 0419 P 11453

Tirage 5 000 exemplaires

L'impérieuse nécessité d'un parti représentant les intérêts politiques de la classe ouvrière

Le premier semestre 2014, jalonné par deux élections, marqué par l'effondrement électoral du Parti socialiste et la percée du Front national, s'est achevé sur la grève des cheminots.

Premier mouvement de cette ampleur depuis l'arrivée au pouvoir du PS, cette grève a exprimé le ras-le-bol des cheminots, un ras-le-bol alimenté par la pression croissante de la direction de la SNCF sur les conditions de travail, par la menace que recélait le projet de restructuration du secteur. Le mouvement a fait sien l'objectif fixé par les deux fédérations syndicales qui l'ont mené : le refus de la réforme proposée par le gouvernement et, pour ce qui est de la CGT, son remplacement par une autre réforme, meilleure (la CFDT et l'UNSA ont approuvé la réforme gouvernementale malgré toutes ses conséquences défavorables aux cheminots, malgré le pas qu'elle représente dans la voie de l'affaiblissement du service public au profit du privé).

PORTÉE ET LIMITES DU MOUVEMENT DES CHEMINOTS

Le mouvement a été déclenché à l'initiative de deux fédérations de cheminots, la CGT et Sud Rail, qui l'ont assumé jusqu'au bout. Tout en gardant la direction du mouvement tout au long, les fédérations syndicales ont pris, en amont, toutes leurs précautions pour le situer dans le cadre unique de la réforme et en garder la maîtrise. Les objectifs affichés par les dirigeants syndicaux concernés étaient exprimés de telle façon que le reste de la classe ouvrière ne puisse pas se sentir concerné.

Nombre de travailleurs ont cependant spontanément réagi en tant que travailleurs justement solidaires de ceux qui étaient en train de lutter, et non pas en tant qu'usagers que la propagande gouvernementale s'efforçait de dresser contre les cheminots.

Il serait puéril de penser que, rien qu'en formulant leurs revendications sur les salaires, le pouvoir d'achat, les suppressions de postes, la flexibilité ou les conditions de travail, les cheminots auraient entraîné d'autres secteurs de la classe ouvrière. Mais le fait est que les dirigeants

syndicaux se sont refusés d'emblée à proposer des objectifs que le reste du monde du travail aurait pu clairement comprendre et reconnaître comme les siens. À plus forte raison, ils n'ont pas mené une propagande en direction du reste du monde du travail, ne serait-ce que pour couper l'herbe sous le pied de la propagande du gouvernement et des médias dénonçant cette grève comme l'expression du corporatisme d'un secteur privilégié de la classe ouvrière.

Il ne faut pas s'étonner de cette complicité, contre les cheminots en grève, du personnel politique de la bourgeoisie, gouvernement et opposition confondus, et encore moins de l'engagement des médias au côté du pouvoir et de leur véritable campagne de propagande contre les cheminots. Mais il était nécessaire de prendre le contrepied de cette campagne et, de préférence, par avance.

Le gouvernement a réussi à faire passer sa loi. Plusieurs milliers de cheminots ont cependant relevé la tête, et une nouvelle génération de jeunes cheminots a pu mener son premier combat. Première expérience de la richesse de la lutte collective, première occasion de jauger les syndicats et les militants.

Manuel Valls a saisi l'occasion pour peaufiner l'image qu'il veut donner à la bourgeoisie : celle d'un chef de gouvernement droit dans ses bottes, qui ne cède pas sous la pression de la rue.

Tout en votant contre le projet de loi du gouvernement, les députés du Front de gauche ont apporté leur participation à une petite comédie parlementaire. En proposant des amendements que le gouvernement a repris à son compte, ils ont permis, comme l'ont souligné les médias, de sauver la mise aussi bien au gouvernement, qui a pu afficher sa fermeté, qu'aux dirigeants syndicaux et aux parlementaires de gauche, qui peuvent ainsi affirmer qu'ils ont obtenu quelque chose pour les cheminots !

LE GOUVERNEMENT N'EN A PAS FINI AVEC LA CONTESTATION VENUE DU MONDE DU TRAVAIL

Le jeu de fermeté vis-à-vis des uns et de quelques concessions envers les autres suffit

pour désamorcer le mécontentement tant que les contingents de travailleurs entrés en lutte sont limités.

L'avenir dira si les cheminots sont les premières pousses d'un regain de combativité dans la classe ouvrière.

Ce qui est certain en tout cas, l'épreuve de force autour des revendications des cheminots en est l'illustration, c'est que, dans tous les combats que les travailleurs auront à mener, ils auront le gouvernement face à eux, un gouvernement dont le chef actuel se vante d'avoir pour modèle Clemenceau, homme de gauche certes à une certaine époque de sa vie mais à qui le mouvement ouvrier avait donné le sobriquet de « briseur de grève » !

LE PARTI SOCIALISTE DÉTERMINÉ À ALLER JUSQU'AU BOUT DE SA POLITIQUE ANTILOUVRIÈRE

L'éventualité que Hollande n'aille pas jusqu'au bout de son mandat a été évoquée à plusieurs reprises par les commentateurs. Cette éventualité reste toujours ouverte, mais sans doute pas à brève échéance. Car une des données de la situation politique est que la chute vertigineuse du PS ne s'accompagne pas d'une montée de la droite parlementaire. L'alternance UMP-PS a du plomb dans l'aile.

Pour le moment, la bourgeoisie n'est pas disposée à laisser le FN accéder au pouvoir gouvernemental. Ce n'est pas qu'elle craigne évidemment quoi que ce soit du FN sur le fond. Mais certains aspects de la démagogie du Front national gênent le grand patronat.

La stratégie de Marine Le Pen, sa course à la respectabilité, ne vise pas seulement une fraction supplémentaire de l'électorat qu'elle espère conquérir, mais aussi et surtout la bourgeoisie elle-même.

L'offre politique du Front national à la bourgeoisie est de prendre la place de l'UMP, c'est-à-dire fournir à la bourgeoisie un personnel politique de droite qui ne soit pas usé et qui pourrait prendre le relais lorsque le PS sera contraint de dégager.

Les prises de position protectionnistes du Front national cependant, le projet de se retirer de la zone euro, voire de l'Union européenne, ne correspondent pas à la politique souhaitée par la bourgeoisie. Bien sûr, si le FN était associé au pouvoir, le grand patronat a les moyens de l'obliger à mettre de l'eau dans son vin et à mener vis-à-vis de l'Europe et de l'euro la politique que la bourgeoisie lui demanderait de mener.

Et puis, malgré tous les scandales qui secouent l'UMP, celle-ci n'est pas morte, loin de là. Et la bourgeoisie n'a pas envie de se « payer »

une crise politique par les temps qui courent, pas plus qu'elle n'a envie que ses représentants politiques jouent les francs-tireurs « eurosceptiques » dans les institutions de l'Union européenne.

Elle a intérêt, sur le plan politique, à ce que la politique d'austérité soit menée par un gouvernement de gauche et que le PS assume toutes les mesures antiouvrières, en démoralisant toujours plus la fraction populaire de son électorat. À moins de se heurter à des mouvements sociaux ou à des contestations politiques importantes, le Parti socialiste se cramponnera au pouvoir le temps qu'une solution de rechange un peu plus stable se dessine, si tant est qu'il pourra s'en dessiner un jour. Est-ce sous la forme d'une recomposition de la droite et de l'extrême droite ? Est-ce sous la forme d'un « tripartisme » officialisé ? L'avenir le dira.

La démocratie bourgeoise est bien ficelée et, en l'occurrence, la Constitution de la V^e République. Le parti au pouvoir peut être discrédité, rien ne l'oblige, dans le jeu institutionnel, à tirer conclusion de l'évolution de l'opinion publique et à se démettre, même si l'écrasante majorité de l'électorat se détourne de lui.

La dissolution de l'Assemblée aboutirait à priver Hollande de sa majorité parlementaire. Il serait cantonné au rôle de potiche, gardée pour que la continuité de l'État ne soit pas affectée. Mais quelle majorité pourrait sortir des urnes ? Et quel gouvernement ?

La dissolution est régulièrement réclamée par le Front national, l'idée étant reprise de temps à autre par certains ténors de la droite parlementaire. Mais cela fait partie de la comédie parlementaire, la droite elle-même n'y croit pas et, pour le moment, ne le souhaite certainement pas, secouée qu'elle est par les scandales qui se succèdent et par les rivalités des chefs.

Pour le moment, le PS peut encore rendre bien des services à la bourgeoisie en portant donc tous les mauvais coups aux classes populaires.

Pour tenter de freiner son érosion électorale, il ne reste aux dirigeants socialistes qu'à agiter l'idée qu'il constitue un rempart contre le FN. Vieille ficelle ! Dans le temps, la gauche brandissait le slogan « Au secours, la droite revient ! » ; aujourd'hui, cela se transforme en : « Au secours, l'extrême droite vient ! »

Se poser en rempart contre le FN ne permettra pas au PS de regagner son électorat populaire, de plus en plus tourné vers l'abstention, voire attiré précisément par le FN. Il n'est pas dit cependant que le PS ne trouve pas un écho dans l'électorat petit-bourgeois de gauche, chez les « bobos » en tout genre qui, de toute façon, ne peuvent imaginer d'autre rempart contre l'extrême droite

que l'« unité de la gauche » ou éventuellement le « front des partis républicains ».

L'alignement de toute la gauche, PCF compris, derrière le vote Chirac à l'élection présidentielle de 2002, a montré avec quelle facilité cela peut se faire.

LES TRIBULATIONS DE LA GAUCHE DE LA GAUCHE

Le discrédit croissant du gouvernement socialiste nourrira évidemment les ambitions de tous ceux qui essaient de se poser en alternative à gauche. C'est le créneau sur lequel est positionné de longue date le Front de gauche. De ce point de vue, cependant, ses tentatives pour être crédible ont capoté dans toutes les élections des dernières années. Mais les mêmes raisons, qui ont poussé le Front de gauche à tenter de se positionner en alternative pour le cas où il faudrait prendre le relais sur la gauche du PS déconsidéré, continuent à agiter la gauche institutionnelle.

Il serait vain et inutile de suivre les manœuvres tortueuses engagées par le Front de gauche pour agglomérer autour de lui les écologistes et les « frondeurs » du Parti socialiste. Sur le fond politique, rien ne s'y oppose, tant ils se ressemblent les uns et les autres. Mais, aussi bruyants que soient les « frondeurs » pour prendre leurs distances à l'égard de la politique gouvernementale afin d'éviter d'être entraînés dans le discrédit, « un tiens vaut mieux que deux tu l'auras ». Et les tentatives de rafistolage de la gauche autour d'un autre axe que ceux qui sont installés à l'Élysée et à Matignon n'ont pas l'air d'être efficaces.

Ce que la « gauche de la gauche » réformiste appelle pompeusement une « vraie politique de gauche », consistant en quelques mesures favorables aux classes exploitées, n'est plus possible dans cette période de crise économique. Quelle que soit la composition de l'équipe au pouvoir, le grand patronat, les banquiers, exigeront d'elle une politique offensive contre les classes populaires.

Une partie de l'électorat populaire qui s'est détournée de la gauche ne s'est pas contentée de s'abstenir. Aux élections européennes, le FN est arrivé en tête, loin devant l'UMP et encore plus devant le PS. Le parti d'extrême droite a réussi à capter à son profit une fraction de l'électorat populaire qui votait traditionnellement à gauche.

Un des principaux arguments électoraux du FN a été, et reste encore, qu'il n'a jamais été au pouvoir, qu'il ne s'est jamais compromis, contrairement aux grands partis qui alternent au gouvernement.

Celles et ceux de l'électorat populaire qui ont cru à ce discours et ont choisi le vote FN pour exprimer leur rejet du gouvernement se sont

dangereusement trompés. Le Front national est tout autant au service de la grande bourgeoisie que les partis de l'alternance.

OPPOSER AUX DANGEREUSES ILLUSIONS SUR LE FN LA RÉALITÉ DE LA LUTTE CONSCIENTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Le FN a appris à manier la démagogie à l'égard des classes populaires pour capter leurs voix, mais son orientation politique est un régime plus autoritaire, plus réactionnaire et plus antiouvrier. Il est dans la continuité de la vieille extrême droite de ce pays, avec ses nostalgiques des guerres coloniales, ses calotins, ses petits patrons antiouvriers, si bien représentés pendant longtemps par l'ex-parachutiste Le Pen père.

Rien que le renforcement électoral du Front national encourage dans le pays les forces les plus réactionnaires à relever la tête, à se faire entendre, à s'organiser et à agir à l'occasion. Et ceux qui agiront le feront contre le mouvement ouvrier organisé.

Quand Le Pen s'attaque verbalement aux travailleurs immigrés, ce ne sont pour l'instant que des mots, mais demain son parti ou d'autres de la même espèce passeront aux actes. Ils commenceront peut-être par s'en prendre aux travailleurs sans papiers. Mais ceux qui ont des papiers en règle suivront. Ce sera ensuite le tour de ceux qui, quelle que soit leur origine, auront le défaut d'être syndiqués ou de gauche.

La perspective politique de l'extrême droite est de s'attaquer au mouvement ouvrier, de limiter ou d'interdire les grèves, d'éliminer toute conscience de classe et, à plus forte raison, toutes les idées communistes. Le Pen fait des appels du pied à l'électorat populaire et même aux chômeurs, aux salariés, mais son programme, c'est de creuser la tombe des classes exploitées.

Aujourd'hui, on peut encore discuter avec les travailleurs influencés par le FN, il n'est pas dit que demain on le puisse encore. L'évolution dépend bien sûr de bien des facteurs liés à la crise, à la politique du PS, à ce que peut dire ou ne pas dire le FN, à sa force militante. Mais les choses ne peuvent pas évoluer, spontanément, dans le bon sens, dans la mesure où le FN n'est pas associé au pouvoir et n'en subit pas la déconsidération.

Il ne s'agit ni de hurler au fascisme, ni de considérer comme des ennemis ceux des classes populaires qui se sont laissé tenter par le vote FN. Il faut discuter avec eux, discuter avec les hésitants, opposer à l'illusion à l'égard du FN le langage de lutte de classe.

Bien des militants de la classe ouvrière, au-delà des rangs des communistes révolutionnaires, sont sincèrement inquiets devant la montée

électorale du FN dans les classes populaires.

Certains d'entre eux, issus du PC ou de la CGT, s'interrogent sur la responsabilité des gouvernements de gauche dans la désorientation de l'électorat populaire qui a contribué à la montée de l'influence du Front national. Ils ne peuvent pas s'opposer efficacement à cette montée s'ils s'identifient à la politique des gouvernements de gauche du passé. Ils ne le pourront pas plus s'ils courent derrière la dernière en date des tentatives de rafistolage de la gauche. Ils ne peuvent s'opposer efficacement aux illusions propagées par le parti d'extrême droite dans le monde du travail qu'au nom des intérêts de la classe ouvrière et de la réalité de la lutte de classe.

Aux élections européennes, les listes Lutte

Ouvrière ont recueilli 222 509 voix (1,17 %)¹. C'est un résultat modeste mais il témoigne de l'existence dans l'électorat populaire d'un courant qui se retrouve dans les idées du « camp des travailleurs ».

Les élections terminées, il faut que ce courant continue à s'exprimer. Il faut que tous ceux qui ont été entraînés dans l'action par les campagnes électorales et qui y ont reconnu leur camp continuent à le faire.

Reconstruire un parti communiste révolutionnaire sur le champ de ruines laissé par le réformisme social-démocrate puis stalinien n'est pas une tâche facile. Mais la crise de l'économie capitaliste et la faillite des partis réformistes en rendent brûlante la nécessité.

27 juin 2014

¹ Voir, en annexe, le détail des résultats du scrutin européen en France.

L'économie capitaliste en route vers la prochaine crise financière

Six ans après la crise financière de 2008 et la faillite de la banque Lehman Brothers, malgré toutes les promesses de « réguler » les activités bancaires ou de « moraliser » la finance, l'économie mondiale est plus que jamais sous la domination des marchés financiers.

Intervenant fin mai devant des banquiers de la City à Londres, Christine Lagarde, ex-ministre de l'Économie de Sarkozy en 2008 et actuelle directrice du FMI (c'est dire sa proximité avec les banquiers...), s'est ouvertement inquiétée de la concentration des grandes banques qui a augmenté depuis 2008 et des « bombes à retardement », c'est son mot, qu'elles alimentent avec leur politique.

Depuis six ans, suite au rachat systématique des sociétés en difficulté par les plus grosses banques, la concentration des établissements bancaires s'est renforcée. Aux États-Unis, le bilan des quatre premières banques représente la moitié du PNB américain et plus de trois fois celui de la France ! Quant aux nouvelles lois censées « encadrer » les activités financières et imposer des « règles prudentielles plus strictes », comme ils disent, même les commentateurs les plus favorables aux banques le disent : elles ont fait pschitt devant l'opposition de la finance. Christine Lagarde regrettait par exemple que « *le secteur financier continue de valoriser le profit à court terme aux dépens de la prudence à long terme* ».

Le petit nombre de règles nouvelles qui ont été mises en place ne s'applique au mieux qu'aux banques de dépôt traditionnelles. Toutes les sociétés dont les activités se rapprochent de celles des banques mais qui ne sont pas des banques (par exemple les assurances, les sociétés de crédit adossées à la grande distribution ou aux industriels de l'automobile) ne sont pas soumises aux mêmes contraintes réglementaires. Or ces « banques de l'ombre », comme les appellent les financiers, pèsent aujourd'hui 50 000 milliards d'euros, soit la moitié des banques « classiques ».

Quant aux produits dérivés, ces diverses assurances hautement spéculatives, indexées sur toutes sortes d'emprunts ou de créances, et qui avaient déclenché la crise dite des « subprimes » en 2008, il y en a désormais plus en circulation qu'il y a six ans.

Ce n'est certainement pas nous qui allons nous étonner de tout cela. Les discours à la Hollande, du type « mon ennemi, c'est la finance », n'ont jamais eu d'autres buts que de tromper les électeurs qui voulaient bien y croire.

L'EFFAREMENT DES ÉCONOMISTES BOURGEOIS DEVANT LA MONSTRUOSITÉ DE LA FINANCE ET L'ENVOLEE DE LA SPÉCULATION

Pour autant, derrière les discours convenus de Lagarde ou d'autres économistes, il y a une réelle inquiétude chez les dirigeants de la bourgeoisie. Plusieurs d'entre eux s'inquiètent de la formation de nouvelles bulles spéculatives. Pour ne citer que lui, Robert Schiller, dernier prix Nobel d'économie, s'inquiète de la flambée des prix de l'immobilier à Rio et à Sao Paulo. Au Brésil, les prix des logements ont augmenté de 15 % en un an. Sur les cinq dernières années, ils ont augmenté dans les mêmes proportions qu'aux États-Unis, juste avant la crise de 2008 ! De telles bulles spéculatives dans l'immobilier sont aussi en formation dans de nombreuses grandes villes, aussi bien dans des pays dits émergents, comme le Brésil, la Turquie ou la Chine, que dans des villes des pays riches, en particulier à Londres.

Le même Schiller s'inquiète de la flambée du cours des actions à la Bourse de New York.

Depuis le début de la crise, prêter aux États était un placement en vogue, même si le rendement est très variable selon la solvabilité des États emprunteurs. Chacun se souvient comment, en 2011 et 2012, les marchés financiers ont fait monter les enchères en prêtant à la Grèce ou au Portugal à des taux de plus en plus délirants. Ils ont obtenu, d'une part, que la Banque centrale européenne (BCE) et les États les plus riches de la zone euro se portent garants pour les pays les plus pauvres ; d'autre part, que l'on saigne les classes populaires de toute l'Europe sous prétexte de « réduire la dette » et les déficits budgétaires. Eh bien, aujourd'hui, les capitalistes ont tellement de capitaux disponibles qu'ils se battent pour prêter de l'argent à la Grèce ou au Portugal. Ce dernier a pu obtenir en avril un emprunt à cinq ans avec un taux d'intérêt de moins de 5 % ! Il y a deux ans à peine, il devait payer 10 à 15 % pour les mêmes emprunts.

Mais ces obligations d'État ne rapportent plus assez au goût des banquiers. C'est pourquoi la spéculation sur les actions des entreprises cotées en Bourse s'est accélérée. Le Dow Jones, cet indice caractérisant l'évolution du cours des actions cotées à la Bourse de New York, a dépassé le niveau record qu'il avait atteint avant le krach de 2008. Il en est de même à Londres ou à Francfort et dans une moindre mesure à Paris.

Alors que la croissance économique est très faible, la capitalisation boursière de toutes les entreprises cotées dans le monde a doublé entre 2003 et 2013, pour atteindre 61 000 milliards de dollars à la fin 2013! Autrement dit, sans avoir réellement augmenté leur valeur réelle, par exemple grâce à des investissements dans des usines neuves ou par la production de nouvelles richesses, ces entreprises ont doublé la valeur de leur capital coté en Bourse. Cela signifie que le prix des actions augmente au fil des ventes et des achats. Là encore, il s'agit avant tout de spéculation: ceux qui rachètent des actions n'attendent pas la fin de l'année pour toucher les dividendes. Ils les revendent au plus vite pour réaliser un bénéfice.

Mais tout cela marche tant que le cours des actions est à la hausse. Les patrons des entreprises doivent donc attirer les capitalistes. Ils doivent augmenter coûte que coûte leur taux de profit. Ce qui signifie augmenter la productivité, intensifier les cadences, réduire la masse salariale. C'est par les muscles des travailleurs et par la chute de leur niveau de vie que cette rentabilité est acquise. Les délires de la finance peuvent sembler virtuels, mais ils ont des conséquences bien concrètes dans l'économie réelle et dans la vie des travailleurs.

Mais ces gains de productivité, massifs, obtenus quasiment sans interruption depuis maintenant plusieurs décennies, ne suffisent plus pour attirer ou pour conserver des actionnaires. Alors les directions des entreprises augmentent artificiellement les dividendes qu'elles leur versent.

C'est ainsi que la direction d'Apple va emprunter plus de 90 milliards de dollars d'ici 2015 pour racheter ses propres actions et faire monter mécaniquement la valeur de celles restant entre les mains des actionnaires. D'autres entreprises empruntent sur les marchés financiers pour verser des dividendes supérieurs à leurs bénéficiaires.

Emprunter sur les marchés financiers pour augmenter la part des actionnaires est une fuite en avant. Il faudra rembourser aux banques les intérêts de ces emprunts tout en continuant de verser un fort dividende aux actionnaires. Mécaniquement ces entreprises devront dégager encore plus de marges dans les années suivantes.

Autrement dit, elles devront exploiter encore plus les travailleurs, réduire les coûts et la masse salariale, c'est-à-dire licencier ou embaucher avec des salaires de plus en plus bas. Ces mécanismes représentent une immense pompe aspirante par laquelle les financiers prélèvent leur part de la plus-value créée par les travailleurs.

C'est aussi la spéculation sur le cours des actions et l'abondance de capitaux disponibles qui expliquent la multiplication des opérations géantes de fusion-acquisition dans divers secteurs de l'économie.

Les tractations entre Vivendi, Numéricable et Bouygues pour le rachat de SFR, puis les épisodes à rebondissement autour de la revente de la branche énergie d'Alstom, ont occupé le devant de la scène en France. Mais bien d'autres opérations de la même ampleur, voire d'une ampleur plus grande, sont en cours dans le monde. Les numéros 3 et 4 de la téléphonie américaine sont en train de fusionner. Sprint, une filiale du japonais Softbank, débourse 50 milliards de dollars pour racheter T-Mobile, filiale de Deutsche Telekom. Dans la pharmacie, le géant américain Pfizer a proposé 87 milliards de dollars aux actionnaires du groupe anglo-suédois Astrazeneca pour racheter leurs actions. Ces derniers ont refusé cette offre... qu'ils jugeaient insuffisante!

Dans toutes ces OPA ou ces projets de rachat et de fusion, il n'y a pas le moindre investissement productif. Il ne s'agit pas d'investir dans de nouvelles productions en créant des emplois. Il ne s'agit pas de créer de nouvelles molécules. Non! Il s'agit de se revendre entre capitalistes des entreprises et des moyens de production déjà existants.

Et pour rembourser ensuite les emprunts qui ont permis de rassembler les sommes délirantes mises en œuvre, pour verser des dividendes toujours plus élevés aux actionnaires qui ont raflé la mise, les directions de ces entreprises géantes vont augmenter la productivité, intensifier les cadences, réduire la masse salariale.

Toutes ces opérations, les fusions-acquisitions, le rachat de ses propres actions, etc., ne sont pas des phénomènes nouveaux. C'est l'une des formes que prend l'hypertrophie de l'économie par la finance. Mais cette gangrène financière prend actuellement des proportions toujours plus délirantes. Elle menace l'économie mondiale, et donc toute la société, d'une nouvelle crise financière d'une ampleur sans commune mesure avec celle de 2008.

L'économie capitaliste est devenue complètement schizophrène. D'un côté, il n'y a jamais eu autant de capitaux en circulation dans l'économie

mondiale. Comme le disait un banquier parisien cité fin avril par le journal *Le Monde*: il y a tellement de capitaux disponibles sur les marchés financiers que « *tout est possible* », « *tout s'achète, tout se finance* ». Mais ces capitalistes rechignent à immobiliser leurs capitaux pour une longue durée dans des investissements productifs ou de nouveaux marchés. Ils ont si peu confiance dans leur propre économie et dans son avenir qu'ils multiplient les placements financiers de type spéculatif. La finance attire toujours plus de capitaux au détriment de l'économie productive.

Pendant ce temps, de l'autre côté, la production mondiale stagne ou augmente très peu; le chômage bat chaque mois de nouveaux records, spécialement en Europe; les classes populaires subissent plan d'austérité sur plan de rigueur. Partout leur niveau de vie se réduit et leurs salaires reculent par tous les moyens.

Outre les conséquences dramatiques pour le niveau de vie de la classe ouvrière, cette situation alimente la crise en réduisant encore la demande et donc les ventes de biens, puis la production, poussant ainsi des entreprises vers la faillite. Le marché solvable se rétrécit encore davantage.

LA CRISE NE JOUE PLUS SON RÔLE DE RÉGULATEUR: APRÈS LA DÉPRESSION, PLUS DE REPRISE

Si l'on en croit les commentateurs, ce cercle vicieux est peut-être en train de provoquer une déflation en Europe. La déflation c'est une situation où la réduction de la consommation des ménages entraîne une chute des prix des produits industriels, plus ou moins bradés à cause de la chute des ventes. Le recul de la production provoque des licenciements et des fermetures d'entreprises. Profitant du chômage de masse, les capitalistes imposent des baisses des salaires pour réduire leurs coûts. Dans les crises classiques du capitalisme, les crises cycliques qui ont jalonné le 19^e siècle et le début du 20^e siècle, l'effondrement des prix accompagnait la phase de dépression, accentuant l'effondrement du marché. Ces phases poussaient les capitalistes les plus faibles vers la faillite ou vers leur rachat par des concurrents plus puissants.

Mais, dans les crises classiques du capitalisme, la dépression était suivie d'une phase de reprise plus ou moins rapide. La dépression permettait de liquider les stocks, d'éliminer les entreprises les moins rentables, d'ajuster l'offre à la demande. Cet ajustement était brutal mais il permettait aux capitalistes « survivants » de retrouver des taux de profit élevés et à la production industrielle de repartir... jusqu'au prochain krach. La crise est le seul moyen existant, dans une

économie de marché, de purger l'économie des canards boiteux, des déséquilibres entre les différents secteurs de la production.

Le hic, avec la financiarisation massive de l'économie, c'est que depuis quarante ans, après les krachs et les phases de dépression, la phase de redémarrage est poussive, jamais massive, quand elle a lieu. Les détenteurs de capitaux préfèrent les orienter vers les opérations financières susceptibles de rapporter plus ou moins rapidement plutôt que vers la production.

On peut noter en passant que, si les classes populaires sont les premières victimes des périodes où l'inflation s'envole, car leurs salaires sont toujours en retard sur les prix, elles le sont aussi des périodes de déflation. La baisse des prix des produits manufacturés qui accompagne une déflation n'est absolument pas une aubaine pour les classes populaires. D'abord, tous les prix ne baissent pas. Le prix des loyers, celui de l'énergie et des transports peut très bien flamber pendant que celui des télévisions ou des ordinateurs baisse. Et surtout les salaires, eux, baissent rapidement. Comme le disait un fonctionnaire grec dont le salaire a été amputé de 25% en peu de temps, cité par *le Monde*: « *Cela me fait une belle jambe que le prix des portables baisse, ça fait longtemps que j'ai fait l'impasse sur ce type d'achat!* »

Inflation ou déflation, tant que les leviers de l'économie sont entre les mains du patronat, ce sont les classes populaires qui trinquent et qui font les frais de la crise.

LES BANQUES CENTRALES EN POMPIERS PYROMANES

C'est pour conjurer le marasme économique et cette menace, réelle ou supposée, de déflation, que les banques centrales ne cessent d'arroser les banques d'argent frais. Depuis la crise de 2008, celles-ci n'ont cessé de baisser leurs taux d'intérêt, permettant aux banques d'emprunter quasiment à taux zéro. Depuis trois ou quatre ans, elles rachètent à tour de bras toutes sortes de « papiers », des dettes souveraines ou des titres de crédit beaucoup moins solides, délestant les capitalistes de leurs titres risqués et donc peu vendables sur les marchés.

La BCE le fait moins que les autres, paraît-il. Mais, depuis la crise de l'euro, elle rachète des obligations souveraines. Et elle vient d'annoncer qu'elle rachètera désormais certaines créances, comme des crédits immobiliers ou des emprunts automobiles. Ces rachats sont une façon de fabriquer de la monnaie car la BCE, tout comme la Banque d'Angleterre ou la banque fédérale américaine (la FED), paie les banques pour racheter

leurs titres. Chaque mois, la banque fédérale américaine injecte 85 milliards de dollars dans l'économie. L'économie mondiale est littéralement sous perfusion.

L'objectif affiché par les banques centrales est de relancer la production en encourageant les banques à financer l'économie réelle, à prêter aux particuliers pour qu'ils achètent des voitures ou des maisons, à prêter aux entreprises pour financer leurs investissements. Mais si les banques empruntent effectivement à des taux quasiment nuls aux États-Unis ou en Europe, ce n'est pas pour financer la production. Elles rechignent à prêter aux petits patrons ou aux particuliers. Les sommes qu'elles empruntent servent directement à alimenter la spéculation. D'où les menaces de bulles. C'est parce que les capitalistes peuvent emprunter pour trois fois rien aux États-Unis qu'ils spéculent dans l'immobilier au Brésil ou en Turquie. Le seul remède proposé par les banques centrales, c'est d'injecter toujours plus de liquidités dans le marché. Les capitalistes sont tellement accoutumés à ces injections qu'ils ne peuvent plus s'en passer, exactement comme un drogué dépendant ne peut plus se passer de sa drogue. Le « remède » inventé pour soigner l'économie capitaliste malade est encore pire que le mal.

Le 5 juin dernier, la BCE a annoncé une nouvelle série de mesures qui vont encore dans le même sens. Dans la zone euro, les banques ne paieront désormais plus que 0,15% d'intérêt quand elles empruntent auprès de la BCE ! C'est le taux le plus bas jamais affiché depuis la création de l'euro. Mais, attention, le travailleur qui va voir son banquier pour emprunter de quoi changer sa vieille voiture ne se verra proposer aucun taux à moins de 4 ou 5%... Pour tenter de dissuader les banques de laisser leurs titres en dépôt sur les comptes de la BCE et donc pour les inciter à les investir, la BCE va désormais faire payer ces dépôts alors que jusque-là elle les rémunérait.

Mario Draghi, le président de la BCE, a surtout annoncé qu'il ouvrirait deux nouvelles lignes de crédit de 400 milliards pour les banques, à condition, a-t-il précisé, qu'elles s'en servent pour financer les entreprises... On peut parier qu'elles prendront l'argent, feront toutes les promesses exigées par Draghi, mais feront finalement ce qu'elles veulent. Car, bien sûr, la BCE ne prévoit aucune mesure contraignante.

D'ailleurs, quelques heures après ces annonces, les marchés financiers ont montré leur satisfaction : les Bourses de Paris et de Francfort battaient leur record de l'année. C'est dire que les marchés financiers ne se sentent en rien menacés par les décisions de la Banque centrale. Au

contraire.

LE CAPITALISME EMMÈNE LA SOCIÉTÉ VERS LE CHAOS ET LA BARBARIE

En réalité, malgré les exhortations des économistes les plus lucides et les plus inquiets devant l'évolution de leur système économique, ni les directeurs des banques centrales ni les gouvernements ne réguleront jamais les financiers, qu'ils soient « classiques » ou « de l'ombre ». D'abord parce qu'ils leur sont liés par de multiples liens et qu'ils sont là pour les servir, pas pour les contraindre.

Mais surtout parce que la finance fait intégralement partie de l'économie capitaliste, de son fonctionnement permanent. Il y a belle lurette que la frontière entre les industriels et les banquiers a disparu, qu'il n'y a pas les bons entrepreneurs industriels d'un côté et les mauvais financiers de l'autre mais que ce sont les mêmes. Contrairement à ce que répètent les altermondialistes de diverses obédiences, cette évolution monstrueuse de l'économie capitaliste n'est pas une dérive idéologique à mettre au compte des « ultralibéraux », arrivés au pouvoir dans les années 1980 avec Ronald Reagan ou Margaret Thatcher. C'est la conséquence des contradictions fondamentales de cette économie où toutes les entreprises sont la propriété privée de capitalistes qui ne cherchent qu'à réaliser des profits maximaux, en produisant de façon anarchique et aveugle, sans planification et sans jamais se préoccuper des besoins réels de la population, voire en produisant le moins possible, s'ils peuvent faire fructifier leurs capitaux par des montages financiers toujours plus fous.

La seule et unique façon de réguler le système bancaire sera d'exproprier les actionnaires des banques et de les placer sous le contrôle direct de la population et des salariés. Mais, le système bancaire étant intimement mélangé aux grands groupes capitalistes de l'industrie, de la distribution, de l'énergie, qui ont le monopole, à l'échelle de la planète, de pans entiers de la production, il faudra exproprier aussi ces grands groupes multinationaux. En un mot, il faudra supprimer la propriété privée des moyens de production et tout ce qui en découle. Cela ne se fera ni par des lois ni par des élections. Cela se fera par un tremblement de terre social, par une révolution.

La violente guerre de classe menée à l'échelle de la planète par la classe capitaliste contre la classe ouvrière finira par provoquer un réveil de la combativité des travailleurs. Mais il faut encore que le prolétariat mondial, la seule classe sociale productive, celle qui met en œuvre ces moyens de production toujours plus performants,

toujours plus concentrés, retrouve aussi, outre la confiance dans sa force collective, sa conscience de classe et la conscience de son rôle historique. Cela ne se fera pas tout seul. Il faut pour cela des

militants, un parti qui se donne les moyens d'implanter les idées socialistes et communistes parmi les travailleurs.

22 juin 2014

Automobile

L'offensive patronale et les intérêts des travailleurs

Nous reproduisons ci-dessous des extraits du débat organisé par des militants de Lutte ouvrière d'entreprises automobiles le 8 juin dernier, à la fête annuelle de Lutte Ouvrière à Presles (Val-d'Oise). L'introduction au débat est suivie des extraits des conclusions tirées de la discussion par nos camarades Philippe Julien et Jean-Pierre Mercier, animateurs de la grève PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) en 2013.

Introduction de Philippe Julien

En introduction à ce débat, qui se fera autour des militants de LO des différentes usines de l'automobile – notamment de Renault, PSA, Toyota – je vais faire un point sur la politique actuelle des patrons de l'automobile et les conclusions que l'on peut en tirer.

Le secteur de l'automobile se concentre sur quelques grands groupes, de véritables trusts industriels à travers le monde employant chacun des centaines de milliers de travailleurs. Le groupe Renault-Nissan a produit 8 millions de véhicules en 2013 avec 340 000 salariés, dont 122 000 pour la partie Renault, qui comprend Dacia et Renault Samsung. Le groupe PSA, qui comprend Faurecia et sa banque PSA Finance, est présent dans 160 pays différents, emploie 194 000 salariés et a produit 2,8 millions de véhicules en 2013, auquel il faut ajouter les 3 millions de véhicules de Dongfeng, constructeur chinois avec lequel PSA vient de s'unir.

Mais en plus, ces groupes organisent en fait des milliers d'autres entreprises de sous-traitance, d'équipementiers, qui vont de grosses entreprises, comme Valeo, à de très nombreuses petites entreprises. Ces quelques grands constructeurs sont les véritables décideurs, donneurs d'ordres, qui font la pluie et le beau temps, et souvent la pluie, en exigeant des baisses constantes des coûts avec des coupes claires dans les effectifs, des fermetures d'usines et des gains de productivité.

La presse noircit des pages et des pages sur les prétendues différences de stratégie ou sur les erreurs d'un constructeur ou d'un autre, qui n'aurait pas sorti le bon modèle au bon moment. C'est en vérité pour mieux masquer que ces trusts appliquent une même politique, même si elle peut prendre des aspects différents selon leur situation. Ces trusts, qui se font concurrence, ne

cherchent qu'à réaliser des gains de productivité sur le dos des travailleurs, au nom d'une compétitivité dont ils sont les seuls bénéficiaires.

Leur leitmotiv pour la justifier, c'est la crise. Oui, on peut dire que ce secteur est touché par la crise économique, mais pas du tout comme voudraient le faire croire les médias au service des patrons. Ceux-ci ont beau jeu de justifier toutes leurs mesures par une crise qui viendrait d'on ne sait où, sorte de cataclysme quasi naturel dont tout le monde serait victime, patrons comme salariés. Cela a pour but d'essayer de faire accepter leur politique aux travailleurs.

Et aussi de pleurer misère pour recevoir aides sur aides de l'État. Ainsi des milliards d'euros d'argent public s'engouffrent dans les caisses de ces groupes. Car en plus de bénéficier comme tous les patrons de la suppression des cotisations sociales, des crédits d'impôt, comme le CICE ou le crédit d'impôt recherche (CIR) – PSA ainsi a empoché 101 millions d'euros pour l'année 2013 – ils reçoivent toutes sortes d'aides particulières. Ainsi pour PSA : 7 milliards d'euros en 2013 pour garantir la banque PSA Finance, 800 millions d'euros pour des achats d'actions pour l'augmentation de capital du mois dernier. À chaque prétendue innovation technologique, ces trusts reçoivent des centaines de millions de l'État. Renault a même reçu 500 millions de subventions pour la construction d'une usine de batteries à Flins qui reste toujours inexistante.

Le gouvernement ne se donne même plus la peine de maquiller ces subventions avec de prétendues contreparties sur l'emploi. Elles sont versées à fonds perdus, sauf pour les actionnaires.

La réalité est tout autre.

Tout d'abord la crise, c'est leur crise, car c'est bien la crise d'un système capitaliste dont ils sont

totalement responsables. Chaque mesure qu'ils prennent ne fait que la renforcer ou préparer la prochaine secousse. Mais en fait cela ne va pas si mal que cela pour eux.

Les médias font passer l'idée que les marchés sont en chute permanente et chaque spécialiste y va de ses chiffres catastrophiques. Devant ces méventes, la solution serait de produire de nouveaux types de voitures et, en relais de ces soi-disant experts, tous les syndicats y vont de bon cœur sur le même refrain. Selon eux, cela deviendrait même un objectif de lutte pour les travailleurs!

En réalité le marché mondial de l'automobile est en hausse constante. En 2007, 71 millions de véhicules étaient vendus dans le monde, et après un recul à 68 millions en 2008 et 65 millions en 2009, suite à la crise financière, le marché est reparti de plus belle au rythme de + 3 ou 4 % par an pour atteindre 85 millions de voitures vendues en 2013! Bien sûr, il y a des différences, avec de gros reculs dans des pays plus fortement touchés par la crise (Espagne, Portugal, Grèce), et un marché européen stagnant à 14 millions de voitures par an. La croissance est essentiellement due au marché chinois qui, de 5 millions de voitures en 2005, a maintenant dépassé le marché européen avec 22 millions de voitures vendues.

Cela explique la course de ces trusts aux fusions, aux partenariats, aux créations d'entreprises dans tous les pays où ils pensent qu'il y a un profit à faire. Ainsi PSA, après plusieurs tentatives avec Ford et General Motors (GM), a finalement fait un partenariat avec le constructeur chinois Dongfeng, en plus des accords avec BMW, Fiat, Ford, GM, Mitsubishi, Toyota et Renault. Sans oublier les usines ouvertes sous son nom ces dernières années : une en Russie en 2013 et une en Chine en 2014, ce qui fera la quatrième dans ce pays. Du côté de Renault-Nissan, des contrats ont été passés avec Mitsubishi au Japon, Daimler en Allemagne, Avtovaz en Russie ou Dongfeng en Chine. On retrouve donc ces mêmes entreprises entremêlées, de quoi relativiser la fameuse compétition qui les opposerait. Ils savent aussi s'entendre comme larrons en foire sur le dos des travailleurs.

Le marché actuel leur permet donc d'enregistrer de très jolis profits.

Bien sûr, les profits sont masqués par tout un tas de techniques plus ou moins sophistiquées, et varient selon ce que cherche tel ou tel constructeur sur le moment. Une partie de leurs profits est dissimulée dans les prix de transferts de filiale à filiale, dont certaines se trouvent dans des paradis fiscaux. PSA a localisé ainsi 11 % de ses plus de 200 sociétés, sous des noms différents, dans ces

fameux pays offshore. Et puis il y a les techniques comptables, qui ont permis à PSA de déclarer 2,3 milliards de pertes en 2013, alors que ce n'étaient que des dépréciations d'actifs. C'est-à-dire qu'elle déclare tout d'un coup que sa société a perdu de sa valeur comptable sans avancer la moindre justification. Cela n'a pas empêché la famille Peugeot d'enregistrer 100 millions d'euros dans sa dernière opération boursière. Mais d'autres sociétés comme Renault ne se cachent pas d'avoir 14 milliards d'euros de trésorerie et d'avoir versé 500 millions aux actionnaires en 2013 et autant en 2014. Et Toyota, elle, déclare un profit de 9 milliards de dollars! Rappelons aussi, tout de même, que le nouveau PDG de PSA, Carlos Tavares, gagne 9000 euros par jour, samedi et dimanche compris, et que le PDG de Renault, Carlos Ghosn, touche 9,6 millions d'euros par an, ce qui en fait le patron le mieux payé du CAC 40. Ces profits, ils les font non seulement sur des marchés qui sont loin de s'écrouler, mais surtout sur une exploitation accrue des travailleurs de l'automobile. Avec une attaque frontale comme on n'en a pas vu depuis bien longtemps, et qui peut désorienter bien des travailleurs et même des militants.

En changeant la loi à partir d'un accord national interprofessionnel (ANI), le gouvernement a directement soutenu PSA et Renault dans cette politique pour qu'ils puissent imposer des accords de compétitivité. Ils ont été tout de suite appliqués dans les usines, pour bien signifier aux travailleurs qu'ils allaient devoir travailler plus pour moins cher, avec moins de droits. Première mesure immédiate chez Renault : un allongement considérable du temps de travail suite à la suppression pure et simple de jours de congés, jusqu'à vingt jours, remplacés par autant de jours de travail sans la moindre augmentation du salaire annuel.

Ensuite ce sont les pauses, déjà très courtes, qui ont été rognées chez les deux constructeurs. Et chez PSA, la direction a voulu faire passer les congés annuels d'été de quatre semaines à trois semaines, alors que les salariés en avaient bien besoin pour pouvoir récupérer un peu leur santé. Elle n'y a qu'en partie réussi. Et, à côté de cela, les heures supplémentaires pleuvent un peu partout, ainsi que les fameux « overtime », temps imposé jour par jour à la dernière minute sous prétexte que la production n'aurait pas été faite.

Le plus aberrant, c'est qu'en même temps qu'on force les salariés à travailler plus longtemps en leur disant qu'il faut augmenter la production, des secteurs entiers sont mis au chômage, parfois dans la même usine. Et des usines entières ferment, comme à PSA-Aulnay.

Je voudrais rappeler que, dans ces usines de

production, les ouvriers sont soumis à des cadences de travail très strictes, calculées au centième de minute, avec une maîtrise sur le dos en permanence, que les accidents y sont fréquents, ainsi que les maladies professionnelles. Les horaires de travail en équipe, souvent très tôt le matin, déstructurent toute la vie sociale et usent la santé encore plus vite.

Certains, comme Toyota à Denain en ce moment, s'illustrent par une politique répressive faite de sanctions, de licenciements pour de prétendues fautes, et qui frappent encore plus ceux qui relèvent la tête, dont les militants syndicaux.

Après avoir, ces dernières années, intensifié le travail en augmentant la productivité, ces patrons augmentent maintenant le temps de travail. Cela veut dire que, mécaniquement, ils diminuent les salaires. Cela ne s'était pas vu, là aussi, depuis très longtemps. Donc zéro augmentation sur les salaires de base pendant trois ans chez Renault comme Peugeot, mais, en plus, des primes ne sont plus distribuées, ou carrément supprimées. PSA s'est payé le ridicule de verser des primes de participation de quelques euros. Auxquelles les salariés ont répondu en collectant ces euros pour les reverser aux Restos du cœur.

Autre innovation : les mutations forcées en créant des « pôles industriels » qui recourent plusieurs usines distantes de centaines de kilomètres où les salariés pourraient être mutés au bon vouloir des directions, au gré des productions sous menace de licenciement en cas de refus.

Mais les attaques qui sont évidemment les plus durement ressenties, ce sont les licenciements et les fermetures d'usines, comme celle de PSA-Aulnay. Même si, heureusement, il s'est trouvé dans ce cas des centaines de salariés au coude à coude pendant des mois pour lutter et rétablir leur dignité. Renault a planifié encore 8500 suppressions d'emplois sur les trois ans à venir, alors qu'en 2013 elle a diminué ses effectifs de 5000 travailleurs pour une production supplémentaire de 80000 véhicules.

Et PSA, qui sort d'un plan de 12500 licenciements, continue avec un autre plan contenant des menaces à peine voilées de nouvelles fermetures sur les usines de Borny à Metz, Mulhouse, Rennes, Poissy, en programmant des fermetures entières de lignes.

Ils se servent entre autres des concentrations de productions, souvent la conséquence des accords passés entre grands constructeurs qui servent à supprimer les « doublons », comme ils disent. Remarquons qu'il n'y a jamais de doublon chez les actionnaires.

Là encore, cela n'empêchera pas, comme chez Renault, la direction de prendre des travailleurs

intérimaires en nombre très important. Dans certains secteurs, ils constituent la majorité du personnel de production.

Je m'arrête là sur la description des attaques patronales, les camarades des différentes usines qui sont présents dans ce débat expliqueront concrètement comment cela se traduit sur leurs sites et les réactions des travailleurs, là où il y en a eu.

Car il y a eu tout de même quelques réactions. En 2013 et en 2014, il y a eu des débrayages ou des grèves, comme à PSA-Aulnay, ce que l'on n'avait pas vu depuis longtemps. Mais tout le monde le constate : ce n'est pas à la hauteur de ce qu'il faudrait. Se pose alors la question du rôle de militants et notamment des militants révolutionnaires qui entendent se situer uniquement sur le terrain de leur classe sociale.

Je voudrais maintenant discuter du fait que les travailleurs, et dans un premier temps les ouvriers les plus conscients, prennent la mesure des reculs que voudraient nous imposer ces trusts mais aussi parler de leur politique d'internationalisation des productions.

Les partis de droite comme de gauche tirent comme conclusion de cette politique des trusts qu'il faut protéger les entreprises françaises, alors qu'elles sont depuis longtemps transnationales, en leur accordant toujours plus d'aides de l'État, en pratiquant une politique protectionniste. Montebourg y va de son protectionnisme économique et de sa marinière.

Les syndicats entonnent les mêmes refrains nationalistes et répètent à l'envi que le problème, c'est que ces entreprises capitalistes sont mal gérées. Ils se payent même le ridicule de leur donner des conseils pour mieux gérer leurs entreprises qui pourraient concilier à la fois les intérêts des salariés et la soif de profits des capitalistes.

Pour nous, les objectifs de lutte pour les travailleurs sont tout autres.

Ce dont les travailleurs doivent se convaincre en premier, c'est que les attaques patronales ne sont pas qu'un mauvais moment à passer. Les patrons continueront à baisser les salaires, intensifier le travail, augmenter les temps de travail aussi loin qu'ils le pourront. C'est-à-dire, aussi loin que les travailleurs les laisseront faire. Aussi longtemps que les travailleurs n'arriveront pas à créer un rapport de force en leur faveur.

La deuxième chose, c'est que les travailleurs ne doivent pas se laisser enfermer dans des raisonnements nationalistes, protectionnistes, qui en plus de n'être que du baratin destiné à faire diversion, ne font que tirer les ouvriers en arrière dans leur conscience du rôle qu'ils ont à jouer pour la transformation de l'humanité.

Au 19^e siècle, alors que le mouvement ouvrier n'en était qu'à ses débuts et que les patrons organisaient encore leur production essentiellement sur une base nationale, les militants ouvriers prenaient une direction radicalement opposée au nationalisme. Ils ont tout de suite compris qu'il fallait défendre des idées internationalistes. Et ils mettaient leurs idées en application en créant dès 1864, une organisation internationale, l'Association internationale des travailleurs (AIT), sur la base des idées défendues par Karl Marx dans son *Manifeste du parti communiste* de 1848

Il n'y a aucune raison de se résigner à ce que la classe ouvrière renonce à ses idées d'origine, se laisse embarquer dans des idées protectionnistes, donc réactionnaires. Les prévisions de Marx sont devenues des réalités bien tangibles. L'avenir de l'humanité ne peut être de se recroqueviller sur elle-même, de défendre les chimères du repli national, alors qu'au contraire toute l'évolution va dans le sens d'une ouverture, d'une interdépendance des productions, des savoir-faire des hommes d'un bout à l'autre de la planète. Et l'industrie automobile nous en donne un formidable exemple.

Il faut donc au contraire que la classe ouvrière s'élève à ce niveau de compréhension, d'analyse de cette internationalisation de l'économie.

Le capitalisme a commencé la mondialisation. Il reviendra à la prochaine révolution sociale d'aller bien plus loin, en supprimant les frontières, en organisant l'économie à l'échelle mondiale sur la base de la coopération des peuples de tous les pays. Seule la classe ouvrière peut le réaliser.

Car ces trusts, qui en même temps qu'ils développent leur production à l'échelon international continuent à se faire une guerre à mort, entraînant peut-être de nouvelles chutes de l'un ou l'autre de ces trusts, continuent d'emmener toute l'humanité dans le chaos et la misère. Ils ne peuvent représenter l'avenir de l'humanité.

Alors, cette mondialisation ne doit pas paralyser les militants, au contraire. Plus que jamais, l'avenir est entre les mains de la classe ouvrière. Il peut, bien sûr, y avoir le sentiment, chez des ouvriers licenciés, qu'ils ne représentent plus une force. Mais ce que montre toute l'évolution de ces trusts de l'automobile, c'est l'inverse. En internationalisant leurs productions, ils ne font que renforcer objectivement les liens entre les ouvriers. Aujourd'hui les travailleurs japonais de Nissan travaillent pour le même patron que les travailleurs de Renault en France. Les travailleurs chinois de

Dongfeng travaillent pour le même patron que les travailleurs de Peugeot.

Et même ces patrons qui licencient à tour de bras sont obligés d'asseoir leur fortune sur le travail de millions d'ouvriers, et maintenant à travers le monde. La classe ouvrière reste bien vivante et son objectif doit être maintenant de devenir une force politique.

C'est à ce niveau de raisonnement que les ouvriers les plus conscients doivent se hisser.

Cela veut dire que même dans des luttes partielles, au niveau de leur entreprise ou autres, ils doivent se défendre, et défendre leurs revendications sans jamais perdre cette boussole.

Bien sûr, les travailleurs se défendent d'abord au niveau où ils sont attaqués – que ce soit lors de la fermeture d'une usine, où au niveau de leurs conditions de travail. Mais ils peuvent s'adresser aussi aux autres travailleurs et le plus directement possible. En allant eux-mêmes rencontrer les autres salariés sur leur lieu de travail. Gagner d'autres travailleurs à partir d'une usine en lutte autour de mêmes objectifs. C'est en menant une politique à ce niveau et dans cette direction que la classe ouvrière pourra retrouver ses forces.

Et n'attendons pas que les confédérations syndicales mènent cette politique. Et même si par aventure les confédérations syndicales arrivent enfin à se mettre d'accord sur la date d'une journée de manifestation même interprofessionnelle, ce n'est pas cela qui pourra remplacer l'activité, le militantisme de centaines de milliers de travailleurs conscient de leur rôle à jouer.

Les centaines de milliers de travailleurs de l'automobile, justement par leur nombre, leur répartition dans tous les pays, par le rôle qu'ils jouent dans l'économie, pourraient être le cœur d'une lutte, jouer un rôle central, un rôle d'entraînement.

Prendre la tête des luttes, mettre en avant des revendications essentielles qui pourraient être reprises par tous les travailleurs, dans le pays où l'on travaille, mais aussi à travers les frontières.

Non seulement une augmentation massive des salaires avec une indexation de ces salaires sur les prix, pour empêcher la chute du pouvoir d'achat. Mais aussi l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous les travailleurs y compris ceux qui sont actuellement sans emploi, et le contrôle des comptes des grands groupes par les travailleurs eux-mêmes.

À la mondialisation capitaliste de l'économie, la seule réponse est la conscience de classe et l'internationalisme des travailleurs.

Plus tard, au cours du débat, Philippe Julien a répondu à un intervenant du public qui s'est interrogé pour savoir si la grève des travailleurs d'Aulnay a été une victoire ou une défaite.

Il y en a beaucoup qui raisonnent comme ça : « Je ne veux pas que mon usine ferme ». Alors cela se transforme en : « Je cherche un repreneur. » Et ils y vont. Et on va chercher. On va mettre une petite annonce dans un journal : « Cherche patron, accepte accord de compétitivité, pas trop sévère. » Voilà ce que c'est, la course aux repreneurs. Bon, c'est ça qu'on veut ? C'est un objectif qui sera généralisable pour tout le monde ? Pour tous les travailleurs dans un même pays et au-delà des frontières ?

Alors je peux comprendre des camarades, des travailleurs qui peuvent être acculés parce que, justement, on les laisse tout seuls se battre, le dos au mur, contre un patron et qui peuvent être acculés à accepter des accords de ce type-là. Mais cela ne peut pas être un objectif, surtout pour des militants révolutionnaires.

Autre idée, pour empêcher la fermeture de son entreprise, faire une Scop [Société coopérative de production]. Alors peut-être pour faire des sachets de thé, c'est possible, je ne critique certainement pas leur choix, mais franchement, que l'on se mette en Scop pour fabriquer des voitures, je ne vois pas comment on pourrait faire. Alors soyons sérieux.

Je rappelle ce que ça veut dire de s'opposer à un patron qui veut fermer une usine. Pour les camarades qui se basent sur le marxisme, ils ont ça en tête : quand il y a une période de crise économique, que fait la bourgeoisie, que font les patrons ? Ils détruisent les moyens de production pour rétablir leur taux de profit. Donc c'est ce qu'ils font. Et en ce moment ; ils le font à fond la caisse. S'opposer à cela, c'est s'opposer à tout le fonctionnement du système capitaliste, cela veut dire qu'il faut mettre tout le système capitaliste en l'air et c'est cela qu'on doit se donner comme objectif. Ce n'est pas simplement dire que l'on veut empêcher la fermeture d'une usine. C'est complètement idiot.

Alors ce serait une défaite ? Non. La solution que nous avons préférée, c'est de dire : « Interdiction des licenciements, aucune usine ne doit fermer ». Cela répondait à la fois à notre problème à nous, aucune usine ne doit fermer, mais c'était généralisable, à l'échelle du pays. Cela n'enfermait pas les travailleurs à l'échelle d'une usine, mais cela s'ouvrait pour tout le monde. Alors le camarade nous dit que c'est un échec car la grève d'Aulnay n'a pas réussi à déclencher l'offensive générale. Bon. Ok. Mea culpa. Mais je voudrais rappeler que nous avons essayé.

Nous avons essayé, pendant un mois, deux

mois, trois mois, quatre mois, on n'a pas fait simplement, comme le dit le camarade, pleurnicher auprès du gouvernement. Bien sûr, nous avons eu des actions vis-à-vis du gouvernement et mais ce n'était pas pour pleurnicher, c'était pour investir les ministères, c'était aussi pour s'attaquer au patronat, et pour s'attaquer à l'État. Parce que le camarade veut que l'on s'attaque au patronat, mais pas à l'État. Mais pour nous le patronat et l'État sont main dans la main. Eh bien, nous avons dit aux travailleurs qu'il fallait s'attaquer aux deux, parce qu'ils sont complices.

Mais ce n'est pas le plus important dans notre grève. Dès le troisième jour de grève – nous nous sommes mis en grève le mercredi, et le vendredi après-midi, on avait déjà pété les portes, le mur pour entrer dans l'usine de Saint-Ouen. Nous ne sommes pas allés nous adresser aux travailleurs avec seulement trois ou quatre délégués syndicaux ou alors seulement en téléphonant au délégué syndical en lui expliquant que nous voulions monter un comité international, en prenant rendez-vous dans le café d'à côté pour discuter. Alors voilà, on s'est vu une demi-heure entre trois ou quatre délégués syndicaux, hurra, on a réussi à faire avancer la lutte de classe !

Non, je dis ça, en plaisantant, parce que c'est ce qu'on nous propose tous les jours. Créer un comité, pour créer des liens entre trois ou quatre syndicalistes. Ce n'est pas ça le problème, le problème c'est d'apprendre aux travailleurs à s'occuper de leurs problèmes et de le faire eux-mêmes. Et nous sommes rentrés à Saint-Ouen à 150. Nous avons arrêté l'usine, nous sommes allés discuter avec les salariés pied à pied. Puis un mois après, nous sommes revenus une deuxième fois pour vérifier. Cela a fait du bien d'ailleurs, je pense que les travailleurs qui travaillent à Saint-Ouen peuvent en témoigner. Entre-temps il y avait eu toute une série de débrayages, il y a une conscience qui s'est modifiée. Et nous l'avons fait avec les camarades de Renault, à Flins, on l'a fait à Cléon.

Nous avons distribué des centaines de milliers de tracts, sur toutes les autoroutes : c'était une adresse à l'ensemble du mouvement ouvrier. Alors on n'a pas dit : « On va déclencher la grève générale. » Cela aurait été puéril. Mais on a dit cette grève peut être aussi la vôtre, on a ces problèmes-là, vous aussi, rejoignez-nous, allons ensemble. Voilà ce que nous avons dit. Qu'est-ce que c'était, sinon une politique qui était ouverte ?

Sauf que la différence, c'est qu'on n'est pas à pleurnicher, à attendre que les organisations syndicales appellent miraculeusement à une grève

générale. Les camarades, on n'y croit pas. Je vous le dis, nous, à Lutte Ouvrière, on n'y croit pas que les confédérations syndicales appelleront. Elles n'appelleront pas. Elles ne déclencheront pas une grève générale.

En 1936, ce n'est pas comme ça que cela s'est passé. C'est les ouvriers eux-mêmes, eux-mêmes, qui ont débrayé, qui ont été voir les autres, qui ont traversé la rue, qui ont été voir l'usine à côté, qui sont allés causer avec les travailleurs. Ce n'est qu'une semaine après le début la grève générale qu'elle a été mentionnée dans la presse. Ils ont mis une semaine, les bourgeois à s'en apercevoir.

En 1968, la CGT n'a jamais appelé à une grève générale. Elle a appelé à une journée, le 13 mai 1968. Sauf que ça lui est retombé sur le dos, il s'est trouvé qu'il y a eu des milliers, des millions de travailleurs qui ont participé à cette manifestation, cela a été un immense espoir, et ensuite les travailleurs se sont mis eux-mêmes en grève générale. Ce n'est pas les confédérations syndicales qui ont appelé. Si elles sont d'accord entre elles c'est pour diviser, pour faire les appels étalés dans le temps et, le moment venu, pour faire reprendre. Alors comment peut-on faire ? Comment doit-on faire ? Eh bien nous, on dit que ce sont les travailleurs à la base qui doivent le faire, et que le problème c'est la conscience.

Conclusion de Jean-Pierre Mercier

Eh bien, écoutez, on a fait un tout petit tour d'horizon, sur l'automobile et pas que sur l'automobile. On a pu aussi discuter d'autres choses. Ce que l'on constate tous, c'est que les patrons sont évidemment toujours à l'offensive, toujours à l'attaque, avec une crise économique qui s'approfondit, les attaques sont de plus en plus violentes. Que ce soit les attaques sur l'emploi, sur les salaires, sur les droits sociaux de tous les travailleurs, et là-dessus, en tant que militants, quand on a à cœur de vouloir changer les choses, on veut tous que cette situation change, que le rapport de force redevienne en faveur du monde du travail, que les attaques du gouvernement et du grand patronat s'arrêtent. On se pose tous la question, et c'est une question récurrente : comment peut-on faire, comment peut-on y arriver ?

Alors ces questions, elles se posent sous différentes formes, mais en gros, on est tous d'accord sur le fait que c'est lorsqu'il y aura des mobilisations du monde du travail que l'on pourra espérer, en tout cas avoir la possibilité, que la situation elle change. Et on se demande quand est-ce que cela va avoir lieu ?

Tout repose sur la conscience. Et c'est dans ce sens qu'on discute. L'objectif de ce forum on se l'est fixé à ce niveau-là, c'est que l'urgence, pour les travailleurs dans l'automobile, comme ailleurs, c'est de ne pas se laisser enfermer dans des raisonnements protectionnistes. De l'extrême droite à la gauche, tous les partis bourgeois et jusqu'aux directions syndicales, tout le monde prêche le protectionnisme aux travailleurs.

Il n'y a pas besoin d'attendre la révolution générale pour combattre ça. Il faut que nous, les militants, nous combattions ces idées-là, et c'est ça le plus urgent pour nous, parce que si nos camarades de travail autour de nous, dans leur tête, ils s'enferment dans ces idées-là, alors je peux vous dire que oui, on est foutus. Oui, on est foutus si on laisse les militants, nos camarades de travail, s'enfermer dans des conneries nationalistes, protectionnistes, dans l'idée que les travailleurs peuvent sauver leur peau dans leur usine, dans leur corporation ou dans leur pays, les uns contre les autres.

Donc les militants qui veulent militer sur le terrain de la classe ouvrière, ils doivent demander à leurs camarades de faire un effort, de réfléchir, et de se dire, se rappeler qu'ils sont une classe ouvrière internationale, qui représente une force. Il faut défendre des idées internationalistes, raisonner en fonction des intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière.

On n'en sait rien. Autant se le dire. On n'en sait rien. On n'en sait rien quand les travailleurs vont relever la tête et reprendre courage dans leur force pour reprendre l'offensive. Là, dans cette situation, on a autour de nous, mais pas que dans les entreprises, dans la société en général, des salariés, le monde du travail en général, qui n'a pas envie de se battre, qui n'y croit pas. Il ne se bat pas, parce qu'il pense que ce n'est pas possible de gagner. Pourquoi aller au carton, si c'est pour perdre ? C'est ça qu'il a dans la tête, aujourd'hui, le monde du travail, ou en tout cas, beaucoup de travailleurs.

Cette situation, elle est compliquée pour les militants. Alors s'il y a quelque chose qui compte pour l'avenir, c'est qu'aujourd'hui, tous les militants, tous ceux qui ont envie que ça change, gardent confiance dans les capacités de la classe ouvrière, un jour ou l'autre, à se mobiliser et à reprendre le chemin des luttes. Si on perd cette confiance, oui, là on se démoralise, on se décourage, et le camp d'en face, il avance, il marque des points. Alors, ça c'est une première chose. Nous on est communistes, on est des communistes

révolutionnaires, cela veut dire que nous sommes convaincus qu'un jour ou l'autre il va y avoir des luttes.

Aucune organisation révolutionnaire n'est en capacité de déclencher des luttes d'ampleur, des grèves d'ampleur. Ce sont les patrons qui ont cette capacité. Ce sont les gouvernements qui ont cette capacité, de faire la loi de trop, de faire le licenciement de trop, de faire l'attaque de trop, de vouloir imposer le recul de trop qui déclenche derrière des réactions collectives.

Pas forcément d'ampleur au début, on ne sait pas comment cela va se passer, mais c'est eux qui vont déclencher les luttes. Ce sont eux qui vont faire en sorte que ce mécontentement qui existe dans le monde du travail finisse par s'exprimer. Et c'est dans ces moments-là, et, là, c'est dès aujourd'hui qu'il faut être inquiet pour ces moments-là. Car, dans ces moments-là, il ne faudra pas se planter. Il faudra aller le plus loin possible, il faudra prendre la bonne direction, que l'on se saisisse des revendications que l'on doit mettre en avant pour gagner le plus possible de terrain, pour faire que la conscience de classe dans ces moments-là, qui grandit à la vitesse de la lumière, elle aille le plus loin possible.

Pour l'avenir, parce que le combat ne se fera pas en une seule fois, parce que l'on part d'extrêmement bas, et d'extrêmement loin. Alors c'est pour ces moments-là, que nous nous préparons aujourd'hui. Parce que dans les futures bagarres, pour instaurer ce rapport de force, on va voir des Mélenchon, on va avoir des Thierry Lepaon, des Laurent Berger, etc., qui vont se repeindre en rouge, qui chanteront l'*Internationale*, qui lèveront le drapeau rouge et qui diront: « *Bravo les gars, vous avez bien bataillé, on a bien bataillé, maintenant si on continue, on perdra tout, donc il faut qu'on s'arrête, il faut qu'on marque une pause.* »

C'est le coup de juin 1936, c'est le coup de mai 1968. Et là je m'adresse aux plus jeunes d'entre nous qui sont dans l'assemblée. Il faut que vous vous posiez aujourd'hui les vraies questions, que vous recherchiez dans les livres d'histoire du mouvement ouvrier, pourquoi le mouvement ouvrier a connu tant de défaites. Les causes de ses défaites, pour éviter que dans l'avenir, on

recommence la même histoire. Parce qu'il ne faut pas recommencer la même histoire. Il faut que dans les prochaines bagarres, on puisse gagner le plus de terrain possible pour les acculer le plus loin possible.

Et cela ne tient qu'à nous aujourd'hui de ne pas baisser les bras, de garder confiance dans nos camarades de travail, jusqu'à et y compris ceux qui, démoralisés, désorientés, tombent dans le piège de Marine Le Pen. Eh bien, c'est de retourner les voir, c'est de les faire changer d'avis et de les convaincre, c'est de les regagner à notre camp. C'est de ne pas les laisser dans les mains des patrons – parce qu'avec Marine Le Pen ils sont dans les mains du patron.

Et cette bataille, il n'y a pas besoin d'avoir trente ans de parti derrière soi pour faire ça. Chacun d'entre nous, on peut discuter avec son voisin de palier, on peut discuter avec son camarade de travail, à condition d'avoir des idées claires, d'avoir des idées politiques qui soient efficaces. Et qui servent de repères, qui servent de boussole, et ça, c'est notre boulot de militants, à nous tous, de les prendre en main, de les comprendre et après de les faire partager autour de nous par le plus grand nombre.

Aujourd'hui les travailleurs ne se battent pas, cela ne veut pas dire qu'on ne peut rien faire du tout. On a tout un travail militant à faire, non seulement dans les entreprises mais en dehors des entreprises. Tous les lycéens, les étudiants aujourd'hui qui manifestent contre Le Pen, ils ont raison, ça part d'un bon sentiment, mais il faut comprendre que ce ne sont pas des manifestations qui feront barrage à Marine Le Pen. Tout va se jouer dans les entreprises.

C'est dans les entreprises et pas ailleurs que cela va se jouer parce que c'est là où se fabrique le profit. Ce sera dans les entreprises que cela se jouera, quand on bloquera l'économie, quand on bloquera les usines et toutes les entreprises. C'est là que nous aurons une position de force pour pouvoir imposer nos revendications. Alors camarades, on a du pain sur la planche, et cela tient à nous tous de le faire, chacun à son niveau et c'est comme cela que l'on pourra faire avancer les choses.

Allemagne

La première économie du continent serait-elle responsable de la crise ?

CEUX QUI, À « LA GAUCHE DE LA GAUCHE », RENDENT L'ALLEMAGNE RESPONSABLE DE TOUS LES MAUX

Après une phase pendant laquelle nombre d'hommes politiques ont encensé le prétendu modèle économique allemand, actuellement la mode est plutôt à le rendre responsable de tout ce qui va mal dans l'Union européenne (UE) : la crise, le chômage, les déficits extérieurs, l'euro trop faible ou trop fort, à peu près tous les maux seraient de la faute de la chancelière Angela Merkel et profiteraient à l'Allemagne « égoïste », « qui ne pense qu'à ses intérêts ». Passons sur le fait que ces qualificatifs moraux sont ridicules dans la bouche de chantres du système capitaliste, tout entier bâti sur la défense d'intérêts privés et « égoïstes ». Il faut dire que leurs arguments simplistes, bêtement politiques et à géométrie variable, sont choisis dans le seul but de servir leur démonstration. Répétés sans arrêt, un certain nombre de ces lieux communs, dont l'objectif ultime est de dédouaner la bourgeoisie et les hommes politiques français, contribuent à répandre le poison nationaliste.

À la gauche de la gauche, Frédéric Lordon, membre des « économistes atterrés » et qui se réclame toujours de la lutte de classe, défend l'idée qu'il faut ou sortir de l'euro, ou en faire sortir l'Allemagne, et déclarait entre autres perles, en avril dernier sur France Inter : « *Nous sommes passés à l'époque [lors de l'introduction de l'euro] sous les fourches caudines des gouvernements allemands et nous y sommes encore. L'Allemagne est cinglée... [Elle] veille comme aucun autre pays en Europe à l'application stricte, rigoriste, sans la moindre tolérance, des orthodoxies monétaires. (...) L'Allemagne se sait entourée par les pouilleux du sud. Elle n'accordera jamais qu'on entrouvre la fenêtre pour prendre un peu d'air.* »

Gommant toutes les différences de classe et de situation sociale, F. Lordon choisit de se réclamer d'un « nous » illusoire, opposé à l'Allemagne : patrons et ouvriers de France subissant le même destin, nous serions tous soumis à l'Allemagne. Il poursuit : « *La croyance monétaire en Allemagne,*

une croyance partagée par une très large fraction du corps social allemand, où la monnaie a un caractère de talisman (...), est érigée en réceptacle du caractère national allemand. (...) La sanctuarisation de la chose monétaire par l'Allemagne restera toujours ». Foin de la lutte de classe, c'est donc le peuple allemand lui-même qui aurait érigé la monnaie au rang de divinité et lui voue un culte. Le lendemain, F. Lordon explique sur la même radio que sortir de l'euro signifiera « *se débarrasser de la camisole de force des politiques d'austérité* » et permettra la « *restauration de la souveraineté démocratique* ». Ainsi donc, l'austérité est imposée à Hollande et Valls par l'Union Européenne ; et avant l'euro c'était le règne joyeux de la souveraineté démocratique, autrement dit les classes populaires avaient le pouvoir ?

Lordon n'est pas seul à gauche à faire entendre ce son de cloche. Jean-Luc Mélenchon, du Front de gauche, est devenu coutumier de saillies brutalement chauvines et provocatrices, lui qui n'a pas hésité à déclarer : « *Les Allemands, c'est un modèle pour ceux qui ne s'intéressent pas à la vie. (...) Mais pour ceux qui s'intéressent à la vie, personne n'a envie d'être allemand. Ils sont plus pauvres que la moyenne, ils meurent plus tôt que les autres, ils n'ont pas de gosses, et leurs immigrés foutent le camp parce qu'ils ne veulent plus vivre avec eux, c'est dire.* » Il récidivait quelques mois plus tard (octobre 2013) : « *En parasitant toute l'Europe, en nous contraignant à un système économique et politique épouvantable (...), ils sont en train de pomper le sang de toute l'Europe. (...) L'objectif ce n'est pas d'imiter l'Allemagne mais de dégermaniser l'Europe* ». Mélenchon use de la grosse artillerie nationaliste pour faire parler de lui, et ce faisant il dédouane Hollande, son gouvernement, et au fond les capitalistes d'ici, puisque ce ne sont pas eux qui décident mais la méchante Allemagne.

L'EXEMPLE DE L'ALLEMAGNE POUR NOUS CONVAINCRE DE NOUS SERRER LA CEINTURE

D'autres hommes politiques, plus proches des milieux gouvernementaux, défendent en partie

les mêmes conceptions, mais plus discrètement, en gardant l'air respectable. Deux ou trois idées reviennent sans cesse sous leur plume. L'une est que ce sont les salaires très réduits en Allemagne dans certaines branches, la faible indemnisation des chômeurs (durée et montant), l'augmentation de la précarité, en bref les reculs subis par la classe ouvrière, qui auraient rendu l'économie allemande compétitive. De la part de tous ces gens-là, cela veut dire : préparez-vous, il va falloir faire la même chose ici !

Ce qui est presque comique, c'est que gouvernement et patronat de France, qui n'ont que les mots « coûts du travail » et « compétitivité » à la bouche pour faire accepter ici le recul du pouvoir d'achat et des conditions d'existence, s'insurgent contre les bas salaires en Allemagne et contre l'égoïsme des dirigeants allemands qui, s'ils consentaient à payer mieux les travailleurs outre-Rhin, leur permettraient de consommer davantage de marchandises... françaises. Ils s'expriment comme si la classe dirigeante allemande choisissait collectivement de payer mal ses ouvriers pour restreindre volontairement la consommation intérieure, et par là nuire aux importations en provenance des pays européens. En réalité, chaque patron essaye de payer « ses » ouvriers le moins possible, mais voudrait pour vendre ses marchandises que son concurrent verse, lui, des salaires élevés.

Et puis il y a les records d'exportations allemandes, l'excédent commercial qui ne cesse de croître ces dernières années dans ce pays, véritable épine dans le pied de dirigeants français confrontés au déficit de leur balance commerciale. Leurs porte-parole réclament le plus sérieusement du monde à l'Allemagne, c'est-à-dire au patronat allemand, de penser à l'intérêt commun et de réduire ses exportations pour faire une place à ses concurrents.

Parmi les idées répétées sans cesse, il y a celle selon laquelle l'Allemagne, première puissance économique du continent, dicterait ses conditions aux 27 États membres ; la France passe alors du statut de puissance impérialiste faisant presque jeu égal avec l'Allemagne à celui de victime subissant ses diktats. D'ailleurs, de *Diktat* à *Blitzkrieg*, le vocabulaire allemand des politiques français est en général celui lié à la guerre.

Emmanuel Todd, qui en 2012 vantait ardemment le « hollandisme révolutionnaire », parle ainsi de la mainmise du patronat allemand sur l'État français [il dessine un diagramme tout en le commentant] : « *En haut : le patronat allemand. Juste en dessous, décalée, Merkel : préposée à la gestion des protectorats européens ! Directement aux ordres du patronat allemand : la Banque centrale*

européenne. Aux ordres de la BCE : les banques françaises. Sous le contrôle des banques : les inspecteurs des finances de Bercy, avec comme attaché de presse Pierre Moscovici ! Et tout en bas : François Hollande. Je ne trouve à Hollande aucune fonction identifiable. Donc j'inscris : Rien. »¹

Les banques et entreprises françaises seraient donc placées sous les ordres du patronat allemand et de Merkel, tandis que le président est, lui, complètement impuissant. Si la vision est assez pratique pour dédouaner les dirigeants français, elle rend encore moins convaincants les discours lénifiants des mêmes sur l'Europe vouée à assurer la paix du continent. D'ailleurs Todd continue ainsi, ce qui, appliqué à peu près à n'importe quel autre pays, ne serait plus politiquement correct : « *Donc évidemment, l'Allemagne est le problème. (...) Mais l'Allemagne, qui a déjà foutu en l'air deux fois le continent, est l'un des hauts lieux de l'irrationalité humaine. (...) Son obstination à imposer l'austérité, qui fait de l'Europe le trou noir de l'économie mondiale, nous impose une question : l'Europe ne serait-elle pas, depuis le début du 20^e siècle, ce continent qui se suicide à intervalles réguliers sous direction allemande ? Oui, un "principe de précaution" doit être appliqué à l'Allemagne ! Ce n'est pas être un salaud xénophobe de le dire, c'est du simple bon sens historique. »*

Laissons-lui la responsabilité de décider s'il est un « salaud xénophobe », et notons avec quelle légèreté, quelle facilité Todd, Mélenchon et tant d'autres convoquent le terrible passé nazi pour appuyer leurs assertions contre l'Allemagne. Comme il leur est facile d'être nés du côté des bons et des vainqueurs ! Quant aux reculs subis par les classes populaires, ce ne sont donc pas Ayrault ou Valls qui sévissent, font voter pactes de compétitivité et de responsabilité, prélèvent sur la Sécurité sociale pour donner aux riches. Ce ne sont pas PSA, Bouygues ou Michelin qui licencient et intensifient l'exploitation, pas Gattaz qui rêve tout haut d'introduire un smic au rabais pour les jeunes ; mais non, derrière tout cela, une Allemagne obsessionnelle tirerait les ficelles ?

Ainsi certains de ces hommes politiques, commentateurs, spécialistes autoproclamés sont capables de nous expliquer que le bas niveau des salaires en Allemagne est un vrai problème, que c'est déloyal vis-à-vis des voisins, et en même temps de répéter qu'il est urgent de baisser les salaires ici ; à la fois de nous dire que l'économie européenne crève de trop d'austérité et qu'il faudrait ici baisser encore le niveau de vie des ouvriers, retraités, chômeurs ou handicapés. Ceux qui se plaignaient qu'il n'y ait pas de salaire minimum en Allemagne, permettant aux abattoirs, boucheries

¹ Interview dans *Marianne*, mai 2013.

industrielles ou entreprises agricoles d'exercer un dumping social mettant en danger des entreprises en France, nous annoncent doctement, maintenant que l'introduction d'un salaire minimum généralisé à l'Allemagne a été décidée, que ce sera une catastrophe, puisque la mesure coûterait 100 000, 200 000, ou pourquoi pas 500 000 chômeurs supplémentaires outre-Rhin. Des études prétendument sérieuses expliquent que les entreprises ne pourront pas payer 8,50 euros brut de l'heure en 2017 et qu'il leur faudra donc licencier... Ces gens-là ne se préoccupent des licenciements que lorsqu'ils leur servent d'arguments ; or, justement, ils sont en croisade pour démolir le smic en France. Qu'ils encensent ou décrivent le pays voisin, leurs arguments sont à géométrie variable, ils n'ont aucune consistance, c'est uniquement en fonction de ce qui les arrange qu'ils vont marteler une chose ou son contraire.

QUELQUES RAISONS DE L'APPARENTE SANTÉ DE L'ÉCONOMIE ALLEMANDE

Les récriminations contre l'Allemagne, actuellement l'économie la plus puissante d'Europe, n'ont au fond rien de surprenant : pour les capitalistes, ce sont toujours les autres qui sont responsables de la crise. Ils se plaignent de leurs concurrents dès qu'ils sont plus forts qu'eux, et c'est ce qu'il faut entendre derrière les commentaires évoquant un volume d'exportations « monumental », des investissements à l'étranger d'un niveau « insolent » ou un taux de chômage « à faire pâlir d'envie ». Tout de même, semblent dire les capitalistes, tout irait mieux s'il n'y avait pas les automobiles Volkswagen ou Mercedes, la technologie Bosch et les machines-outils Liebherr. Certes mais voilà, l'économie entière est construite sur la guerre de tous contre tous, où le plus fort d'un jour peut être celui qui s'écroule en premier ; et cette compétition, les dirigeants ne trouvent à s'en plaindre que lorsqu'ils n'en sortent pas vainqueurs. Oui, les bourgeoisies sont en concurrence. Mais les travailleurs n'ont aucun intérêt à souhaiter à « leurs » patrons de faire les meilleurs profits. L'intérêt de la classe ouvrière est d'instaurer le meilleur rapport de force entre elle et la bourgeoisie, tandis que « l'unité » nationale avec la bourgeoisie ne peut que la desservir.

Quant aux raisons qui font que l'économie allemande semble aujourd'hui tellement dominer en Europe, elles sont nombreuses, dont certaines anciennes. Depuis que l'Allemagne a émergé à la fin du 19^e siècle, elle se caractérise par son dynamisme économique. Elle est partie alors d'un autre niveau que ses voisins plus anciennement industrialisés, mettant en place directement des usines aux installations modernes qui concentraient un

grand nombre d'ouvriers. Exploitation des mines, sidérurgie, métallurgie et banques la transformèrent immédiatement en puissance économique qui, au travers de cartels intégrant différentes branches, développa bientôt les nouvelles industries liées à la chimie, la construction mécanique, l'énergie et l'électricité. Mais tandis que le pays, dont la masse des capitaux s'était accrue de manière vertigineuse, avait besoin d'en exporter dans d'autres régions du globe, les vieux impérialismes qui s'étaient partagé le monde n'avaient nulle intention de céder une part du gâteau. Ce fut la Première Guerre mondiale, qui se solda par la défaite pour l'impérialisme allemand. Il eut du mal à se relever, étranglé par les conditions du Traité de Versailles. Le Royaume-Uni et la France, puissances coloniales qui régnaient sur de véritables empires et en arrachaient une bonne partie de leurs profits, le condamnaient à étouffer à l'intérieur de ses frontières. Loin de régler le problème de la concurrence entre impérialismes, l'issue de la guerre le raviva.

Les États-Unis restèrent relativement à l'écart des négociations entre anciens belligérants européens, voulant surtout éviter que l'un d'eux soit trop puissant, susceptible de leur faire de l'ombre au moment où ils sortaient du conflit en véritables vainqueurs. L'Allemagne ne redevint pas réellement compétitive entre les deux guerres, à part justement dans l'industrie de guerre.

Puis, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, dans l'Europe dévastée, nombre de dirigeants, y compris américains, projetèrent de morceler l'Allemagne et de la détruire plus encore, pour la ramener des décennies en arrière ; un secrétaire d'État, Morgenthau, proposait de démanteler entièrement l'industrie et de permettre uniquement l'agriculture. Finalement il n'en fut rien, et s'il fallut de nombreuses années pour reconstruire les habitations des quartiers ouvriers, l'industrie était moins sévèrement atteinte. Dès les années 1950, le pays même divisé renouait avec un dynamisme économique impressionnant.

L'Allemagne, avec ses villes transformées en champs de décombres, ses immeubles d'habitations dont il ne restait que les carcasses, ses voies de communication coupées, ses habitants hébétés, en proie à la famine et à la soif, ce pays qui présentait nombre de traits d'un pays sous-développé, n'en était pourtant pas un, tant le degré de développement d'une grande puissance ne se mesure pas seulement au développement matériel en un instant donné. Dans cette Allemagne de l'année zéro dont les habitants se terraient dans les caves, dans ces villes sans électricité où la production était quasiment arrêtée, il y avait parmi les survivants des millions de techniciens,

d'ouvriers qualifiés, d'ingénieurs, de chimistes ou d'électriciens, forts de leur savoir-faire, de leurs compétences professionnelles, techniques et culturelles, qui allaient bientôt reconstruire les infrastructures, une industrie de pointe et des villes modernes.

Ces avantages ont été favorisés par le contexte politique. Contrairement à 1918, les États-Unis jouèrent un rôle déterminant. Avec le début de la guerre froide, ils changèrent complètement de politique dès 1946, comprenant la nécessité d'arrimer solidement la République fédérale d'Allemagne (RFA) au camp occidental, ce qu'ils firent contre l'opposition notamment de la France. Cela passait par le redressement économique de l'ancien adversaire, car sans cela comment convaincre une population affamée, déprimée, sans perspectives d'amélioration, de prendre place dans le giron occidental plutôt que dans celui de l'Union soviétique ? L'Allemagne de l'Ouest fut soignée et devint l'un des bénéficiaires des aides sonnantes et trébuchantes du plan Marshall. Elle formait la dernière frontière avec le Bloc de l'Est, et c'est bien la division du monde en deux blocs hostiles qui détermina les États-Unis à la faire passer si vite du statut d'ennemi à celui de puissance amie, du rang de paria à celui de partenaire. Très indirectement, la renaissance rapide de la RFA est une retombée de la Révolution russe.

Et une fois encore, la guerre ne mit nullement un terme à la concurrence entre puissances impérialistes européennes, concurrence relancée et exacerbée au contraire. Seulement, leurs bourgeoisies commençaient à entrevoir que, pour ne pas être balayées par les deux géants (États-Unis et URSS), il fallait trouver le moyen de s'associer et se donner un marché plus vaste, d'où les premiers traités de coopération économique.

D'emblée, avec un stock de capital industriel très neuf (moins de 10 ans d'âge) notamment grâce aux États-Unis, la RFA reconstruisit un potentiel économique qui déjà reposait sur l'export. Les autres puissances européennes assumaient d'importantes dépenses militaires, notamment en raison des guerres coloniales – le capitalisme allemand n'avait pas cette contrainte. Et surtout, avec l'arrivée rien qu'entre 1945 et 1947 d'environ treize millions de personnes, en majorité des femmes et des enfants, expulsées de Tchécoslovaquie, de Hongrie, d'URSS ou de Pologne où elles vivaient jusque-là, le capital allemand disposa d'un immense réservoir de main-d'œuvre, travailleuses affamées, déracinées, sans abri, contraintes par leur situation et par la pression sociale d'accepter de travailler dans les pires conditions pour des salaires de famine. Une raison

fondamentale du redémarrage spectaculaire de l'économie allemande est bien la surexploitation après-guerre de l'ensemble de la classe ouvrière.

LA RFA A EN PARTIE RETROUVÉ SON HINTERLAND

Aujourd'hui, l'une des raisons de la supériorité de l'économie allemande est son implantation dans les pays d'Europe centrale et orientale. Il y a à cela des raisons géographiques : Berlin est situé plus près de Lviv, (appelée Lemberg en allemand, du temps de l'Empire austro-hongrois), grande ville de l'Ukraine occidentale, que de Paris ; et des raisons historiques. Dès 1970, vingt ans après la partition de l'Allemagne et vingt ans avant la chute du « rideau de fer » qui divisait l'Europe, les sociaux-démocrates arrivés au pouvoir engagèrent le virage de l'*Ostpolitik* (politique vers l'Est), visant à un rapprochement économique avec l'Union soviétique et les Démocraties populaires. N'en déplaise à l'indignation feinte d'hommes politiques conservateurs, l'ensemble de la bourgeoisie ouest-allemande souhaitait cette orientation. Le commerce et les échanges entre les deux Allemagnes se développèrent considérablement, ce qui commença à miner le rideau de fer et mit la bourgeoisie ouest-allemande en bien meilleure position que ses homologues vis-à-vis de la Pologne, de la Hongrie, de l'ensemble des pays de l'Est, dont les économies étaient étroitement liées à celle de l'Allemagne de l'Est.

Du coup, lorsque le mur qui mutilait l'Europe s'effondra, la bourgeoisie allemande avait pris de l'avance, ayant gagné une influence économique dans toute l'Europe de l'Est et étant prête à retrouver son *Hinterland* (arrière-pays) traditionnel. Car dès le début du 20^e siècle, le capital financier allemand s'était emparé d'une partie de ces régions (Slovénie, pays Baltes), y compris dans ses prolongements orientaux vers l'Empire ottoman. La séparation n'avait finalement duré que quarante ans (1949-1989), et ne fut pas longtemps complète. Les liens individuels, commerciaux, sociaux, par lesquels les relations d'affaires passent aussi, pouvaient se renouer.

L'Allemagne, située jusqu'en 1989 à la périphérie de l'Europe occidentale, était placée désormais au centre de l'Europe, au carrefour des échanges routiers, fluviaux, maritimes. Le réseau autoroutier fut développé en ex-RDA et vers l'est, et avec son réseau ferré et ses trois axes navigables (le Rhin est le premier fleuve mondial pour le fret), l'économie allemande dispose d'un réseau de communication de grande qualité. Hambourg a connu une montée en puissance, qui en fait le deuxième ou troisième port commercial d'Europe, avec ses millions de conteneurs qui de

là rejoignent l'Europe du Nord et la Russie par de petits navires et l'Europe centrale et orientale par chemin de fer. Le changement de situation géographique fut perceptible dans le pays par exemple sur le marché des voitures d'occasion : celles-ci y étant à la fois proches, fiables et relativement moins chères, toute une partie de l'Europe orientale vint s'y équiper après 1990, ce qui permit à nombre de familles de RFA de s'équiper en voitures neuves.

En outre le pays continua naturellement à bénéficier des relations entre l'Allemagne de l'Est et les anciennes Démocraties populaires, dont toutes les économies avaient été intégrées. Cela lui donna enfin un avantage pour développer des relations avec l'ex-Union soviétique et notamment la Russie, d'autant que les habitants de RDA maîtrisaient souvent la langue russe.

Ainsi les capitalistes ouest-allemands surent-ils reprendre pied en ex-RDA et dans les pays de l'Est. Quelle aubaine ! Dans ces pays pauvres, l'industrie n'avait pas à être construite, elle existait déjà, tout comme les infrastructures, et la population travaillante possédait un niveau d'éducation, de culture et de formation très élevé. Les capitalistes n'y allèrent guère pour apporter des capitaux, souvent ils achetèrent uniquement les ateliers les plus rentables, voire des usines à prix cassés pour... les fermer aussitôt, histoire d'éliminer un concurrent. Le capital allemand, après avoir racheté une bonne partie des usines et des banques d'Europe de l'Est, y est aujourd'hui le premier investisseur. Il est très présent dans l'automobile (y compris les sous-traitants), au point que les constructeurs allemands assurent la majorité de leur production dans plusieurs de ces pays. Les exportations allemandes concernent, outre l'automobile, les matériels électrotechniques, les machines et machines-outils, la métallurgie et la chimie. L'Allemagne est de loin le premier exportateur vers la République tchèque, et c'est vrai pour chacun des secteurs cités.

Quant à l'ex-Union soviétique, les fondements économiques et sociaux hérités de la Révolution d'octobre 1917, en un mot le régime de propriété des moyens de production, en firent une proie beaucoup moins facile pour les appétits des capitalistes. Cependant le marché était suffisamment juteux pour les inciter à la patience. Ainsi, il a fallu attendre l'été 2013 pour que Daimler se risque à produire en Russie, avec le spécialiste russe du secteur, des vans Mercedes. Daimler envisage maintenant une usine de production de voitures. Avec le temps, les Allemands sont devenus en Russie aussi parmi les premiers partenaires. L'Allemagne achète à ce pays un tiers de son gaz et de son pétrole, à l'inverse plus de

6 000 entreprises à capitaux allemands opèrent en Russie, et nombre d'autres y exportent, dans les branches déjà citées pour lesquelles l'Allemagne est traditionnellement en pointe, avec en plus, dans le domaine de la construction mécanique, installations et machines de forage, pompes sophistiquées, machines-outils et technologie de pointe afférente.

Depuis l'an 2000, les exportations allemandes vers la Russie ont plus que quintuplé, représentant un volume de 36,1 milliards d'euros en 2013 ; fin 2012, le montant des investissements allemands directs dans l'économie russe s'élevait à 23 milliards. Cette proximité explique que, dans la crise ukrainienne, le ton des milieux dirigeants vis-à-vis de la Russie ne soit pas tout à fait le même qu'en France. Le patron de Siemens, Joe Kaeser, a suscité la polémique par sa visite amicale à Vladimir Poutine à un moment où la tension était particulièrement vive, tandis que l'ancien chancelier G. Schröder (SPD) choisissait d'aller fêter son anniversaire en Russie avec son ami Poutine, des photos circulant de leur étreinte appuyée. Schröder, pris à partie, déclara que « *même en y regardant à la loupe, Poutine est un démocrate sans tache* » ! Cependant l'opinion non plus n'est pas exactement la même qu'en France, puisqu'en RFA plusieurs millions de personnes sont russo-phones, originaires en particulier des anciennes républiques soviétiques.

DES CRÉNEAUX HAUTEMENT TECHNOLOGIQUES

L'ouverture vers l'Est a donc constitué un atout incontestable pour l'économie allemande, lui permettant de retrouver sa position dominante face aux anciennes puissances coloniales. Mais fondamentalement, son avance lui vient aussi de certains créneaux hautement technologiques : sa dynamique d'exportation repose sur quelques branches, l'industrie automobile, la chimie et la pharmacie (Bayer, BASF, Hoechst), la construction mécanique (Thyssen Krupp, Mannesmann, Man...), l'électrotechnique (Siemens). Ses produits s'exportent non en raison de leurs prix, mais malgré eux et en raison de leur qualité et de l'innovation qu'ils contiennent. Le secteur automobile est à cet égard particulièrement parlant. Les constructeurs Volkswagen, BMW, Daimler-Benz, Porsche, Opel... réalisent pas moins de 40% des exportations allemandes. Or il s'agit en grande partie de haut de gamme, avec des clients qui payent pour accéder à un certain niveau de qualité et de confort. Notons au passage que, dans les pays émergents, on retrouve les mêmes trusts allemands, qui en Chine représentent un tiers de la production automobile ! Autre exemple, dans

les chemins de fer, Siemens et Alstom étaient en concurrence pour la construction du train à grande vitesse de Russie, dont le premier tronçon relie les deux capitales. C'est Siemens qui a emporté le marché pour cette ligne de prestige, succès qui lui en ouvrira certainement d'autres. Dans les airs, Lufthansa pilote la première alliance de compagnies aériennes au monde, Star Alliance. Tout cela ne signifie cependant pas qu'il n'y aurait plus de concurrence. Si Star Alliance est numéro un, Sky Team, auquel appartient Air France, se place en numéro deux, de même que Renault demeure, en termes de volumes, dans les premiers rangs des classements automobiles internationaux. La concurrence entre les grandes entreprises continue de faire rage, l'Allemagne est loin d'avaler tout en Europe. Reste qu'elle a un avantage, lié aussi à la réputation de qualité technologique de ses produits.

ET LA CLASSE OUVRIÈRE ?

L'économie se porte mieux actuellement en Allemagne qu'ailleurs en Europe, le pays est, selon les années, premier ou deuxième exportateur du monde, les millionnaires et milliardaires ont vu leur nombre et leur fortune s'accroître toutes ces années. Cela est loin pourtant de profiter à la classe ouvrière du pays, tant l'enrichissement de

la bourgeoisie repose d'abord sur son exploitation accrue.

Les commentateurs qui vantent le bas niveau de chômage en Allemagne taisent le fait que, depuis dix ans et les lois Hartz, plusieurs millions d'ouvriers (souvent des ouvrières) qui travaillent moins de 15 heures par semaine ne sont plus comptabilisés comme chômeurs ; il en va de même des précaires. La classe ouvrière de RFA, qui dans les années 1970 et 1980 paraissait relativement favorisée, n'a pas cessé depuis 1990 de voir ses conditions de vie et de travail reculer. En 2009, les travailleurs pauvres représentaient 20% de la population active. En définitive, quand les hommes politiques d'ici nous parlent de l'Allemagne, de son économie ou de sa compétitivité, ce qu'ils nous proposent comme modèle, c'est de nous serrer la ceinture, pour le plus grand bien des capitalistes français. Les travailleurs d'Allemagne, qu'ils soient originaires de Turquie, de Russie, de Pologne ou encore installés en Allemagne depuis des générations, ne font pas partie de leurs préoccupations. Aux révolutionnaires de faire vivre l'opposé, la conscience internationaliste, le sentiment que, par-delà les frontières, nous appartenons à une seule classe ouvrière, partageant des intérêts communs et détenant ensemble la clé de l'avenir.

21 juin 2014

Irak

Une guerre civile, produit de décennies de manœuvres impérialistes

C'est une véritable catastrophe qui s'abat sur l'Irak. Le pays est menacé d'implosion. L'offensive lancée depuis janvier dans l'ouest du pays par les milices intégristes sunnites de l'État Islamique en Irak et au Levant, l'EIL, s'est accélérée le 10 juin avec la prise de Mossoul, seconde ville du pays avec ses deux millions d'habitants et capitale de la province de Ninive. Et elle s'est poursuivie les jours suivant en direction de la capitale. D'ores et déjà l'EIL a fini par aboutir à la formation de fait d'un territoire sunnite, contrôlé par ces milices, de part et d'autre de la frontière irako-syrienne. Face à ces milices qui s'imposent par la terreur, les forces armées irakiennes se sont effondrées, révélant au grand jour toute la fragilité de l'appareil d'État central hérité de l'occupation impérialiste. Profitant de cet effondrement, la région autonome du Kurdistan irakien semble vouloir déclarer son indépendance. Pendant ce temps, à Bagdad et au sud du pays, les milices chiites multiplient les démonstrations de force se préparant à résister contre l'avance des milices sunnites. Non seulement l'Irak est menacé d'implosion, mais il risque de s'enfoncer dans la guerre avec des conséquences imprévisibles de déstabilisation de toute la région.

Les dirigeants impérialistes s'inquiètent maintenant de voir cette menace de déstabilisation porter atteinte aux profits de leurs trusts. Après avoir évoqué un moment de recourir à des bombardements aériens, les États-Unis par la bouche d'Obama ont envisagé la possibilité d'une aide de l'Iran, lui faisant miroiter de possibles concessions s'il se chargeait de faire la sale besogne d'aider au rétablissement de l'ordre régional. Mais l'Iran ne semblait finalement pas disposé à coopérer si facilement. Le 24 juin, il n'était encore question que de l'envoi de « conseillers » militaires.

Mais ce sont bien les puissances impérialistes qui sont responsables de cette situation catastrophique, produit de leurs multiples tentatives d'imposer leur domination dans cette partie du monde, en particulier pour s'assurer le contrôle de ses ressources pétrolières. Force est de constater qu'aujourd'hui les forces déchaînées par les décennies d'interventions des pays impérialistes, et

du plus puissant d'entre eux, l'impérialisme américain, deviennent pour eux incontrôlables.

L'OFFENSIVE DE L'EIL

Depuis plus d'un an les combattants de l'EIL enchaînent les attaques contre les forces gouvernementales dans la province d'al-Anbar, à l'ouest du pays, multipliant attentats-suicides et prises d'otages et commettant les pires exactions. En janvier dernier, ils prenaient Fallouja, puis certains quartiers de Ramadi, villes sunnites situées dans cette province, comptant respectivement 320 000 et 400 000 habitants. Cette victoire était sans doute facilitée par l'hostilité d'une partie de la population sunnite à l'encontre du pouvoir corrompu du Premier ministre Nouri al-Maliki accusé de promouvoir les intérêts des populations chiites et kurdes au détriment des sunnites, et par le désespoir de toute une fraction de la population, parmi les jeunes en particulier, que l'effondrement économique du pays a privée de toute perspective.

Cette milice intégriste sunnite, créée en 2003 après l'invasion américaine en Irak, dit vouloir instaurer, de part et d'autre de la frontière avec la Syrie, un « nouveau califat » au nom de la charia. Face à l'avancée rapide de l'EIL, officiers et soldats irakiens ont déserté en masse, n'ayant aucune motivation pour risquer leur vie pour défendre le pouvoir central, d'autant moins que beaucoup ne se sont enrôlés dans l'armée que dans le but d'échapper à la misère.

La population civile se retrouve une fois de plus prise dans un étau entre les troupes du pouvoir de Bagdad et les milices. On estime que les affrontements de ces derniers mois ont déjà forcé 500 000 habitants de la province d'al-Anbar (près d'un tiers) à fuir les zones de combat. Durant le seul mois de mai, au moins un millier de personnes ont été tuées, les trois quarts dans des attentats terroristes et le reste dans des opérations militaires. Et cela fait suite à une année 2013 qui avait été la plus meurtrière depuis les sommets atteints en 2006 et 2007, sous l'occupation américaine.

En annonçant le départ des forces américaines d'Irak après neuf ans de guerre et d'occupation,

en décembre 2011, Obama s'était vanté de laisser un État souverain, démocratique et stable. On voit ce qu'il en est aujourd'hui.

LE RÔLE DE L'IMPÉRIALISME, DE LA GUERRE IRAN-IRAK À L'INVASION

Des milices comme EILL prétendant représenter la minorité sunnite, tout comme d'ailleurs celles, plus ou moins puissantes, qui prétendent représenter la population chiite, n'auraient jamais vu le jour si l'impérialisme ne leur avait pas ouvert la voie en attisant, directement ou indirectement, les divisions au sein de la population irakienne, voire en utilisant ces divisions pour imposer sa domination.

Sans doute l'Irak, création artificielle de l'impérialisme britannique lors du démantèlement de l'Empire ottoman après la Première Guerre mondiale, n'est-il guère homogène, avec ses 54 % d'Arabes chiites, ses 22 % d'Arabes sunnites et ses 24 % de Kurdes, en majorité sunnites. Mais ces divisions n'avaient pas empêché les diverses composantes de sa population de vivre ensemble, sans jamais connaître de guerre civile pendant plus de 80 ans, jusqu'à ce que les puissances impérialistes se servent de l'Irak comme d'un pion dans leur jeu régional.

Après 1979, et la chute du chah d'Iran qui lui avait servi de pilier régional depuis plus d'un quart de siècle, l'impérialisme chargea Saddam Hussein de punir le nouveau régime iranien des mollahs pour avoir osé prendre le pouvoir sans son assentiment. S'ensuivirent huit années d'une guerre sanglante entre les deux pays, entre 1980 et 1988, qui fit un million de morts et conduisit l'Irak au bord de la ruine. Ce fut au cours de cette guerre que, craignant que la fraction chiite de la population irakienne manifeste son mécontentement d'avoir été entraînée dans une guerre contre l'Iran chiite, Saddam Hussein chercha de plus en plus à s'appuyer sur la minorité sunnite.

À cette époque, celui qui allait devenir un dictateur à abattre était alors pour les dirigeants impérialistes, américains comme français, l'un de leurs instruments dans la région. Mais en 1990, Saddam Hussein eut le tort à leurs yeux d'envahir le Koweït pour se payer du service qu'il leur avait rendu en faisant la guerre à l'Iran. Les dirigeants impérialistes choisirent de ne pas tolérer ce qui risquait d'apparaître comme un geste de défiance et une manifestation d'indépendance à leur égard. Par mesure de rétorsion, une coalition dirigée par les États-Unis, et incluant la France, déclencha alors la première guerre du Golfe, en 1991. Saddam Hussein dut évacuer le Koweït. Vaincu, il fut néanmoins laissé au pouvoir, Washington jugeant qu'il était encore utile pour mater

les populations, chiites au sud, et kurdes au nord, qui s'étaient soulevées contre lui. Mais la répression creusa encore un peu plus le fossé entre ces populations et le régime.

Puis vinrent dix années d'un embargo occidental qui aurait causé la mort d'un demi-million d'enfants irakiens. Pour consolider son pouvoir affaibli par cet embargo et ses conséquences catastrophiques sur le plan social, Saddam Hussein multiplia les concessions aux religieux, plus particulièrement aux religieux sunnites.

LE PRIX DE L'OCCUPATION IMPÉRIALISTE

L'impérialisme américain voulait cependant régler définitivement le problème irakien. Son problème était d'avoir le contrôle total sur cette région riche en pétrole, mais il était aussi de réaffirmer sa domination sur la région en montrant aux régimes tentés de faire preuve de velléités d'indépendance quel sort les attendait.

L'atmosphère politique créée par les attentats du 11 septembre 2001 donna la possibilité au président américain George Bush de faire cette démonstration. Les mensonges sur la prétendue présence d'armes de destruction massive et de commandos d'Al-Qaïda en Irak justifiaient le déclenchement d'une nouvelle guerre.

Le 20 mars 2003, les premiers missiles américains atteignaient Bagdad dans le cadre d'une opération baptisée avec cynisme « liberté pour l'Irak ». Un mois après le début de l'offensive, en avril 2003, le régime de Saddam Hussein était renversé. En mai, le président américain proclamait la fin des opérations de combat en Irak.

Commença alors une occupation, entérinée aussitôt par l'ONU, sous le couvert de laquelle se poursuivit une véritable guerre qui allait encore durer huit autres années. Les troupes anglo-américaines changèrent de nom, elles devinrent une « force multinationale », occupant l'Irak à la demande d'un gouvernement irakien intérimaire... qu'elles venaient elles-mêmes d'installer.

Mais l'occupation américaine ne réussit jamais à s'imposer vraiment. Si, au tout début de l'intervention, certains Irakiens purent voir d'un bon œil la chute de Saddam Hussein, leurs illusions tombèrent rapidement. L'occupation américaine fut vite haïe, provoquant des explosions de colère de la population. Des révoltes furent réprimées, comme à Fallouja en 2004, où l'armée américaine massacra la population sunnite insurgée, provoquant un vaste flot de réfugiés vers la Syrie voisine.

LA MONTÉE EN FORCE DES MILICES

Dès juillet 2003, les États-Unis présidèrent à la création d'un conseil de gouvernement transitoire

qui devait servir d'interface entre les forces d'occupation et la population. Il regroupait toutes les forces d'opposition à l'ancien régime. Outre d'anciens dignitaires revenus d'exil, on y trouvait des partis religieux chiites, comme le parti Da'wa, qui avait pourtant été sur la liste des organisations terroristes, ou encore le Conseil suprême de la révolution islamique (CSRI) soutenu par l'Iran. On y trouvait aussi des partis sunnites, des partis kurdes et turkmènes, des partis laïcs et même le Parti communiste irakien.

Mais la situation ne se stabilisa pas. Et cela pour une raison simple : les piliers du régime qu'avaient été l'armée et le parti Baath s'étaient virtuellement écroulés et l'administrateur américain, Paul Bremer, avait éliminé ce qu'il en restait en dissolvant l'armée et les services de sécurité et en interdisant le Baath.

Le vide laissé par la destruction de l'appareil étatique de Saddam Hussein par les forces d'occupation, et la lutte pour le pouvoir qu'il avait provoquée, avaient entraîné le développement de milices dont les plus importantes se plaçaient sur un terrain religieux ou ethnique. Certaines, comme les peshmergas kurdes ou les milices du CSRI chiite, avaient déjà établi une présence dans la clandestinité à l'époque de Saddam Hussein. D'autres s'étaient formées en jouant sur la haine suscitée par les forces d'occupation.

Toutes ces milices usaient des mêmes méthodes – celles de la terreur – pour épurer leurs « territoires » des éléments « étrangers » sous prétexte de protéger la fraction de la population dont elles prétendaient représenter les intérêts, mais en réalité pour entretenir la peur dans ses rangs. Et tout cela pour occuper le maximum de terrain afin d'être dans la meilleure position pour briguer le pouvoir au niveau local ou national. Ainsi la milice du dirigeant intégriste chiite Moqtada al-Sadr, comprenant 60 000 membres, s'enracina solidement dans le quartier pauvre de Sadr City à Bagdad, et dans les villes de Karbala et Najaf, au sud de la capitale.

Les conflits entre ces milices ne tardèrent pas à se transformer en véritable guerre civile, notamment entre Sunnites et Chiites, alors que sous le régime de Saddam Hussein, un des plus laïcs du monde arabe, ceux-ci avaient coexisté.

La politique des autorités d'occupation ne fit qu'envenimer les choses. Car pour tenter de rétablir l'ordre, tout en se protégeant des forces sunnites liées à l'ancien régime dont elles se méfiaient, elles créèrent un nouvel appareil d'État à partir des milices religieuses chiites et des peshmergas kurdes.

Marginalisée dans les nouvelles institutions étatiques, la minorité sunnite le fut aussi dans

les institutions politiques mises en place par les occupants. À partir des élections de décembre 2005, ces institutions furent contrôlées de fait par une coalition disparate de partis chiites et kurdes, sous la présidence du Premier ministre Nouri al-Maliki, numéro deux du parti religieux chiite Da'wa. Paralysés par les querelles internes, les gouvernements successifs perdirent rapidement tout crédit, à force d'incurie et de corruption.

Cette année, pour tenter de regagner du terrain lors des élections du 30 avril, les premières depuis le départ de l'armée américaine, al-Maliki a repris l'arme de la division, en faisant arrêter certains politiciens sunnites. Mais bien qu'arrivant cette fois encore en tête, il n'a obtenu que 92 sièges sur 328. Ce jeu politique n'aura servi qu'à faire monter d'autant l'exaspération dans la minorité sunnite.

L'IRAK MENACÉ D'IMPLOSION

Un autre artifice utilisé par les forces d'occupation dans le but de rétablir un semblant de normalité fut celui du fédéralisme inscrit dans la constitution irakienne de 2005. Il s'agissait de tenter de neutraliser les factions rivales, en leur faisant miroiter la possibilité de se tailler leur propre territoire, avec une possible redistribution des profits du pétrole dans certains cas. Mais cela aboutit au résultat inverse.

La zone kurde, au nord du pays, était déjà autonome de fait avant même l'invasion de 2003. La Constitution de 2005 transforma cette situation en état de droit, mais elle laissa de multiples contentieux entre le gouvernement autonome kurde et le gouvernement central. Par exemple, les tensions sont montées à plusieurs reprises quand les autorités kurdes se sont arrogé le droit de commercialiser leurs ressources énergiques sans en passer par Bagdad. Et puis il y a la question du contrôle des régions de Mossoul et de Kirkouk, dont le sous-sol regorge de pétrole, question que les dirigeants kurdes pourraient bien avoir résolue à leur façon en profitant de l'effondrement des forces de Bagdad face à l'offensive d'EIL. Grâce à leurs 250 000 combattants bien équipés en véhicules blindés, ils ont arrêté son offensive vers le nord et occupé Kirkouk le 12 juin. Reste à savoir quelle réaction cette expansion de la zone kurde provoquera de la part de Bagdad et des milices qui regardent du côté du pétrole de Kirkouk.

D'ores et déjà, dans bien d'autres parties du territoire irakien, d'autres gouvernements provinciaux, et d'autres partis dans chaque province, ont été tentés de suivre l'exemple kurde. C'est le cas de la province de Bassorah, au sud du pays, dont le gouvernement provincial est dominé par un parti chiite intégriste, le parti de la vertu islamique

ou al-Fadhîla. L'un des dirigeants de ce parti disait ainsi en 2007 : « *Nous, en tant que Fadhîla, nous voulons faire de notre province notre propre région. Nous disposons de deux millions d'habitants, d'un aéroport, d'un port et de pétrole, tout ce qu'il nous faut pour être un État.* »

Avant même de quitter l'Irak, les puissances impérialistes avaient donc encouragé le développement de forces centrifuges qui, à défaut de pouvoir prendre le pouvoir central, ne demandaient qu'à s'approprier un bout du pays si jamais elles en avaient l'occasion. Ces forces pourraient profiter de l'effondrement du pouvoir de Bagdad pour occuper le territoire qu'elles se sont choisi, faisant monter d'autant les enjeux de la guerre civile et le risque d'un éclatement de l'Irak, auquel la population irakienne n'aurait rien à gagner.

LA DÉSTABILISATION DE TOUTE UNE RÉGION

La guerre civile qui se développe en Irak n'est que le dernier épisode d'une crise qui menace toute la région du fait de la politique des puissances impérialistes.

Durant l'occupation de l'Irak, la fuite des groupes intégristes sunnites irakiens vers la Syrie joua un rôle important dans la résurgence de ce courant dans un pays où il avait virtuellement disparu après avoir été écrasé par le régime de Bachar al-Assad. Les manifestations populaires du début de l'année 2011 finirent par déboucher sur une guerre entre cliques militaires, qui offrit un terrain de recrutement et d'entraînement aux milices intégristes sunnites tant syriennes qu'irakiennes. Pour ne pas risquer un effondrement de la dictature d'al-Assad, qui aurait pu être dangereux dans ce pays frontalier de cette autre poudrière qu'est la Palestine, l'impérialisme choisit de ne pas intervenir directement. Mais, il ne manqua pas de profiter de cette occasion pour tenter d'affaiblir le régime syrien juste assez pour le rendre plus malléable, en particulier en laissant ses alliés régionaux fournir des armes aux milices intégristes sunnites.

On assiste aujourd'hui à un véritable retour de bâton. Les milices sunnites irakiennes, qui hier étaient passées en Syrie, se sont renforcées dans la guerre contre Assad et ont fini par repasser la frontière. Ce sont elles qui ont commencé par déstabiliser la région irakienne frontalière d'al-Anbar, avant de lancer leur offensive vers la province de Ninive et, au-delà, contre le pouvoir de Bagdad.

La crise actuelle a évidemment un caractère régional. Nul ne peut dire avec certitude pour l'instant quelles seront les conséquences de la guerre civile en Irak et, en particulier, si elle conduira ou non à une implosion du pays. Mais elle déstabilise encore un peu plus une région déjà ravagée

par une multitude de conflits en Syrie, au Liban, ou en Palestine. Les tentatives des puissances impérialistes pour imposer leur domination n'auront fait que déchaîner des forces de plus en plus incontrôlables.

AU MILIEU DU CHAOS, LES AFFAIRES CONTINUENT

Pas plus l'insécurité de ces dernières années que la guerre civile actuelle n'ont empêché les trusts impérialistes de mettre le pétrole irakien en coupe réglée, même si, à l'heure où nous écrivons, la raffinerie de Baiji, la plus importante du pays, est l'enjeu d'une épreuve de force entre les milices d'EIL et les forces gouvernementales.

C'est pour protéger leurs profits qu'après son retrait d'Irak en décembre 2011, l'armée américaine laissa derrière elle 35 000 mercenaires ainsi qu'une ambassade des États-Unis à Bagdad, la plus grande du monde avec pas moins de 17 000 employés. L'Irak avait beau être devenu un borbier, il n'était pas question que cela empêche les « majors » du pétrole et les grandes banques qui les soutiennent de tirer les bénéfices qu'elles attendaient de l'intervention impérialiste en mettant la main sur une part bien plus importante de la future production pétrolière irakienne.

L'insécurité de ces dernières années a cependant posé quelques problèmes pour la bonne marche des affaires, tout en n'empêchant pas les trusts de tirer des profits considérables de ce chaos. Évidemment, la montée actuelle de la guerre civile pourrait en poser d'autres, menaçant les infrastructures de production et d'exportation, et empêchant les profits du pétrole de venir enrichir les actionnaires occidentaux.

LA POPULATION CONTINUE DE PAYER LE PRIX FORT

La population irakienne a payé d'un prix exorbitant la politique de l'impérialisme. Et cela continue. La dégradation des conditions de sécurité à travers le pays est le premier problème, avec le risque permanent d'être tué dans un attentat ou au cours d'une intervention militaire. Les années de guerre et d'occupation ont poussé près de cinq millions d'Irakiens à fuir, soit hors d'Irak – surtout en Syrie, mais aussi en Jordanie, en Turquie ou au Liban – soit à l'intérieur du pays. Une grande partie de ces populations déplacées à l'intérieur du pays sont entassés dans près de 400 camps sans accès à l'eau ni installations sanitaires suffisants, sans soins médicaux, sans provisions alimentaires.

Les Irakiens qui ont fui pour les pays voisins ont peu d'espoir de s'y insérer ou même d'y obtenir un permis de séjour et d'avoir un emploi.

Quant à ceux qui se trouvent en Syrie, avec la montée de la violence, ils sont à nouveau déracinés et forcés de chercher un nouveau refuge. Le pétrole représente 65 % du PIB irakien et 90 % des recettes du pays. Il rapporte certes de l'argent à l'État, mais absolument pas aux classes populaires, notamment du fait de la corruption de l'État. Le chômage touche au moins la moitié des travailleurs irakiens, sans doute bien plus en réalité. Ceux qui ont un travail sont confrontés à la précarité et aux bas salaires et les prix ont explosé. Des mouvements de colère ont éclaté périodiquement, comme ce fut le cas durant l'année 2011 parmi les ouvriers du pétrole en lutte contre les bas salaires, pour le paiement des primes ou pour des emplois fixes. *« C'est nous qui produisons la richesse de ce pays qui va ensuite dans les poches des responsables et des députés. Nous sommes comme les chameaux qui transportent de l'or et mangent des épines »*, déclarait un représentant du syndicat des travailleurs du pétrole et du gaz de Kirkouk à l'occasion d'une manifestation.

La population est quotidiennement confrontée au manque d'eau et d'électricité. Quand les températures dépassent les 40 °C, cela veut dire pas de réfrigérateur, pas de ventilateurs. Le réseau d'eau courante à Bagdad est quasiment hors d'usage. Le système de santé, pourtant l'un des plus développés du Moyen-Orient jusque dans les années 1970-1980, a connu une régression catastrophique. Dans les zones les plus défavorisées de Bagdad, on assiste à une recrudescence du choléra et de la tuberculose. Mais cette régression va bien au-delà des conditions matérielles. Les religieux gagnent de plus en plus d'influence, encadrant la vie quotidienne, tandis que les milices continuent à imposer leur loi. Ainsi le courant politique du leader intégriste chiite Moqtada al-Sadr a infiltré le ministère de l'Éducation pour peser sur l'orientation des programmes scolaires, et la prise en main de la jeunesse.

Cette dégradation sociale, tant matérielle que morale, touche particulièrement les femmes. Depuis les années 1960, par rapport aux autres pays du Moyen-Orient, les Irakiennes bénéficiaient d'un peu plus de libertés. Mais avec l'irruption des milices intégristes dans la vie sociale et politique,

les femmes ont perdu quasiment tous leurs droits. Pour les Irakiennes, plus encore que pour le reste de la société, l'intervention impérialiste s'est traduite par un retour d'un demi-siècle en arrière.

À BAS L'IMPÉRIALISME !

La guerre menée par l'impérialisme pour renforcer sa domination dans la région en a fait en même temps une poudrière. Depuis des décennies, l'impérialisme est intervenu au Proche et au Moyen-Orient, depuis le dépeçage de l'Empire ottoman après la Première Guerre mondiale et son partage entre la France et la Grande-Bretagne, jusqu'à l'emprise progressive des États-Unis établie après la Seconde Guerre mondiale. Les liens historiques existant dans le monde arabe auraient pu servir de fondation à un vaste ensemble politique et économique en mesure de limiter les possibilités de pillage par les puissances impérialistes. C'est pourquoi l'intérêt de celles-ci était de diviser la région pour mieux s'en approprier les richesses. Cette politique a été menée jusqu'au bout, au point que les États créés artificiellement après le premier conflit mondial semblent eux-mêmes menacés d'implosion. La guerre civile qui déchire la Syrie et l'Irak menace les pays voisins, du Liban à la Jordanie, pays frontalier de l'Irak qui s'inquiète aussi aujourd'hui de l'avancée de l'EIL. Mais tous les autres pays de la région risquent d'être déstabilisés, sans oublier les affrontements qui débouchent périodiquement sur une guerre ouverte entre l'État d'Israël et les Palestiniens depuis plus de soixante ans.

Le chaos créé par l'impérialisme américain menace désormais toute une région. Les États-Unis partagent cette responsabilité avec les autres pays impérialistes, de la Grande-Bretagne à la France. Même si celle-ci s'est opposée en 2003 à l'opération militaire décidée par George Bush, elle n'en a pas moins participé à toute l'opération de dépeçage du Moyen-Orient.

Le système de domination impérialiste construit sur l'exploitation, sur la guerre et le sang des peuples, conduit à une barbarie dont la situation au Moyen-Orient offre une terrible image. Le renverser est une nécessité pour toute l'humanité.

26 juin 2014

Afrique du Sud

Après les élections du 7 mai : discrédit de l'ANC et combativité ouvrière

Après les élections du 7 mai, le paysage politique sud-africain reste chargé d'amertume et de problèmes non résolus. Mais surtout le mécontentement social et la combativité ouvrière n'en finissent plus de s'exprimer.

La campagne électorale elle-même aura été marquée par la poursuite de la grève de 70000 mineurs des trois principales compagnies productrices de platine – Lonmin, Anglo-American (Amplats) et Impala (Implats) – en lutte depuis le 23 janvier pour un salaire de base mensuel de 12 500 rands (862 euros). L'importance de ce mouvement n'a pas empêché la plupart des partis d'éviter prudemment d'y faire la moindre référence durant la campagne. Mais, six semaines après le scrutin, les grévistes ont quand même fini par faire plier les trusts du platine.

Et ce n'est pas tout. Les manifestations contre la crise du logement, le manque de sanitaires et d'eau potable, et contre l'indifférence totale des autorités face à ces problèmes, mais aussi contre la répression brutale et souvent mortelle à laquelle se livre la police, se poursuivaient dans les townships et les innombrables « campements informels » (à vrai dire, des bidonvilles géants). Et cela, aux quatre coins du pays, y compris dans la ceinture du platine, cette région du nord-ouest où les mineurs étaient en grève.

Il faut d'ailleurs noter que bon nombre d'habitants de ces bidonvilles n'ont jamais figuré dans aucun recensement ni sur aucune liste électorale car, bien souvent, ils chassent les fonctionnaires venus les enregistrer. Et c'est sans parler, bien sûr, de ceux qui n'ont de toute façon par le droit de vote : le grand nombre d'ouvriers immigrés, chômeurs ou pas, dont beaucoup connaissent des conditions matérielles encore plus dures, tout en étant victimes des tracasseries systématiques de la police. C'est que les résultats des élections du 7 mai ne sont pas forcément très représentatifs de l'opinion de la majorité pauvre de la population.

LES EFF SE NOURRISSENT DU DISCRÉDIT DE L'ANC

Il n'y avait aucun doute que le parti au pouvoir, le Congrès national africain (ANC), remporterait

ces élections, tout comme les quatre précédentes depuis la chute de l'apartheid. Mais, pour la première fois dans son histoire, l'ANC avait été mise en accusation par certains de ses membres les plus en vue, comme Ronnie Kasrils, vétéran du Parti communiste et ancien ministre, qui avait appelé à l'abstention dans cette élection. Et il était clair que, cette fois, le fait de se prévaloir de la lutte contre l'apartheid et du nom de Nelson Mandela ne suffirait pas à assurer à l'ANC autant de voix dans la population pauvre.

Au final, l'ANC a obtenu 62,15% des suffrages exprimés, une baisse de 4% par rapport aux précédentes élections de 2009, ce que la plupart des commentateurs n'ont pas manqué de présenter comme une « *victoire incontestable* » confirmant la « *ferveur soutenue* » de l'électorat pour l'ANC.

Mais la vérité est que, depuis 1994, le score de l'ANC n'a cessé de décliner à chaque élection, en proportion de la montée du mécontentement engendré par son incurie et par l'enrichissement ostentatoire de ses dirigeants. Car, dans les faits, c'est à cela qu'a conduit sa politique de « transfert du pouvoir économique aux Noirs », qui était censée compenser des décennies d'oppression raciale : elle n'a produit qu'une mince couche de super-riches qui occupent toutes les places au sommet des institutions politiques et des grandes entreprises, qu'elles soient liées aux multinationales impérialistes ou sous-traitantes de l'État.

D'ailleurs, alors que le score de l'ANC était ainsi érodé, un nouveau venu dans l'arène politique a obtenu près de 7% des voix en s'appuyant sur ce mécontentement, malgré une campagne électorale minimaliste menée avec de très faibles moyens. Il s'agit des EFF (Economic Freedom Fighters ou Combattants pour la liberté économique), un parti lancé il y a deux ans, lors d'un congrès organisé à Marikana, sur les lieux mêmes où, en août 2012, 34 grévistes du platine avaient été abattus par la police. Depuis, les EFF se font remarquer un peu partout grâce au béret rouge vif qui leur sert d'uniforme, tandis que les cadres du parti, eux, portent en plus un treillis militaire.

Le fondateur des EFF, Julius Malema, est un ancien leader de l'organisation de jeunesse

de l'ANC qui avait été exclu par Zuma. Démagogue et populiste, Malema se déclare volontiers marxiste-léniniste, même si bien peu de ses supporters savent ce que cela signifie. Surtout il dénonce avec virulence la corruption de l'ANC en général et celle de Zuma en particulier. Ce qui ne manque pas de sel quand on sait que Malema lui-même, lorsqu'il avait encore les faveurs du pouvoir, en a profité à titre personnel et en a fait profiter son entourage, et qu'il est toujours poursuivi pour fraude fiscale. Cela étant, Malema défend aussi la nationalisation partielle des mines et le retour de la terre des grandes exploitations à la population rurale, des revendications qui sont réellement populaires, même sous la forme édulcorée que leur donne Malema. En bref, il a tout fait pour tenter d'exprimer la colère de l'électorat envers un régime qui a multiplié les promesses sans en remplir aucune.

Lors de la première session du Parlement, le 21 mai, les 25 élus des EFF ont choisi de démontrer à leur façon qu'ils sont le « parti du peuple » : tous habillés de rouge, les femmes en tenue de domestique et les hommes en combinaison et casque de travail. Quel contraste avec l'attitude de tant de députés qui s'exhibent en vêtements signés de grands couturiers, dont le prix équivaut au revenu annuel d'un salarié ! Même si ce n'était qu'un geste symbolique, il ne pouvait que plaire à l'électorat populaire auquel il s'adressait.

DES TRUQUAGES ÉLECTORAUX AUX BARRICADES D'ALEXANDRA

Au moment même où Zuma se livrait à une petite danse triomphale pour marquer sa victoire, la même qu'il y a cinq ans, au lendemain de l'élection de 2009 qui l'avait porté au pouvoir, des émeutes éclataient dans le township d'Alexandra, à Johannesburg. Des sacs remplis de bulletins de vote avaient été retrouvés après le décompte des voix. Des membres des EFF s'étaient joints aux habitants pour élever des barricades. La police riposta brutalement, à coups de balles en caoutchouc, faisant plusieurs blessés et de nombreuses arrestations. Il fallut plus d'une semaine avant que l'émeute s'arrête.

Lorsque les résultats finaux du vote furent finalement annoncés le 10 mai, les chiffres montrèrent que, si les électeurs avaient donné la victoire à l'ANC, ce n'était pas sans une certaine réticence.

Tout d'abord, en termes de voix, le score réalisé par l'ANC était le plus bas de son histoire. Ensuite, d'après les chiffres officiels, la participation électorale avait encore baissé : de 77,3% en 2009, elle était tombée à 73,5%, avec 25 381 293 d'inscrits.

Mais, selon une étude de Numsa (le Syndicat national de la métallurgie, le plus grand syndicat du pays, dont le congrès de décembre a décidé pour la première fois de ne pas appeler à voter pour l'ANC), il y aurait au total 31 434 035 personnes ayant le droit de vote dans le pays. Sur la base de cette estimation, 59,3% des citoyens ayant le droit de vote se sont effectivement exprimés et seuls 36,4% ont soutenu l'ANC. La comparaison des chiffres analogues pour les élections précédentes montre clairement la baisse du soutien dont bénéficie l'ANC :

année du scrutin	sur le total ayant le droit de vote	
	% exprimés	% pour l'ANC
1994	85,53 %	53,00 %
1999	62,87 %	41,72 %
2004	55,77 %	38,87 %
2009	59,29 %	38,55 %
2014	59,34 %	36,39 %

On constate que le soutien réel pour l'ANC a baissé de 16,6% en vingt ans. On est donc loin d'une « ferveur soutenue » de l'électorat pour l'ANC ! Ce qui est remarquable, si l'on tient compte des manifestations de colère qui n'en finissent pas d'éclater contre le régime aux quatre coins du pays, c'est que cette baisse n'ait pas été plus importante.

En fait, l'ANC a essuyé des pertes significatives dans des agglomérations ouvrières comme celle de Johannesburg, avec ses activités minières et commerciales, et celle de Port Elizabeth, le cœur de l'industrie automobile du pays.

Dans le Gauteng, la province de Johannesburg, l'ANC est tombé pour la première fois en dessous de la barre des 60%, avec 53,5% des voix, au profit de l'Alliance démocratique qui fait 30,9% des voix. Il s'agit d'un parti qui se veut libéral, principalement basé dans l'électorat blanc mais aussi dans la petite bourgeoisie noire, dont le bastion a toujours été et reste la province du Cap (Western Cape) qu'il dirige. Sur le plan national, l'Alliance démocratique a progressé de façon significative, réalisant un score de 22,2%, contre 16,7% en 2009, obtenant 89 des 400 sièges du Parlement.

L'ANC a également subi des pertes importantes dans les provinces où sont concentrées les mines de platine, de charbon et de diamant. Dans celle du Nord-Ouest, par exemple, le score de l'ANC est tombé de 73,84% en 2009 à 67,79% tandis que celui d'EFF a atteint 12,53%, soit le double de sa moyenne nationale. À Rustenburg même, la grande ville la plus proche de Marikana, le score de l'ANC est même tombé à 57,35% alors que l'EFF obtenait 20,22%.

En dehors d'EFF, arrivé en troisième position avec ses 25 députés, l'autre scission de l'ANC

qui se présentait dans cette élection, Cope, le Congrès du peuple, qui avait été formé en 2008 comme une scission de droite contre Zuma, n'est arrivé que loin derrière, perdant 27 de ses 30 députés. C'est un désastre pour Cope, littéralement très dur à avaler pour son leader, « Terror » Lekota, lequel, ayant promis de manger son chapeau si son parti n'améliorait pas son score de 2009, a dû s'exécuter devant les caméras de télévision.

ZUMA ET SA GALERIE DE VOLEURS

En termes de sièges, l'ANC n'obtient donc que 249 sièges sur 400, son plus bas niveau depuis 1994. Mais cela n'a pas empêché Zuma d'inclure parmi les 72 membres de son gouvernement une ribambelle de visages peu recommandables, certains anciens, d'autres nouveaux, mais tous choisis parmi ses proches, d'autant qu'il a toutes les raisons de craindre qu'une révolution de palais cherche à l'évincer tôt ou tard, et plutôt tôt que tard.

C'est ainsi que, avec un mépris total pour les mineurs assassinés à Marikana, Zuma a non seulement reconduit à son poste la responsable de la police de l'époque, Riah Phiyega, mais il a nommé Cyril Ramaphosa, l'un des hommes les plus riches du pays, à la vice-présidence, ce qui pourrait bien le désigner comme successeur de Zuma. Or on sait aujourd'hui que c'est Ramaphosa en personne qui, en tant qu'actionnaire du groupe Lonmin (ce qu'il est toujours) et membre de son conseil d'administration (dont il a démissionné), avait donné à la police le feu vert pour mettre fin à la grève de Marikana par tous les moyens qu'elle jugerait nécessaires. Comble d'ironie, ce fut le même Ramaphosa qui en 1987, alors qu'il était leader du syndicat des mineurs NUM, avait dirigé la première grève nationale des mines, au cours de laquelle les grévistes s'étaient armés pour se défendre contre la police de l'apartheid. Mais aujourd'hui, pour Ramaphosa, des grévistes brandissant des lances en bois constituent un danger – pour son parasitisme sans doute – et doivent être abattus !

Cela étant, que propose Zuma pour faire face à la situation dramatique de la population pauvre : que ce soit pour les quelque 13,4 % de la population vivant dans des bidonvilles aux quatre coins du pays, ou pour les quelque 26 millions de personnes (la moitié de la population !) vivant en dessous du seuil de pauvreté ?

En fait, Zuma ne propose rien d'autre que de poursuivre un Plan de développement national s'appuyant sur un « projet de société à l'horizon 2030 », ce qui ne veut rien dire. Mais les nouveautés qu'il a annoncées montrent clairement où se situent ses priorités. C'est ainsi que, pour la

première fois, le nouveau ministre des Finances sera un Africain. Il y aura aussi un nouveau ministre chargé du « développement des PME » et pas moins de deux ministères chargés de la communication (pour aider Zuma à redorer son image ?). Finalement il y aura un nouveau ministre responsable de l'eau et des installations sanitaires, ce qui est sans doute la moindre des choses dans un pays où l'absence de sanitaires provoque des manifestations quotidiennes, mais ne garantit en rien qu'il en résulte un début de solution à ce problème.

LES MINEURS FONT PLIER LES GÉANTS DU PLATINE

Le 23 juin, cinq mois jour pour jour après le début de leur grève, des dizaines de milliers de grévistes du platine ont célébré leur victoire, lors d'un meeting organisé dans l'un des stades géants laissés aux quatre coins du pays par le Mondial 2010, près de Rustenburg. Après cinq mois de grève, le conflit le plus long de l'histoire du pays, c'est la tête haute et dans l'enthousiasme qu'ils ont voté la reprise du travail pour le 25 juin.

Quinze jours auparavant, le 12 juin, les trois géants du platine avaient fait une proposition d'accord que les dirigeants d'Amcu (l'Association syndicale des mines et de la construction, qui est à la tête du mouvement) avaient accepté de soumettre au vote des grévistes.

Jusqu'à cette date, les groupes du platine avaient pleuré misère en comptant sur le pourrissement de la grève. Mais ils avaient eu beau bombarder les ouvriers de textos pour les inciter à reprendre le travail, rien n'y avait fait.

Dans les semaines précédant les élections du 7 mai, des milliers de mineurs continuaient à se relayer sur les piquets de grève malgré la présence armée de la police et de ses blindés, tant autour des mines que dans les campements de mineurs. Chaque semaine apportait son lot de morts, en général assassinés, sans qu'on puisse savoir s'il s'agissait de truands ou de briseurs de grève, sans parler des victimes de la police.

Et pourtant Amcu ne revendiquait pas le paiement immédiat des 12500 rands, mais seulement des augmentations étalées sur une période de trois ans pour atteindre cet objectif. Mais les patrons n'avaient montré que mépris pour les grévistes. C'est ainsi que Chris Griffiths, le PDG d'Amplats, attaqué pour avoir touché 17,6 millions de rands (1,21 millions d'euros) d'émoluments en 2013, alors même qu'Amplats pleurnichait sur de prétendues pertes de 104 millions d'euros, avait déclaré à la presse : « Faudrait-il que je dirige cette compagnie pour rien ? Moi, je suis au travail ; je ne suis pas en grève. Et je ne demande pas à

être payé ce que je ne vaudrais pas. » Et il avait ajouté que les syndicats devraient viser « *des salaires raisonnables, au lieu de comparer les salaires de dirigeants compétents et éduqués [comme lui] à ceux d'ouvriers qui n'ont que peu de compétence et guère d'éducation* ». Comme si le « travail » de Griffiths extrayait des tonnes de minerai chaque jour ! Au bout du compte, ce réactionnaire ignare avait dû s'excuser pour ce « *choix de mots malencontreux* ».

Les médias auront bien sûr tout fait pour essayer de salir Amcu, accusant son secrétaire général de mener grande vie, de posséder trois BMW, etc. Et c'est peut-être même vrai. Après tout, Amcu n'est qu'un syndicat parmi d'autres, formé au même moule que les autres, hors du contrôle de ses membres. Et alors ? En quoi cela changeait-il quoi que ce soit à la légitimité des revendications des mineurs ou à l'avidité des compagnies ?

Quoi qu'il en soit, l'accord du 12 juin prévoyait une augmentation du salaire mensuel de base à l'embauche de 1 000 rands (69 euros), équivalant à 20 %, puis une autre augmentation de 1 000 rands la deuxième année et une augmentation de 950 rands la troisième année. En plus, la plupart des primes seraient désormais indexées sur le coût de la vie.

Malgré cela, les grévistes ne donnèrent pas leur accord d'emblée. Les meetings qui suivirent posèrent des conditions préalables – en particulier la réintégration de tous les mineurs licenciés et le versement d'une prime de reprise.

Il faut croire que les compagnies minières étaient pressées de voir le travail reprendre car elles ne se firent pas trop tirer l'oreille. Plusieurs centaines de mineurs licenciés seront donc réintégrés. Plutôt qu'une prime de reprise, qui aurait eu l'air d'un paiement des jours de grève, elles se sont entendues pour avancer la date d'entrée en application des augmentations au 1^{er} juillet 2013, avec effet rétroactif – de sorte que tous les grévistes toucheront un rappel minimum de 7 000 rands (483 euros) dans la première semaine suivant la reprise.

Sans doute est-on loin des 12 500 rands revendiqués par les grévistes, qui auraient doublé immédiatement le salaire de base à l'embauche. Mais ces concessions de la part de compagnies arrogantes, qui ne voulaient rien céder depuis des mois, n'en constituent pas moins une victoire incontestable pour les grévistes, et une victoire qui a peu d'équivalents dans l'histoire récente du mouvement ouvrier sud-africain. Mais ce que l'on ne peut que regretter, c'est que le reste de la classe ouvrière n'ait jamais eu l'occasion de montrer sa solidarité autrement que par des dons à la

caisse des grévistes.

D'autant que les mineurs de platine n'étaient pas les seuls à se battre ces derniers temps. Il y a, par exemple, la grève « illégale » qui dure depuis plus de huit semaines au terminal de porte-conteneurs de Ngqura, près de Port Elizabeth, dans la province d'Eastern Cape. Déclenchée à l'appel de Numsa, cette grève sur les conditions de travail et contre le travail précaire a été ponctuée d'affrontements violents avec la police, dans lesquels les grévistes ont usé de cocktails Molotov. Et, bien que minoritaire – les grévistes n'incluaient qu'un tiers des ouvriers du port –, la grève a sérieusement affecté l'approvisionnement en pièces des usines d'automobiles voisines, comme leurs expéditions de véhicules. En même temps, il y a eu aussi la grève d'un mois des 723 ouvriers de Numsa de l'usine Continental de Nelson Mandela Bay (aussi dans la province d'Eastern Cape), sur les salaires et les conditions de travail, qui s'est terminée à la mi-mai. Et il ne s'agit que de quelques-uns des nombreux conflits qui ont ponctué la période électorale.

Était-il possible pour ces grévistes et peut-être pour d'autres secteurs de la classe ouvrière de se retrouver dans la lutte, au coude à coude avec les mineurs, sur la base d'objectifs communs ? On ne le saura jamais, parce qu'il ne s'est trouvé personne pour leur proposer une telle perspective.

LA PARALYSIE DE COSATU

À cet égard, la conférence spéciale convoquée du 26 au 29 mai par la confédération syndicale officielle, Cosatu, a été marquée par le silence assourdissant qui y a été observé quant à la grève du platine qui était encore en cours à ce moment, et cela dans un congrès de la plus puissante centrale syndicale du pays ! Pourquoi ? Parce que Amcu n'est pas affilié à Cosatu ? Peut-être. Mais, quelle que soit la raison de ce silence, il illustre bien la faillite de Cosatu.

Car en fait, cette conférence spéciale avait été convoquée pour une seule raison : discuter de la crise que connaît actuellement la confédération.

Rappelons brièvement ce qui a conduit à cette crise. L'année dernière, le leader de Cosatu, Zwelinzima Vavi, fut pris sur le fait en pleins débats amoureux avec l'une de ses collaboratrices au siège de la confédération. Il fut d'abord suspendu puis, alors qu'il allait être réintégré dans ses fonctions, de nouvelles accusations furent ajoutées au dossier : qu'il avait vendu le précédent siège de Cosatu à un prix trop bas et que sa femme avait servi d'intermédiaire dans le renouvellement d'un contrat de sous-traitance passé par Cosatu. En fait, après enquête, ces accusations se sont révélées ne porter que sur des peccadilles

insignifiantes.

En réalité, il s'agissait d'un règlement de comptes. L'alliance ANC/SACP n'aime pas qu'on la critique et Vavi n'avait jamais mâché ses mots durant ses quinze années à la tête de Cosatu. Du coup l'appareil de l'ANC/SACP avait décidé de tirer parti des écarts de Vavi pour se débarrasser de lui. Vavi resta donc suspendu et Numsa, en accord avec plusieurs autres syndicats, contre-attaqua en menaçant de quitter la centrale si Vavi ne reprenait pas son poste.

Non pas d'ailleurs que Vavi ait jamais eu une position particulièrement « de gauche ». Après tout, n'était-il pas allé jusqu'à condamner les mineurs massacrés à Marikana et n'avait-il pas soutenu le syndicat des mineurs NUM (qui est l'un des principaux syndicats de Cosatu) dans son opposition à la vague de grèves qui suivit dans les mines, en 2012 ? Mais il faut croire que pour l'appareil ANC/SACP, il ne suffit pas d'être un bureaucrate, il faut aussi être un bureaucrate silencieux.

Pour l'instant, il n'y a pas encore eu de scission au Cosatu. Et c'est maintenant l'appareil de l'ANC qui, face aux menaces de Numsa, s'efforce de combler les brèches afin d'en éviter une, afin de préserver le poids de Cosatu, qui reste un élément important pour la stabilité du régime, en tant que troisième partenaire de l'alliance au pouvoir.

QUEL PARTI OUVRIER ?

Lors du congrès extraordinaire de Numsa en décembre dernier, au cours duquel avait été prise la décision de ne pas soutenir l'ANC dans cette élection, le projet de construire un « parti ouvrier » avait été annoncé. Que mettait donc Numsa derrière ce projet ?

Numsa a tenu une nouvelle conférence extraordinaire pour faire le bilan des élections et discuter de ses plans pour la période à venir. Son leader, Irvin Jim, a tenu à préciser immédiatement qu'il n'était pas question pour Numsa de se transformer en parti politique. Pour lui, Numsa est un « *syndicat révolutionnaire* » qui s'inspire des principes du « *marxisme-léninisme* ». Pour le moment, sa direction appelle d'une part à former un front unique pour coordonner les luttes des travailleurs et des organisations locales, et d'autre part à examiner comment pourrait être constitué un futur parti ouvrier pour donner une expression politique à ces luttes. Et elle s'est donné comme échéance les élections municipales de 2016, pour y présenter des candidats sous une étiquette qui pourrait être celle de « Mouvement pour le socialisme ».

S'agissant du contenu politique de ce « nouveau parti », Irvin Jim fait largement appel à des textes de l'ANC et du SACP (Parti communiste sud-africain) des années 1980, qui dénonçaient

la menace du « *capitalisme noir* ». C'est ainsi qu'il invoque le défunt Joe Slovo, un ancien leader du SACP et commandant en exil de l'organisation militaire de l'ANC, puis ministre du Logement jusqu'à sa mort en 1995, qui écrivait : « *Il est évident que les Noirs des classes moyennes et riches qui participent à notre alliance pour la libération feront tout pour imposer leur hégémonie et présenter leurs propres intérêts comme ceux de l'ensemble des Africains.* » Dans la même veine, Jim conclut un article daté du 20 mai dernier par une citation du SACP datant de 1989 (qu'il présente comme un exemple de sa politique « marxiste-léniniste » d'alors) qui dit : « *Une fois que les forces démocratiques auront assumé le pouvoir politique, la classe ouvrière aura le devoir de continuer la lutte contre le capitalisme, pour le socialisme.* »

En fait, il est clair que l'objectif d'Irvin Jim est d'en revenir à une « bonne » mise en œuvre de la théorie stalinienne de la révolution par étapes – à laquelle, à ses yeux, la direction du SACP a renoncé depuis 1994. D'où son insistance, en particulier, à remettre à l'ordre du jour la Charte de la liberté de l'ANC de 1955 qui, derrière un langage populiste et démocratique destiné à rallier l'adhésion des masses pauvres, n'en constituait pas moins un programme de construction de l'économie nationale qui ne remettait pas en cause le capitalisme lui-même.

Il est évident que ce n'est pas là le genre de parti ouvrier ni de programme politique susceptible de représenter les intérêts de la classe ouvrière. Néanmoins, Numsa aura au moins eu le mérite de prendre ses distances par rapport à l'alliance ANC/SACP, de dénoncer son ralliement total à la bourgeoisie et d'affirmer la nécessité pour la classe ouvrière de se doter de son propre parti.

La situation malsaine qui prévaut dans Cosatu, alors même que la combativité des travailleurs ne cesse de se manifester avec une puissance et une détermination toujours renouvelées, souligne avec d'autant de plus de force à quel point la nécessité de construire un tel parti est urgente pour la classe ouvrière.

Mais ce parti devra s'appuyer sur un programme débarrassé des relents de stalinisme qui ne sont que trop perceptibles dans les projets de Numsa. En particulier, contrairement à la perspective nationaliste et réformiste de la Charte de la liberté de l'ANC que Numsa veut ressusciter, il faudra que ce programme place le combat de la classe ouvrière sud-africaine sur le terrain du communisme révolutionnaire et de l'internationalisme, pour en faire une partie intégrante de la lutte du prolétariat international pour son émancipation sociale.

24 juin 2014

Côte d'Ivoire

Pendant que le pouvoir parle de stabilité politique et de reprise économique, où en est la situation des classes populaires ?

L'exposé ci-dessous a été présenté par un camarade de l'UATCI de Côte d'Ivoire lors d'un forum de discussion à la fête de Lutte Ouvrière, le 8 juin dernier. Il fait le point sur la situation des classes populaires en Côte d'Ivoire, trois ans après l'installation de Ouattara au pouvoir.

Cela fait trois ans que Ouattara a été installé au pouvoir grâce à l'intervention des troupes françaises. Depuis qu'il est au pouvoir, il se vante d'avoir apporté une stabilité et parle beaucoup de réconciliation avec ses anciens adversaires politiques, mais cette stabilité est toute relative. Les milices armées sont loin d'avoir disparu, de même que les massacres, notamment dans l'ouest du pays. L'insécurité règne toujours même si son intensité a baissé. Mais j'y reviendrai plus loin.

Ouattara se vante aussi de la croissance de l'économie ivoirienne et affirme qu'il veut faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent. Donc, pour les dirigeants au pouvoir et pour la classe capitaliste, les affaires vont plutôt bien. Mais pour les travailleurs et les classes populaires en général la réalité est plutôt dans la dégradation incessante des conditions d'existence.

Les dernières augmentations des salaires datent de 1985. Il y a donc de cela presque trente ans. Il y a vingt ans, la monnaie, le franc CFA, a été dévaluée de 50 %, avec comme conséquence la flambée des prix et donc une perte du pouvoir d'achat. Quelques années plus tard, en 2002, le pays a été coupé en deux, rendant la circulation des denrées beaucoup plus difficile entre le Nord et le Sud. Encore plus tard, début 2008, il y a eu la vague d'augmentations spectaculaires des prix des denrées alimentaires de base à cause des spéculations financières, entraînant des marches de la faim dans plusieurs pays d'Afrique, dont la Côte d'Ivoire. Deux ans après, fin 2010-début 2011, éclataient les violences préélectorales et postélectorales. Tout ça a eu des répercussions directes sur le coût de la vie. Autant dire que le pouvoir d'achat des plus pauvres s'est érodé au fil des ans. Depuis l'installation du nouveau pouvoir, les prix continuent régulièrement à augmenter.

Dans les entreprises, la situation des travailleurs a suivi la même dégradation. La même

année où la monnaie avait été dévaluée, c'était en 1994, le code du travail a été aussi modifié en faveur du patronat. Ce nouveau code a permis aux patrons de recourir plus facilement au travail temporaire. Les anciens qui sont embauchés sont remplacés par des travailleurs journaliers à vie ! Désormais, les patrons n'avaient plus à se référer à personne pour renvoyer les travailleurs. Ceux-ci n'ont pas droit à la retraite. Il n'y a pas de prise en charge en cas de maladie ni même d'accident de travail. Pour éviter les amputations de salaire, les travailleurs malades n'osent pas s'absenter. Depuis cette époque, s'est aussi généralisé le travail à la tâche, ce qui vient aggraver encore plus les conditions des travailleurs.

Pour se faire une idée de la paupérisation des classes pauvres, il faut savoir que, selon le gouvernement lui-même, les deux tiers des six millions d'habitants que compte la ville d'Abidjan habitent les bidonvilles. Avec la spéculation immobilière, les travailleurs sont obligés d'habiter de plus en plus loin. Or, plus on habite loin, plus le transport coûte cher. Cela fait que certains d'entre eux dorment sur leurs lieux de travail et ne rentrent chez eux que le week-end.

Dans ces conditions, nourrir sa famille, payer son loyer, scolariser ses enfants relève d'un casse-tête. Avant 1985, le salaire d'un travailleur pouvait tant bien que mal assurer les repas quotidiens. Aujourd'hui, les familles ouvrières se contentent d'un seul repas par jour. Il est constitué d'un peu de riz avec une sauce à base de légumes et un peu de poisson. La viande ne fait plus partie des menus des familles ouvrières depuis bien longtemps.

CHERTÉ DE LA VIE

Face au coût élevé de la vie, ce gouvernement tout dévoué aux intérêts des riches fait semblant de faire quelque chose.

Ses dernières trouvailles consistaient à exiger que les commerçants affichent leurs prix sur les différents étals comme si, en affichant les prix, cela les réduirait. L'autre trouvaille du même genre consiste à envoyer des équipes de contrôleurs sur les marchés pour vérifier si les balances de pesage ne sont pas truquées. Par ces mesures, le gouvernement rend responsables de la flambée des prix les petits commerçants qui sont pour la plupart des ressortissants des pays limitrophes. Ce même gouvernement qui prétend lutter contre la vie chère vient pourtant d'autoriser l'augmentation du prix des médicaments de l'ordre de 6%.

LA SANTÉ

Le secteur de la santé, il y a longtemps que ce n'est plus la priorité de l'État. Les hôpitaux publics sont en nombre insuffisant et laissés à l'abandon. Lorsqu'ils existent, ils sont sous-équipés. Les urgences n'existent que de nom. Quand tu es pauvre, le mieux pour toi, c'est de ne pas tomber malade. Parce que quand tu n'as pas l'argent et qu'on te dépose aux urgences, on te laisse par terre sans le moindre soin. Tout récemment encore, Awa Fadiga, jeune fille mannequin, est décédée par manque de soins aux urgences de l'un des CHU d'Abidjan. Après s'être fait agresser dans un taxi et jeter par terre pendant que le véhicule était en pleine marche, elle a été transportée dans ce CHU. Elle est restée à terre, sans soins jusqu'à ce que mort s'ensuive. La presse locale s'en est fait l'écho parce que cette fille était connue, mais c'est le quotidien des populations pauvres dans ces hôpitaux.

Et dire que la ville d'Abidjan est encore la moins mal lotie en matière d'infrastructures sanitaires! Parce qu'à l'intérieur du pays, c'est pire.

L'ÉDUCATION

Pareil pour le secteur de l'éducation, qui est lui aussi laissé à l'abandon par les pouvoirs publics. Les infrastructures scolaires publiques existantes sont débordées. On trouve dans la plupart des cas des salles de classe bondées, avec 100 à 120 élèves par classe. Et même en empilant les élèves de cette manière, ça ne suffit pas. Ils sont placés en double vacation. C'est-à-dire que le matin des élèves occupent une salle pour les cours et le soir d'autres élèves occupent la même salle.

Le surplus d'élèves, qui ne peuvent être tous absorbés par les établissements publics, est orienté dans des écoles privées. Certaines de ces écoles ressemblent plus à des boutiques qu'à autre chose. Dans ces écoles, les « fondateurs » (c'est comme cela qu'on appelle les chefs d'établissement) n'ont qu'un seul souci, gagner de

l'argent, comme tout commerçant. Les salaires des enseignants dans ces écoles tournent autour de 50 à 60 euros. C'est moins qu'un salaire d'ouvrier. Vous pouvez alors imaginer la qualité de l'enseignement.

L'INSÉCURITÉ

Dans les quartiers populaires tels que Abobo, Yopougon, Attécoubé, la pauvreté est un terreau fertile à la recrudescence de l'insécurité. Les parents sont dans l'incapacité de prendre en charge leurs enfants, qui sont livrés à eux-mêmes. Ces enfants se débrouillent comme ils peuvent pour survivre. La nouveauté c'est que ces quartiers sont en proie à une nouvelle forme de banditisme, avec des noms bien évocateurs de « microbes » et autres « virus ». Ce sont des bandes de gamins dont l'âge varie entre 8 et 18 ans, armés de machettes et de couteaux, qui font des razzias dans les rues. Ils dépouillent tous ceux qu'ils trouvent sur leur passage sans faire de distinction. À la moindre résistance, ils n'hésitent pas à faire usage de leurs armes. Ils laissent souvent derrière eux des blessés et malheureusement des morts.

LA REPRISE ÉCONOMIQUE

Aujourd'hui, Abidjan donne l'impression d'une ville en construction. La demande de logements est très forte. Elle est estimée selon le gouvernement à 60 000 logements par an. Pour répondre à cette demande, des chantiers de construction de maisons d'habitation et d'immeubles sortent de terre en grand nombre. Il y a aussi la construction du troisième pont et de deux échangeurs qui sont en phase de finition. Abidjan est coupé en deux par la lagune. Au sud, il y a le port, l'aéroport et une concentration industrielle. Quant à la partie nord, il y a la zone industrielle de Yopougon. Mais il y a surtout des grandes zones d'habitation. Et pour relier les deux parties de la ville, il n'y a que deux ponts. Aux heures de pointe, ce sont des embouteillages à n'en pas finir. D'autant plus que c'est essentiellement par camions que s'évacuent les marchandises qui arrivent au port et qui doivent emprunter ces ponts pour se rendre vers le nord. Donc, ce nouveau pont vient en réponse à ce problème. Le chantier est exécuté et en grande partie aussi financé par Bouygues. Ce sera un pont à péage qui va être exploité par ce dernier durant trente ans.

Parmi les chantiers, il y a l'extension de l'autoroute du Nord jusqu'à la capitale politique, Yamoussoukro, située à quelque 250 km d'Abidjan, qui vient d'être achevée. Il y a aussi la construction d'une autre autoroute, qui reliera Abidjan à la ville côtière de Grand Bassam distante d'une

cinquantaine de kilomètres, qui est en cours de réalisation.

C'est dire que le secteur du BTP redémarre après plusieurs années d'inactivité due à la guerre civile.

Parmi les autres chantiers à venir, il y aura la construction de l'extension du port d'Abidjan. Ce port est déjà aujourd'hui l'un des plus importants ports en Afrique. Si ce chantier se concrétise, c'est un très gros chantier à venir. Les entreprises Bouygues et Bolloré sont annoncées pour sa construction.

Autre chantier en vue : la construction d'un réseau de tramway reliant Abidjan et sa banlieue. Les travaux n'ont pas encore commencé. Il semblerait que c'est imminent. Trois entreprises sont en compétition, Bouygues et deux entreprises coréennes concurrentes, dont Hyundai.

Se déplacer à Abidjan n'est pas chose facile. Le transport public est défaillant. La société de transport public ne dispose pas de suffisamment de bus pour répondre à la demande. Pour pallier ce manque, il y a les Gbaka qui sont les mini-cars et il y a les woro-woro qui sont des petits taxis collectifs. Mais les tarifs sont élevés et les véhicules le plus souvent en mauvais état.

Dans la zone industrielle de Yopougon, de nouvelles usines ont été créées. Il y a notamment une cimenterie, une nouvelle brasserie, une usine de fabrication d'emballages biodégradables, et d'autres petites unités de production.

Fort de tout cela, le gouvernement ne rate aucune occasion pour se vanter d'avoir un taux de croissance de 8 à 10%, qui se maintiendra selon lui durant les prochaines années.

À la fin de l'année dernière, le gouvernement, pour éviter que la situation ne soit explosive dans les usines, avait annoncé une augmentation du salaire minimum qui est passé de l'équivalent de 55 euros à 95 euros par mois. Même si ce salaire était respecté à la lettre par les employeurs, il ne compenserait même pas la perte de pouvoir d'achat de ces dernières années. Aux seuls endroits où ce salaire a été appliqué, il l'a été sous la menace des travailleurs. Mais les patrons trouvent toujours le moyen de récupérer de la main gauche ce qu'ils ont donné avec la main droite. À Filtisac par exemple, une entreprise de textile, juste après avoir accordé l'augmentation, le patron s'est débarrassé d'un grand nombre de travailleurs pour rattraper son manque à gagner. Et la direction exerce une pression sur ceux qui restent afin d'avoir la même production. Malgré l'augmentation annoncée, à Zénith par exemple, une usine de fabrication de sandalettes, tout a continué comme si de rien n'était jusqu'à ce que les travailleurs se mettent en grève pendant

quatre jours avant que le patron n'accorde la petite augmentation.

Le gouvernement a aussi annoncé une augmentation de 8% pour les retraités. Mais cela relève bien plus d'un effet d'annonce qu'autre chose. En Côte d'Ivoire, s'agissant des travailleurs, en tout cas des ouvriers, très peu perçoivent une retraite.

D'abord, pour toucher la retraite, il faut être déclaré à la CNPS, qui est la caisse de retraite du secteur privé, il faut avoir cotisé au moins pendant quinze ans. Selon la CNPS elle-même, la caisse des retraites aujourd'hui concerne environ 80 000 travailleurs, qui représenteraient 10% du total des travailleurs du privé. L'écrasante majorité des travailleurs ne perçoivent aucune pension de retraite, après avoir été exploités durant toute leur vie.

Et même pour ceux qui en touchent une, parmi les ouvriers, cette pension tourne autour de 30 000 à 40 000 F par mois. C'est-à-dire 50 à 60 euros. Une augmentation de 8% représente bien peu de chose à côté de la hausse actuelle du coût de la vie.

Aller à la retraite, pour un travailleur, lorsque retraite il y a, c'est une condamnation à la misère. Et comme la base de calcul des pensions de retraite est indexée sur le salaire, les retraités se retrouvent avec une pension dérisoire. Du coup, les travailleurs encore aptes à travailler continuent tant qu'ils trouvent du travail. Sinon, ceux qui ont encore des attaches avec le village y retournent pour finir leurs jours.

SITUATION POLITIQUE

Ouattara et son gouvernement ne se gênent pas pour parler de faire de la Côte d'Ivoire un « pays émergent » en 2020. Cela ressemble plutôt à un simple slogan de campagne en vue des élections présidentielles de 2015. Mais ça pourra aussi leur servir contre les travailleurs en cas de lutte, présentant ces derniers comme des saboteurs, ceux qui mettraient en péril le développement à venir du pays.

Les élections de 2015, c'est déjà l'année prochaine. Les préparatifs et tractations vont bon train. Le principal parti d'opposition, c'est le FPI (Front populaire ivoirien), le parti de Laurent Gbagbo. Lui-même est, en ce moment, en train d'être jugé à la CPI (Cour pénale internationale).

Ouattara a besoin du FPI pour avoir une caution démocratique qu'il n'a pas, puisqu'il a été installé au pouvoir par la puissance militaire française. Or, en dehors du FPI, il n'y a presque rien ! Il y a bien une douzaine de partis politiques qui gravitent autour du FPI, mais ces partis ne représentent que leurs fondateurs et leurs petites

familles respectives.

Comme aux élections de 2010, ces partis ont créé une alliance avec le FPI. Le nom a changé. Mais c'est tout. Au vu de cela, il semblerait que le FPI se prépare à jouer ce rôle. Nous ne sommes pas dans les secrets de ces gens pour savoir si c'est avec la caution de Gbagbo ou pas. En tout cas, les dirigeants du FPI ne jurent pour l'instant que par son nom. Tout ça, c'est aussi fait pour monnayer. Déjà, le FPI a obtenu la libération de nombreux prisonniers ; le déblocage des comptes bancaires, etc. En faisant cela, Ouattara cherche à apparaître comme un faiseur de paix et à s'ouvrir la possibilité de passer l'éponge sur les crimes de ses propres partisans.

Du côté des partis au pouvoir, il y a essentiellement le RDR (Rassemblement des républicains) de Ouattara et le PDCI (Parti démocratique de Côte d'Ivoire) de Konan Bédié. Les autres partis membres de cette alliance dite RHDP (Rassemblement des houphouëtistes) ambitionnent quelques strapontins. Ici aussi, les tractations ont commencé pour avoir un candidat unique en 2015, qui sera Ouattara.

Si Bédié semble vouloir monnayer son soutien à Ouattara contre un poste de vice-président – c'est en tout cas le bruit qui court –, il faut dire que celui-ci a déjà grassement trouvé son compte en se trouvant dans le camp Ouattara. Mais au sein de la formation politique de Bédié, au PDCI, il y a des jeunes loups qui commencent à montrer leurs crocs, notamment un certain Kouakou Konan Bertin (KKB). Il y a aussi ce vieux crocodile qu'est Charles Konan Banny qui espérait succéder à Bédié et qui n'a pas envie de passer à la trappe.

LA RÉCONCILIATION

En ce qui concerne la réconciliation dont il est beaucoup question dans le pays, c'est plutôt une affaire entre les politiciens. Aujourd'hui, dans les quartiers populaires constitués de ce qu'on appelle « cours communes », c'est-à-dire des habitations de plusieurs familles regroupées dans une seule cour, les gens vivent en parfaite harmonie. Pour ne prendre qu'un exemple assez typique : dans cette cour, il y a deux familles dioulas, donc des gens du Nord ; il y a des familles Bété, de l'ethnie de Gbagbo ; il y a des Yacouba, de l'ethnie de feu le général Robert Guei qui a été brièvement au pouvoir avant d'être assassiné par le camp Gbagbo. Dans cette cour, il y a aussi d'autres groupes ethniques, les enfants se côtoient, fréquentent les mêmes écoles. Donc la Commission dialogue vérité et réconciliation présidée par Konan Banny, dont les membres sont payés à coups de millions, n'est qu'une affaire de

postes pour des prétendants à la mangeoire.

SUR LE PLAN SÉCURITAIRE

Sur le plan sécuritaire, même si dans le pays on peut constater visiblement une petite amélioration, ce n'est pas le cas partout. Les attaques à l'ouest du pays, en proie à des conflits fonciers sur fond d'ethnisme et de xénophobie, continuent. La dernière attaque dans la région de Tabou, une localité du sud-ouest de la Côte d'Ivoire, date de quelques semaines. De temps en temps, pour faire semblant de faire quelque chose, le gouvernement lance des opérations dites de pacification. Mais cette région, qui a plus de 300 km de frontière avec le Liberia voisin, est difficile à contrôler. D'autant plus que les deux pays partagent les mêmes groupes ethniques : les Kroumen, les Guéré et les Yakouba. Ils sont de part et d'autre de la frontière artificielle créée par l'impérialisme. Avant même la crise ivoirienne, cette région était déjà en proie à des incursions de bandes armées venues du Liberia. Il y avait aussi des violences entre les populations venues de plusieurs horizons pour y cultiver le café et le cacao. C'est à cette situation déjà explosive que la politique d'ivoirité de Bédié (à l'époque où il était au pouvoir) et sa poursuite par les partisans de Gbagbo vont avoir des conséquences catastrophiques. La situation de tensions interethniques dans cette partie du pays se développait depuis les premiers conflits fonciers qui ont éclaté dans les années 1980. Ils n'ont pas été jugulés et là-dessus sont venus se greffer les problèmes de succession entre plusieurs protagonistes en compétition pour diriger le pays après la mort d'Houphouët.

Aujourd'hui, dans les villes, surtout dans les quartiers populaires comme Abobo, Attécoubé, Adjamé et Yopougon, il y a le développement de sortes de gangs d'adolescents appelés « microbes » ou « virus » dont il a été question plus haut.

Il y a aussi les coupeurs de route. Ici, ce sont des éléments du camp Ouattara appelés « ex-combattants » qui n'ont pas encore trouvé de point de chute. Certains sont cantonnés dans des cités universitaires, d'autres dans des casernes militaires. Par contre, un grand nombre sont dans la nature et avec des armes. Ce sont souvent ces derniers qui se muent en coupeurs de route, écumant les routes à l'intérieur du pays.

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

L'année dernière, les enseignants du secteur public et les fonctionnaires de la santé avaient mené des luttes et obtenu des améliorations salariales. Cette année, il n'y a eu aucune lutte marquante. Les travailleurs du privé, ceux qui sont

par exemple dans des usines, vivent une situation tellement précaire que, pour mener des luttes, ils ont peur d'être renvoyés et jetés dans la misère. De temps en temps, à force de trop pressurer les travailleurs, des luttes sporadiques éclatent. Ainsi, il y a quelques mois des travailleurs de Sotaci (qui est une des plus grosses usines de transformation de l'acier, de fabrication de fûts, de brouettes, de machettes, de clous, de grillages, tôles et fers à béton utilisés dans la construction) ont fait une grève qui a duré trois semaines. Il s'agit d'une soixantaine, travaillant à la tâche. Leur travail consiste à remplir des cartons de clous. Grâce à leur lutte, ils ont fini par obtenir une victoire morale mais très modeste sur le plan financier. Leur augmentation est de l'ordre de 30 centimes d'euro par jour.

Il y a eu aussi cette grève qui a touché une partie des dockers. Mais très vite, le mouvement a été brisé par les forces armées pour éviter qu'il contamine les autres. Il y a aussi des travailleurs de quelques usines qui luttent pour l'application du nouveau smig, comme ceux de Zénith, une usine de fabrication de sachets et autres produits en plastique.

Il y a aussi quelques luttes dans le secteur du BTP. Mais ici, les choses sont différentes des usines, du fait qu'un chantier a un début et une fin. Il est courant que, lorsque le chantier tire à sa fin, les ouvriers revendiquent des primes de fin chantier. C'est, par exemple, le cas actuellement des ouvriers du groupe Bouygues qui construisent le troisième pont. Ils réclament l'équivalent du salaire de base multiplié par le nombre de mois passés sur le chantier. En gros, les travailleurs demandent le doublement de la paie, dont la deuxième moitié à payer à la fin du chantier. La lutte a commencé il y a deux mois. Le patron et le gouvernement ont commencé par répondre en envoyant la police pour briser la grève. Il y a eu des blessés et quarante travailleurs arrêtés qui ont été par la suite relâchés. Comme Ouattara avait promis que ce pont serait terminé avant 2015, il a dépêché son ministre de l'Intérieur pour désamorcer les choses et faire reprendre le travail. Pour le moment, il a réussi à faire reprendre le travail et a tout juste promis de donner une suite

dans quinze jours.

Sur un autre grand chantier de l'État, qui emploie 636 travailleurs, cela fait deux ans que des luttes se déroulent à répétition. Ces luttes sont sur plusieurs terrains de revendication : augmentation de salaire, mais aussi un certain nombre de droits sociaux comme par exemple la retraite. Cela provoque souvent des arrêts de travail qui durent un ou plusieurs jours. Souvent pour obliger les patrons à répondre vite, les travailleurs débrayent une fois le béton mouillé, car après plus de trois heures il n'est plus utilisable. C'est de cette façon que, cette année, l'entreprise chinoise qui a en charge la construction de 2400 logements a été contrainte de déclarer tous les travailleurs à la caisse de retraite.

ORGANISATION DES TRAVAILLEURS

Les organisations syndicales qui existent sont plus à l'écoute des patrons et du gouvernement que des travailleurs. Le secrétaire général de l'UGTCI, la vieille centrale syndicale créée au temps du parti unique d'Houphouët-Boigny, a déclaré, au nom des travailleurs, qu'après l'augmentation du smig, « 50 % des revendications des travailleurs sont réglées ».

Avec des chefs syndicaux de ce genre, les patrons font littéralement ce qu'ils veulent, ce qui fait que, même pour l'application du nouveau smig, les patrons font comme bon leur semble sans rencontrer de résistance venant des centrales syndicales.

La classe ouvrière de Côte d'Ivoire est très jeune, dans tous les sens du terme. Elle a peu de traditions héritées du passé. Elle est composée de travailleurs souvent jeunes en âge et combatifs. L'exploitation elle-même constitue une école, rude mais efficace. Malgré le recul politique général, marqué par l'ethnisme propagé pendant des décennies par des dirigeants politiques en rivalité pour la succession d'Houphouët, malgré une épuisante guerre civile, les idées de lutte de classe trouvent un écho. Le champ des possibilités est donc vaste devant une organisation communiste révolutionnaire comme l'UATCI.

8 juin 2014

États-Unis

Henry Ford : génie industriel et exploiteur féroce

Le texte suivant est adapté d'un article daté du 21 janvier 2014, publié dans le n° 81 de la revue Class Struggle du groupe trotskyste américain Spark.

Commémorant le centième anniversaire du développement de la chaîne d'assemblage en 1913 par Henry Ford et sa politique salariale de 5 dollars par jour en 1914, la Ford Motor Company a loué le génie de son fondateur, qui a ouvert la porte à un grand marché de consommateurs doté d'un niveau de vie de « classe moyenne ». Les médias lui ont emboîté le pas en soulignant également que, quelques années plus tard, Ford avait commencé à embaucher dans ses usines un nombre significatif d'ouvriers noirs (à une époque où les industriels qui le faisaient étaient rares), les payant pratiquement au même salaire que le reste de sa main-d'œuvre.

Ces trois caractéristiques, prises ensemble, ont fait la réputation de Ford, qui est devenu sous la plume d'un de ses biographes un « héros américain », et pour un autre le « magnat du peuple ». Ford lui-même a passé pas mal de temps à se créer une image d'homme du peuple, déclarant par exemple en 1917 : « *Je ne crois pas que nous devons faire un profit aussi indécent avec nos voitures. Un profit raisonnable est juste, mais pas trop. Ma politique est donc de tirer vers le bas le prix de mes véhicules autant que la production le permet, et d'en faire profiter les clients et les salariés.* »

La plupart des hommages rendus aux succès de Henry Ford reconnaissent qu'il avait aussi un côté sombre. Nul n'ignore qu'il avait recours à des gangsters violents, la lie de la société capitaliste, pour s'assurer la soumission des ouvriers de son complexe industriel de River Rouge, situé dans la ville de Dearborn, près de Detroit, dans le Michigan. Il a contribué à maintenir « blanche comme neige » Dearborn, une municipalité parmi les plus racistes des États-Unis. Il a lancé une abominable campagne antisémite par l'intermédiaire d'un journal qu'il possédait, ce qui lui valut la reconnaissance du régime nazi et d'être décoré de la grand-croix de l'Aigle allemand en 1938.

Ce côté sombre serait justifié par la « complexité » de sa personnalité et par sa prétendue sénilité, qui l'aurait amené, avec l'âge, à dépendre de plus en plus de son directeur du *Service*

Department (une sorte de milice interne), Harry Bennett, bien que ce dernier n'ait été en fait qu'un pantin malfaisant dont Ford tirait les ficelles.

Henry Ford était certainement quelqu'un de complexe. Né en 1863, il a grandi dans une ferme avant de devenir mécanicien et de fonder un des plus grands trusts du monde moderne, devenu très rapidement un empire mondial. Malgré son langage populiste, Ford a amassé tellement de profits que les bénéfices de la compagnie qu'il a créée alimentent toujours les comptes en banque de sa petite centaine d'héritiers, dont le seul mérite est d'être né au sein d'une des familles de la nouvelle oligarchie industrielle du 20^e siècle.

Assurément, Ford a toujours été fasciné par la possibilité de réduire la quantité de travail humain nécessaire pour produire des biens. Ce qui aurait pu être utilisé pour augmenter rapidement et régulièrement le niveau de vie, tout en diminuant les heures de travail. Au lieu de cela, il a employé ses innovations à construire des usines connues pour être des usines où les ouvriers perdaient leur vie à la gagner. Nous voulons donc, du point de vue de la classe ouvrière, donner notre avis sur ce qu'était ce « héros américain » et ce qu'il a fait.

LA CHAÎNE D'ASSEMBLAGE : ÉCONOMISER LES DÉPLACEMENTS ET L'ÉNERGIE

Ford n'a pas été le premier à essayer de rationaliser la production. L'ingénieur américain Frederick Taylor avait commencé dès la fin des années 1880 à étudier la façon d'éliminer les déplacements inutiles des mécaniciens professionnels. À la même époque, une série d'innovations techniques dans la métallurgie facilita l'usinage de pièces de plus en plus grandes. Les premières presses mécaniques firent leur apparition, amenant la standardisation des pièces. Les abattoirs se mirent à utiliser des tapis roulants, donnant naissance à l'industrie alimentaire. Et surtout, la découverte de gisements pétroliers géants au Texas donna aux industriels américains une énergie bon marché et un énorme avantage sur leurs concurrents d'Europe, où pourtant les premières automobiles avaient été développées.

Alors, même si la chaîne d'assemblage n'a pas été inventée par Ford, ce qu'il en a fait marque un grand pas en avant pour la productivité du travail humain, et donc – potentiellement – un grand progrès pour la société.

La première chaîne d'assemblage d'automobiles a été mise en place dans l'usine Ford de Highland Park, une petite municipalité enclavée dans Detroit. Auparavant, les grands bâtiments industriels étaient soutenus par des dizaines, voire des centaines de piliers, avec des murs porteurs coupant les ateliers les uns des autres. L'architecte allemand immigré aux États-Unis Albert Kahn (qui, dans les années 1930, dessina les plans de plus de 500 usines en URSS) utilisa du béton armé pour que les deux bâtiments de Highland Park n'aient ni piliers ni murs intérieurs, et supportent les vibrations de presses de plus en plus imposantes. La production d'une automobile devenait presque entièrement réalisable dans un seul bâtiment, ce qui permit à Ford d'éliminer des entreprises sous-traitantes qui lui fournissaient auparavant des pièces du célèbre modèle T.

Quand l'usine de Highland Park ouvrit en 1910, Ford mit en place une chaîne de fabrication, ce que ne faisaient pas ses concurrents. Mais il prit réellement l'avantage sur eux grâce à des innovations dans la production des volants magnétiques. Durant les premières années de production du modèle T, chaque pièce était complètement assemblée par un mécanicien qualifié, ce qui prenait environ 15 minutes. Ford et ses ingénieurs décomposèrent le montage du volant magnétique en 29 opérations pouvant être effectuées par des travailleurs moins qualifiés, le tout prenant 12 minutes. Mais le principal gain de productivité vint lorsque les ouvriers, au lieu de pousser à chaque fois les pièces vers le poste suivant, purent rester statiques pendant que les pièces défilaient devant eux sur un tapis roulant. Le temps de production fut réduit à 7, puis à 5 minutes.

« *L'homme qui pose une pièce ne l'attache pas. Celui qui pose un boulon ne pose pas l'écrou. Celui qui visse l'écrou ne le serre pas.* » C'était peut-être un baratin un peu exagéré que Henry Ford servait aux ingénieurs qui visitaient son usine, mais cela décrivait un travail décomposé en tâches élémentaires, ne nécessitant pas de qualification.

Ce n'était qu'un début. Rapidement, ce fut au tour des moteurs de se déplacer aussi sur tapis roulant. Puis aux autres pièces de la voiture. Et enfin le châssis équipé du moteur en vint à se déplacer aussi au fil du montage. Les principales pièces étaient construites sur des lignes alimentant plus ou moins directement la chaîne principale, un peu à la façon dont les petites rivières se

jettent dans les grands fleuves. Toutes les parties de l'usine étaient connectées entre elles par les chaînes mobiles. Pour la première fois, toute une usine était complètement organisée de façon à ce que, selon les mots de Ford, « *le travail aille aux hommes, plutôt qu'ils se déplacent vers le travail* ».

En six mois, fin 1913, la productivité des ouvriers de Ford doubla, avant même que ce processus ne fût complètement mis en place. « *Chaque pièce se déplace*, expliqua Ford. *Aucun ouvrier n'a à soulever ou déplacer une pièce. Un principe cardinal de la production de masse est que le travail physique le plus dur est improductif. Économisez dix pas chaque jour pour chacun des 12 000 employés, et vous éviterez de gâcher 80 kilomètres en déplacements et en énergie perdue.* »

C'était l'avantage énorme du développement de la chaîne de montage. On avait la possibilité d'alléger la charge de travail, de réduire le temps de travail, d'augmenter les salaires et de réduire les coûts de production. Cela aurait pu rapidement augmenter le niveau de vie, et pas que dans l'industrie automobile.

En fait, les gains considérables de productivité permirent à Ford de diminuer rapidement le prix de son modèle T : de 825 dollars en 1908, quand ces voitures étaient produites dans une sorte de garage agrandi, à 440 dollars en 1914, à la conception de la chaîne d'assemblage à Highland Park ; puis à 345 dollars en 1916, après une rationalisation supplémentaire.

Mais, quel qu'ait été le rythme de diminution des prix, les profits grimpaient encore plus vite. Et seule une petite partie du travail économisé put profiter aux ouvriers.

LES 5 DOLLARS PAR JOUR : UN PATERNALISME TEINTÉ DE PURITANISME

Ford cherchait peut-être à économiser l'énergie gâchée, mais il utilisa la chaîne et les innovations qui y étaient associées pour extorquer plus de travail humain. La chaîne ne faisait pas que rationaliser le flux de production, elle déterminait également la vitesse et l'intensité du travail et l'énergie dépensée par les ouvriers, ainsi que la discipline qui leur était imposée. Bien sûr, la chaîne aurait pu tourner moins vite. Mais le capital, en la personne de Henry Ford, décidait de sa vitesse.

Il n'est pas surprenant que les êtres humains soumis à une telle discipline aient été amenés à se rebeller. Un des nombreux ouvriers qui démissionnèrent après une semaine chez Ford se rappelait d'une « *forme d'enfer terrestre qui transforme les hommes en robots* ». Mais la vitesse n'était pas le seul problème. Les journées

étaient longues : neuf heures trente sans pause ; les salaires étaient bas ; et les chefs, dressés eux-mêmes à dresser les ouvriers, faisaient souvent preuve d'arbitraire.

La plupart des ouvriers, confrontés à cette nouvelle chaîne d'assemblage, partaient pour ne jamais revenir. Le turn-over à Highland Park était énorme. À la mise en place de la chaîne en 1913, le bureau du personnel de Ford dut avouer que, pour 100 ouvriers encore présents dans l'usine en décembre, il avait dû en recruter 963 dans l'année.

Cette même année, le syndicat révolutionnaire *Industrial Workers of the World* (IWW) tourna son attention vers les usines automobiles de Detroit et ses militants animèrent ce qui fut alors la plus grande grève de la jeune histoire de l'automobile : 6 000 grévistes, surtout des ouvriers non qualifiés, paralysèrent l'usine Studebaker.

Confronté à la réticence des ouvriers américains venus de la campagne à se plier aux contraintes de l'usine moderne, Ford se tourna vers les immigrants. C'était sa première tentative d'utilisation d'une main-d'œuvre précaire, plus facilement contrôlable par son encadrement. À la fin de 1913, les immigrants de 22 pays constituaient la moitié des effectifs de Highland Park. La plupart ne parlaient presque pas anglais. Ford croyait peut-être que ces travailleurs n'étaient qu'un rouage démuné de pensée propre au sein d'une immense machine, mais l'absence d'une langue commune montra l'inverse. Cela créa des problèmes pour l'encadrement, et cela introduisit aussi dans les usines Ford des travailleurs ayant connu le mouvement socialiste en Europe.

Entre les problèmes de langue, de mécontentement social, de turn-over important et d'absentéisme élevé, l'accroissement de la production – il est vrai énorme – n'était pas à la hauteur des prévisions de Ford. C'est dans ce contexte, et au milieu d'une crise qui avait atteint la plupart des constructeurs, que Ford annonça en janvier 1914 qu'il paierait un salaire de 5 dollars par jour à ses ouvriers, ce qui était le double de ce qu'il payait jusqu'à présent ou de ce que payaient ses concurrents. Il proclama que « *c'était la plus grande révolution en faveur des travailleurs dans le monde industriel* ». Le *New York Times* railla son « *utopisme* ». Ses concurrents publièrent une déclaration commune : « *Ford lui-même s'apercevra sûrement qu'il ne peut pas tenir en payant 5 dollars par jour.* » En réponse, Ford déclara qu'il en attendait « *un meilleur travail, plus efficace* » ainsi qu'une « *armée de travailleurs contents, prospères et loyaux* ».

En fait les 5 dollars n'étaient pas une simple augmentation. Le salaire journalier restait à

2,34 dollars, augmentés d'un bonus de 2,66 dollars qui devait être mérité. Pour mériter le bonus, les travailleurs devaient remplir des critères. Ils devaient être des hommes, les femmes en étant exclues. Ils devaient avoir au moins 22 ans et la plupart du temps être mariés. Les couples étaient poussés à « *régulariser leur situation* » et « *mener une vie sobre et productive* », ce qui signifiait ni fumer ni boire. Ils devaient entretenir leur logement ou leur pelouse s'ils vivaient dans une maison. Ils devaient être en bonne santé et prendre des bains régulièrement, ainsi que leurs enfants. Ils devaient avoir un compte en banque, et Ford avait fondé une banque à cet effet. Ils devaient prendre une assurance-vie, de manière, en cas de licenciement ou d'accident du travail, à n'être une charge pour personne, à part pour eux-mêmes. Enfin, ils devaient adhérer à un culte et fréquenter régulièrement une église, sur leur temps libre bien sûr !

Les conditions de l'attribution des 2,66 dollars de bonus étaient vérifiées par des inspections surprises et régulières au domicile des ouvriers. En cas de manquement, Ford leur offrait une « *occasion de se réhabiliter* », parfois deux... Les inspecteurs étaient membres du *Sociology Department* de Ford, un service paternaliste dirigé par un pasteur et dont les effectifs passèrent de 50 à 200 personnes avec la mise en place du bonus.

Les travailleurs immigrants devaient prendre des cours d'anglais et de « *citoyenneté* » le soir après le travail. En cas de réussite, une cérémonie patriotique était organisée, où ils entraient en costume folklorique de leur ancien pays pour en ressortir vêtus en Américains. On leur remettait alors un petit drapeau américain signifiant qu'ils pouvaient alors prétendre au bonus.

Ces règles reflétaient les idées de la bourgeoisie réformatrice au début du 20^e siècle, ainsi que le puritanisme de la société américaine mêlé de la morale de l'Amérique rurale qui faisait rimer la moralité avec l'argent. Mais ce n'était pas que le reflet de l'éducation et des idées de Henry Ford. Il s'agissait aussi de former une main-d'œuvre totalement disciplinée, loyale vis-à-vis de l'employeur et liée à lui. Il est vrai que la journée de travail était réduite à huit heures chez Ford mais, au lieu des horaires auparavant en deux équipes de jour, matin et après-midi, l'usine de Highland Park commença à tourner en 3x8, du lundi au samedi. Le réel « *génie* » de Ford, du point de vue du capital, était le développement à l'extrême de l'exploitation à grande échelle.

LE PROFIT ISSU DU TRAVAIL À LA CHAÎNE INVESTI DANS LE COMPLEXE DE RIVER ROUGE

En 1915, Highland Park était la plus grande usine d'assemblage au monde, avec presque 400 000 voitures sorties de ses chaînes. Les 13 000 employés produisaient presque 45 % des véhicules construits aux États-Unis cette année-là. Les 299 autres constructeurs automobiles, avec 66 000 salariés, produisaient le reste. Mais, avec des commandes excédant la capacité de production de cette usine, Ford prévoyait de développer un nouveau site industriel, une sorte de méga-usine, River Rouge : un complexe industriel où serait produite une proportion encore plus importante des pièces rentrant dans la fabrication d'une automobile. Ford voulait non seulement y amener le minerai de fer qui y serait transformé en acier, le bois nécessaire à l'époque pour les châssis et l'habillage intérieur des voitures, le charbon pour l'énergie, le plomb pour les batteries ; mais il voulait aussi y produire les pièces qu'il était obligé d'acheter aux sous-traitants pour Highland Park. Ford ne voulait partager ses profits avec personne. Il commençait aussi à envisager de construire des ateliers pour utiliser les sous-produits de toutes ces opérations industrielles : des fours à coke, une usine à gaz, et transformer l'ammoniaque en engrais pour l'agriculture.

Lorsque le complexe de River Rouge sera pleinement en activité, en 1929, il s'étendra sur plus de 800 hectares, on y comptera 23 bâtiments principaux et 70 annexes, desservis par un réseau propre de chemin de fer et un canal permettant à la flotte de vraquiers de Ford d'y naviguer depuis les Grands Lacs. La synchronisation de la production de chaque atelier, qui avait été réalisée dans une usine à Highland Park, sera portée à une tout autre échelle entre usines à River Rouge. Selon un historien, « *il fallait environ 33 heures pour y convertir des matières premières en profits* ».

Mais transformer des marais en un complexe industriel complètement intégré nécessitait de vastes quantités de capital. À partir de 1915, Ford voulut arrêter tout versement des dividendes générés par Highland Park, pour les utiliser entièrement au financement de River Rouge. Mais il buta sur l'obstacle constitué par ses sept associés, qui détenaient ensemble 41,5 % de la Ford Motor Company et qui préféraient des dividendes immédiats aux plans d'avenir de Ford. Une lutte de trois ans entre capitalistes eut lieu, à coups de bluff, de feintes, de menaces, de coups de poignard dans le dos et de chantage.

En 1917, le rapport de force évolua en faveur de Henry Ford, quand le gouvernement américain qui venait d'entrer en guerre lui commanda des

bateaux, à construire sur le site de River Rouge. Ford, qui avait mené campagne contre l'entrée en guerre des États-Unis, convertit immédiatement ses installations en vue de la production de guerre. Ce furent les ingénieurs de l'armée qui asséchèrent les marais et creusèrent le canal qui permit à Ford de faire venir des matières premières d'aussi loin que du bassin du Mississippi. Après la guerre, River Rouge, que l'État avait construit pour produire des bateaux, passa à la production de tracteurs, et pour cela Ford y fit construire des aciéries.

En 1919 Ford trouva un compromis avec ses anciens associés. Il leur rachetait leurs parts pour 106 millions de dollars : c'était un quart de leur valeur. Mais ils n'étaient pas à plaindre puisqu'ils avaient tiré de leur investissement de départ, de 41 000 dollars en 1903, un profit cumulé de 39 millions de dollars, plus les 106 millions que Ford leur accordait pour se débarrasser d'eux. C'était un vrai record historique de rentabilité dans le monde des affaires. Mais Ford avait gagné encore plus.

Outre la propriété entière de son entreprise, Ford avait assez d'argent pour investir 60 millions de dollars dans River Rouge et acheter des mines de fer, de cuivre, de charbon ; des carrières, des forêts et des scieries ; ainsi qu'une flottille de navires et une compagnie ferroviaire. Il lui resta encore assez de millions pour faire construire un manoir grandiose. À une seule exception près, Ford ne fit jamais appel aux banques pour financer ses projets.

Les affaires de la Ford Motor Company dépassaient déjà les limites de l'Amérique du Nord. En 1913 il vendait déjà des véhicules en Amérique du Sud, dans toute l'Europe et en Russie, en Asie, en Océanie, en Afrique du Sud... À la fin de la Première Guerre mondiale, la moitié des voitures dans le monde étaient des modèles T et Ford était le numéro un mondial de la construction automobile. Des usines Ford naissaient à Manchester en Grande-Bretagne, à Cork en Irlande, à Copenhague au Danemark et en France, à côté de Bordeaux.

L'ANTISÉMITISME DE HENRY FORD

En 1919, la vague de grèves qui balaya les États-Unis interrompit à plusieurs reprises les livraisons des fournisseurs de Ford. Le tumulte de la révolution russe s'entendait jusqu'à Detroit. Dans les propres usines de Ford, les militants des IWW et d'autres syndicalistes commençaient à avoir l'oreille des travailleurs. De plus, ses concurrents eux aussi se mettaient à la chaîne d'assemblage, réduisant son avantage compétitif.

Quand Ford voulut accélérer la construction de River Rouge et se tourna vers les plus grandes

banques pour un prêt, il s'aperçut qu'elles voulaient toutes leur part des profits à venir. Or Ford ne voulait pas payer ce prix-là. À cette époque, il acheta un journal hebdomadaire, le *Dearborn Independent*, et commença à s'y faire passer pour un Américain ordinaire en butte à la rapacité des banques. On pouvait y lire : « *Les intérêts financiers ont joué un grand et sinistre rôle dans les conditions qui ont amené la guerre. Chacun sait à présent que la paix internationale est menacée par ceux qui possèdent l'or et veulent en tirer du profit partout.* »

Mais aux dénonciations des banquiers internationaux par Ford était mêlée une charge contre les Juifs et les bolcheviks. Dans la « *page personnelle de mister Ford* » de son journal, il écrivait, ou faisait écrire : « *Le problème ne vient pas du melting pot, mais des ordures qu'on y met.* » Et toujours à propos des Juifs : « *Certains refusent d'être assimilés à la grande masse des citoyens, mais restent à part, laids et inassimilables.* » Ou encore : « *Et que dire de ces étrangers qui nous donnent tant de mal, ces bolcheviks qui entravent notre industrie et perturbent notre vie sociale ?* » Dans la bouche de Ford, les Juifs étaient des « *bâtards conspirateurs bellicistes insidieux qui fomentent toutes les guerres, les syndicats et les grèves* ».

Le *Dearborn Independent* publia même en feuilleton en 1920 le pamphlet antisémite *Les protocoles des sages de Sion* (1901), dans une version qui ajoutait à cet écrit de la police secrète tsariste une dénonciation de la révolution russe de 1917.

Le journal mena une campagne pour l'intensification de la répression en cours contre les syndicalistes, les communistes, les socialistes, les IWW, qui formaient tous dans l'esprit de Ford une « *conspiration internationale des banquiers juifs* ».

RIVER ROUGE : L'ABATTOIR

Au moment de l'instauration du salaire de 5 dollars par jour, Henry Ford avait déclaré à un journaliste : « *Les hommes travaillent pour deux raisons : la paie et la peur de perdre leur emploi.* » Plus tard, quand River Rouge produisait à fond, cela faisait longtemps que les 5 dollars par jour n'étaient plus un avantage pour les ouvriers de Ford, comparé aux autres ouvriers de l'automobile. À River Rouge, il ne restait plus que la peur.

En 1919 Ford mit sur pied le *Service Department*, qui allait faire régner la terreur comme jamais dans une usine américaine. Son chef, Harry Bennett, couvrit le complexe industriel de mouchards qui espionnaient aussi à l'extérieur, dans les cafés, dans les rues, chez les barbiers, etc., faisant passer le *Sociology Department* de

1914 pour une institution de bienfaisance. Ils étaient complétés par une équipe de gros bras qui patrouillaient dans les bâtiments, menaçant les ouvriers qui ne travaillaient pas assez vite, et parfois les jetant dehors après un passage à tabac. Ces groupes de combat étaient composés d'« étudiants » de l'équipe de football américain de l'université du Michigan, que Bennett gardait à l'université et qu'il appelait si besoin, ainsi que de gangsters. Bennett se portait aussi caution auprès des autorités judiciaires pour faire sortir de prison des meurtriers ou d'anciens boxeurs professionnels grâce à un système de liberté conditionnelle. Ils entraient en action à la moindre grogne des ouvriers. Le *New York Times* les qualifia de « *plus grande organisation paramilitaire privée* ». Pour surveiller les militants ouvriers, Bennett reçut l'aide du FBI et de fascistes locaux, dont certains étaient reçus à la table de Henry Ford.

En 1932, les sbires de Bennett faisaient tellement partie du paysage qu'il n'y eut pas de poursuites quand ils tirèrent à la mitrailleuse, devant les photographes et la police, sur une manifestation de chômeurs venus demander du travail aux usines Ford, tuant cinq manifestants et en blessant une soixantaine. Cela donnait une idée de ce qui se passait à l'intérieur.

FORD PROFITE DES LAISSÉS-POUR-COMPTE

Ford a toujours employé les laissés-pour-compte de la société capitaliste, ceux qu'aucun patron ne voulait embaucher et qui lui seraient reconnaissants de le faire. De 1914 à 1919, il embaucha à Highland Park beaucoup d'ouvriers handicapés, qui constituèrent jusqu'à 20 % de la main-d'œuvre. Il embaucha aussi des prostituées condamnées et autres prisonniers, qui ne bénéficiaient d'une liberté conditionnelle qu'aussi longtemps que Ford était content de leur travail.

Des lois restreignant l'immigration au début des années 1920 tarirent le flot de nouveaux venus sur lequel Ford comptait pour faire monter en puissance le complexe de River Rouge. C'est dans ce contexte que Ford se tourna vers les Noirs. En 1917, il n'y avait que 200 Noirs dans toutes les usines Ford, uniquement dans les emplois les plus subalternes ou au nettoyage. En 1919, il y avait des Noirs sur la plupart des postes, y compris de superviseurs. Ford les payait comme les ouvriers blancs. En 1922, plus d'un quart des employés de River Rouge étaient des Noirs. En 1926, avec leurs familles, ils formaient un quart de la communauté noire de Detroit. En 1940, la moitié des ouvriers noirs de Detroit travaillaient pour Ford, la plupart à River Rouge.

Tous les témoignages décrivent les conditions de travail à River Rouge comme étant pires qu'à

Highland Park, où elles étaient déjà très dures. La communauté noire appelait le complexe la « maison des meurtres ». La vitesse de la chaîne était accélérée un petit peu chaque semaine. Joe Louis, le champion du monde de boxe de 1937 à 1949, qui y avait travaillé un temps, déclara qu'il n'avait jamais connu de travail plus pénible : « *Celui qui touche un salaire chez Ford doit travailler. Le contremaître, le petit chef, la machine l'y obligent.* » Un des militants syndicaux de l'époque se rappelait que la ville de Detroit « *était pleine d'estropiés qui avaient mis une pancarte dans le dos : made by Ford* ».

Mais, à l'époque où peu d'emplois étaient à la portée des Noirs, Ford semblait casser les barrières de cette société raciste, et le faisait réellement. Le recrutement d'ouvriers noirs était organisé pour le compte de Ford par un réseau d'Églises et de notables noirs. Il voulait des ouvriers jeunes, mariés, stables et croyants. Il mettait en compétition les Blancs et les Noirs sur la chaîne. Bill McKie, militant ouvrier du Parti communiste chez Ford et surtout un des dirigeants de la grande grève de 1941, décrit un contremaître blanc hurlant à un ouvrier sur chaîne, blanc aussi : « *Allez, bouge ! Tu ne vas pas laisser ce nègre prendre de l'avance sur toi !* » ; pendant qu'il menaçait l'ouvrier noir : « *Si tu ne vas pas aussi vite que ce Blanc, tu risques ta place.* » Ford gagnait sur tous les tableaux.

Le pitoyable paternalisme de Ford atteignit de nouveaux sommets de cynisme avec l'embauche d'ouvriers noirs. D'un côté, il affirmait : « *Le Noir est un être humain, un citoyen américain, et en tant qu'être humain il a le droit de jouir de ses droits humains naturels.* » Et ajoutait : « *Quand il y a assez d'emplois, quand chaque homme a la chance de faire le travail pour lequel il est qualifié, et quand il reçoit un salaire amenant la sécurité pour sa famille, il n'y a pas de problème racial.* » Mais, pratiquement dans le même souffle, Ford déclarait : « *Les barrières raciales sont permanentes. La nature punit de destruction la transgression. Les différences raciales rendent l'assimilation, sous-entendue par « l'égalité » sociale, impossible pour les éléments africains et asiatiques de la population.* » En réalité, le Blanc d'un côté et le Noir de l'autre : c'était la version qu'avait Ford du vieux mensonge ségrégationniste : « *séparés mais égaux* ».

Achetant des terrains et utilisant son influence politique dans l'agglomération de Detroit, Ford réussit à faire d'Inkster une municipalité à part entière en 1926, pour y loger ses ouvriers noirs ; et à étendre en 1928 les limites de la ville de Dearborn, peuplée de Blancs et dont son cousin était le maire, sur le territoire de laquelle se trouvait

River Rouge. Ford s'arrangea pour qu'une bande de terrains non constructibles sépare les deux municipalités.

Le territoire d'Inkster n'était pas viabilisé. Se prétendant humaniste, Ford paya pour la création de réseaux d'eau, d'égouts, d'électricité. Puis il ponctionna les salaires de ses ouvriers noirs qui y habitaient pour se rembourser, les privant jusqu'à 80% de leur paye suivant la taille de leur famille. Pour qu'ils survivent tout de même, il leur donna des semences pour qu'ils fassent pousser leur nourriture. Finalement, l'aménagement d'Inkster fut réalisé par les ouvriers de Ford, sur leur temps libre ou quand ils étaient au chômage.

La communauté noire n'était pas dupe de Ford. Mais les Noirs n'avaient pas de raisons de faire plus confiance à qui que ce soit d'autre dans cette société raciste, y compris au mouvement syndical, qui n'organisait au départ que des Blancs et qui était hostile aux ouvriers noirs. À de rares exceptions près, l'American Federation of Labor (AFL) ne syndiquait pas de Noirs, et dans bien des cas cela signifiait empêcher leur embauche en vertu du système de contrats collectifs exclusifs (*closed shop*). L'AFL ne fit pas grand-chose pour s'opposer à la croissance de l'organisation raciste du Ku Klux Klan dans le Nord, et parfois des syndicats étaient même directement liés au Klan, même si le Klan essayait souvent de s'opposer au mouvement ouvrier.

L'hostilité du mouvement syndical envers les Noirs joua un rôle important dans l'émeute raciale d'East Saint Louis, dans l'Illinois, en 1917. Des syndicalistes blancs faisaient partie de la foule qui tua entre 100 et 200 Noirs – les autorités n'ayant pas décompté les victimes – pendant que 9 Blancs y laissèrent leur vie. 6 000 Noirs furent sans abri après que leur quartier eut été incendié. Detroit était peut-être à 850 kilomètres de là, mais ces atrocités ont frappé les Noirs dans tout le pays.

FORD FOMENTE UNE ÉMEUTE RACIALE POUR CONTRER LA GRÈVE

En 1937, devant la mobilisation croissante des travailleurs et l'occupation de leurs usines, les constructeurs General Motors et Chrysler durent céder et reconnaître le syndicat de l'automobile UAW, membre de la nouvelle confédération CIO issue de l'AFL. Ford réagit en montant les ouvriers blancs contre les travailleurs noirs à River Rouge. Au plus profond de la récession, il embaucha 7 500 Noirs et licencia 15 000 Blancs. Plus de 4 000 travailleurs, Noirs et Blancs, soupçonnés d'activité syndicale furent licenciés en quelques mois. La chasse aux syndiqués était telle qu'un militant du Parti communiste notait que plus

personne ne parlait à qui que ce soit, et surtout pas à la personne travaillant juste à côté, de peur d'être dénoncé ou qu'une rumeur amène à être le prochain à être viré. Selon Bennett lui-même, près de 10% des salariés de River Rouge étaient des mouchards permettant à Ford de garder le contrôle de « son » complexe industriel et d'imposer l'« obéissance ».

Il y avait peut-être de l'« obéissance » en surface mais, en dessous, le magma de la colère bouillonnait, annonçant l'éruption. Le Parti communiste qui disposait d'un réseau de militants, Blancs et Noirs, dans l'usine, accroissait son influence et constituait de petits groupes de travailleurs qui voulaient construire un syndicat. Des organisations noires luttant contre le racisme, et mêmes certaines Églises noires, commençaient à s'opposer à l'influence de Ford parmi les Noirs en dénonçant son paternalisme pour ce qu'il était : la mentalité raciste d'un esclavagiste.

Le volcan de River Rouge explosa finalement le 2 avril 1941 et toutes les machinations de Ford, toute la brutalité avec laquelle il imposait l'obéissance n'y purent rien. Les ouvriers grévistes sortirent d'un bâtiment, allèrent au suivant et entraînèrent d'autres travailleurs à les rejoindre. Ce complexe industriel, tellement organisé et synchronisé, qui avait longtemps semblé fonctionner indépendamment de ce que pensaient ses 80 000 travailleurs, était soudain paralysé. Ford en perdit le contrôle. Les grévistes sortirent et en voiture ils encerclèrent le site avec un piquet de grève mobile. À l'intérieur tout était figé : les matières premières ne rentraient plus et les profits ne sortaient plus.

Plusieurs milliers de travailleurs noirs restèrent dans l'usine. Les voyous du *Service Department* dirent aux travailleurs noirs de la fonderie – un atelier presque entièrement noir – que les Blancs à l'extérieur voulaient les tuer. Ils les poussèrent à devenir des briseurs de grève et à attaquer les piquets de grève. En réponse, des grévistes Blancs attaquèrent une voiture de Noirs à proximité de l'usine.

Ford n'a peut-être pas eu de responsabilité directe dans la terrible émeute raciale qui a secoué Detroit deux ans plus tard mais, en essayant de monter les travailleurs blancs contre les Noirs, il a certainement ajouté à la haine meurtrière qui a alors éclaté. Quoi qu'il en soit, Ford n'a pas pu détruire la grève. Si la plupart des ouvriers noirs en sont restés à l'écart, ils n'ont pas non plus apporté leur soutien à Ford. Et finalement ils sont presque tous sortis de l'usine.

Ayant fait son possible pour empêcher les travailleurs de contester son autorité en se syndiquant et fait tout ce qu'un individu pouvait faire pour déclencher une émeute raciale, Ford, entraînant

Bennett, a dû changer son fusil d'épaule. Un compromis fut passé entre le syndicat et Ford, par-dessus la tête des travailleurs. Ford proposa que chaque salarié de River Rouge adhère à l'UAW, et qu'une retenue sur salaire soit collectée par lui pour être versée ensuite au syndicat à titre de cotisation. Ainsi le syndicat dépendrait de Ford, et non de ses adhérents. C'était la première fois qu'une entreprise finançait ainsi un syndicat. En échange, le syndicat promit que les « *troubles qui touchaient les autres usines seraient évités* », se chargeant implicitement d'empêcher les ouvriers de participer à des grèves « *non autorisées* ». Ce type de contrat est aussi une invention à mettre au crédit de Henry Ford, au bénéfice de la Ford Motor Company et à celui des autres entreprises qui l'imitèrent.

Ces mots sur du papier n'ont pas mis fin à eux seuls aux mobilisations des travailleurs, qui ont parfois pris leurs intérêts directement en main. Mais cet accord de 1941, excluant la participation et les intérêts des ouvriers, était un cadre de collaboration au bénéfice mutuel de l'entreprise et de l'appareil syndical. Cette relation a subsisté jusqu'à nos jours. Henry Ford n'a finalement pas été capable de s'assurer la « loyauté » de ses ouvriers au-delà de quelques années, mais il a mis sur pied un système les mettant en échec, loyaux ou pas.

Après la grève de 1941, Ford arrêta immédiatement l'embauche d'ouvriers noirs, exprimant ouvertement sa colère contre « ses » travailleurs qui n'avaient pas été « loyaux ». Sa bienveillance avait des limites. Plus discrètement, l'UAW ne fit rien pour honorer sa promesse que les Noirs seraient égaux aux Blancs dans le syndicat, comme l'atteste depuis la longue lutte des militants syndicalistes noirs pour avoir voix au chapitre.

LA FORD MOTOR COMPANY, UNE ENTREPRISE FAMILIALE

Henry Ford a mis en place les structures permettant à sa famille de garder le contrôle de l'entreprise jusqu'à nos jours. En 1936, juste après l'instauration d'un impôt progressif sur les revenus, il établit la fondation Ford avec son fils Edsel. Cette fondation à « but non lucratif » engrangea les bénéfices, évitant à Ford, à sa femme et à son fils de payer des impôts sur les profits gigantesques de la période de la crise et de la Deuxième Guerre mondiale. Il finit par donner à sa fondation 95% des parts de la Ford Motor Company, ne gardant que 5% pour lui et sa famille. Mais ces 5% lui donnaient 100% des droits de vote au sein de l'entreprise.

La fondation Ford finança une multitude de projets qui tenaient à cœur à son fondateur et le

mettait en valeur: un hôpital, un musée, des recherches agronomiques sur le soja, le tournesol et le maïs en vue de trouver des substituts aux minerais et au pétrole, etc.

À la mort de Henry Ford en 1947, sa famille avait le contrôle complet d'une entreprise générant des masses de profits. Mais la troisième et la quatrième génération d'héritiers ne pouvaient pas réellement tirer des bénéfices de ce contrôle, en tout cas pas de la façon dont une famille de la grande bourgeoisie aurait pu le faire, car 95 % des dividendes allaient à la fondation. D'autant plus que les terres agricoles proches de Detroit servant aux recherches agronomiques de la fondation auraient pu rapporter gros dans une période d'expansion urbaine.

Il ne fallut pas attendre longtemps pour que les héritiers fassent courir le bruit qu'Henry Ford était sénile quand il rédigea son testament. Une excuse bien commode également pour dissenter sur la dictature qu'il imposa aux ouvriers de River Rouge et sur ses frasques antisémites. Après des années de procédure judiciaire, les avocats de la troisième génération et de la banque Goldman Sachs trouvèrent un moyen légal pour introduire l'entreprise en Bourse. La famille captait désormais 12,5 % des dividendes, mais n'avait plus que 40 % des droits de vote, ce qui suffisait pour en garder le contrôle.

La recherche du profit immédiat se fit au détriment de l'activité productive. River Rouge fut négligé et son avance technologique dépassée. Les bénéfices qui auraient pu être utilisés pour moderniser le complexe alimentaient surtout les actionnaires, dont la famille Ford.

Gardant en mémoire les capacités d'une telle concentration ouvrière d'arrêter soudainement la machine à profit, la direction commença dès la fin des années 1950 à reporter la production sur de nouvelles usines, tout d'abord proches, puis plus lointaines quand les villes et les États du pays rentrèrent en compétition à coups de cadeaux fiscaux pour inciter les entreprises à investir chez eux.

Le complexe industriel hautement intégré et incroyablement efficace bâti par Henry Ford laissa place à une collection complètement irrationnelle de sites de production éloignés, requérant bien plus de stocks, de transports et de temps pour coopérer, avec un impact environnemental accru. Ce qui avait été un modèle d'ensemble technologique, le plus développé du monde industriel, devint une coquille vide. River Rouge, si synchronisé, était démantelé pour assurer le train de vie dispendieux des Ford des troisième, quatrième, cinquième et sixième générations.

LES GAINS DE PRODUCTIVITÉ POURRAIENT FAIRE PROSPÉRER L'HUMANITÉ

Soixante ans après la mise en route de River Rouge, quand on demanda aux dirigeants de Toyota quel était le « secret » de la productivité et de l'efficacité japonaises, particulièrement de la production à flux tendu avec zéro stock, Eiji Toyoda répondit: « *Il n'y a pas de secret sur comment nous avons appris à le faire... Nous l'avons appris à River Rouge.* »

Ce qu'a démontré Ford en planifiant et centralisant la production, même dans les limites de l'usine de Highland Park ou du complexe de River Rouge, aurait pu amener des progrès très rapides. Il a montré que la production de masse permettait d'économiser beaucoup de travail humain.

Mais ce qu'il a aussi démontré, c'est qu'en régime capitaliste le produit de ces avancées ne peut être que perverti aux mains d'une toute petite minorité; et dans le cas de River Rouge, dans les mains cupides d'une famille dont l'avidité de profits a presque entièrement détruit les capacités de production que Ford lui-même avait construites.

En 1914, à l'époque où Ford développait la chaîne d'assemblage, Lénine écrivait à propos du taylorisme, un système proche de celui que Ford mettait en place: « *La production à grande échelle, la mécanisation, les chemins de fer, le téléphone, tout cela offre des milliers d'occasions de réduire aux trois quarts le temps de travail des ouvriers et de les rendre quatre fois plus productifs qu'aujourd'hui. [Mais] le capital organise et rationalise le travail d'usine dans le but d'accroître l'exploitation des travailleurs et d'augmenter les profits. Dans la production sociale le chaos continue de régner et de croître, menant à des crises quand la richesse accumulée ne trouve plus d'acquéreurs et quand des millions d'ouvriers ont faim car ils n'ont pas de travail.* » Il ajoutait: « *Le taylorisme – sans que ses imitateurs le sachent ou le veuillent – prépare la période où le prolétariat socialisera toute la production et chargera ses propres comités de travailleurs de distribuer et de rationaliser tout le travail social.* »

Ce que Ford a développé et utilisé contre ses ouvriers, ce que la Ford Motor Company, toujours entre les mains de ses héritiers, continue à faire, démontre la nécessité pour le prolétariat d'arracher le contrôle de la production à cette toute petite minorité, de façon à ce que le travail social soit réparti d'une façon vraiment rationnelle et que la productivité que permet la production de masse soit utilisée au bénéfice de toute la société.

Annexe

Résultats des élections européennes en France

RÉSULTATS GÉNÉRAUX

Parti ou coalition	Voix	% exprimés	Sièges
Front national	4 712 461	24,86	24
Union pour un mouvement populaire	3 943 819	20,81	20
Parti socialiste - Parti radical de gauche	2 650 357	13,98	13
Union des démocrates et indépendants - Mouvement Démocrate	1 884 565	9,94	7
Europe écologie-Les Verts	1 696 442	8,95	6
Front de gauche - Union pour les Outre-mers	1 252 730	6,61	4
Debout la République	724 441	3,82	
Nouvelle donne	549 734	2,90	
Nous citoyens	266 343	1,41	
Lutte ouvrière	222 491	1,17	
Alliance écologiste indépendante	211 759	1,12	
Parti chrétien-démocrate	138 708	0,73	
Europe citoyenne	127 849	0,67	
Parti du vote blanc	110 090	0,58	
Union populaire républicaine	76 907	0,41	
Nouveau parti anticapitaliste	74 770	0,39	
Total*	18 955 761		

Source : Ministère de l'Intérieur * Ce total inclut les résultats d'autres partis aux scores inférieurs à ceux que nous citons.

RÉSULTATS DE LUTTE OUVRIÈRE (2014 ET 2009)

Circonscriptions	2014					2009	
	Inscrits	Votants	Exprimés	Voix LO	% LO	Voix LO	% LO
Nord-Ouest	6 601 676	2 839 069	2 719 153	45 697	1,68%	51 767	2,08%
Ouest	6 353 676	2 856 507	2 725 079	33 218	1,22%	31 284	1,25%
Est	5 882 243	2 539 157	2 428 600	32 946	1,36%	31 848	1,46%
Sud-Ouest	6 482 664	3 078 767	2 941 083	25 250	0,86%	26 760	1,02%
Sud-Est	7 981 771	3 429 651	3 318 163	29 952	0,90%	24 727	0,84%
Massif central-Centre	3 370 832	1 554 012	1 472 743	19 740	1,34%	18 841	1,40%
Île-de-France	8 100 022	3 152 082	3 065 594	26 038	0,85%	20 748	0,74%
Total	44 772 884	19 449 245	18 670 415	212 841	1,14%	205 975	1,22%
Outre-mer (Lutte ouvrière et Combat ouvrier)	1 782 369	303 895	285 221	9 668	3,39%		
Résultats des 8 circonscriptions	46 555 253	19 753 140	18 955 636	222 509	1,17%		

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

(Texte des exposés faits au Théâtre de la Mutualité à Paris et à l'Espace Paris-Est à Montreuil)

Afrique

- **Afrique du Sud : de l'apartheid au pouvoir de l'ANC**
(n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme**
(n° 104, 16 juin 2006)

Moyen-Orient

- **L'Iran après plus de trente ans de régime islamique**
(n° 119, 19 mars 2010)
- **Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1^{er} février 2008)
- **Liban : une création du colonialisme français dans un Moyen-Orient divisé par l'impérialisme**
(n° 99, 16 juin 2005)

Europe

- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Italie : la classe ouvrière face au gouvernement Berlusconi... et à la politique des partis de gauche qui lui ont ouvert la voie**
(n° 127, 7 octobre 2011)
- **Allemagne : vingt ans après, où en est la réunification ?**
(n° 122, 19 novembre 2010)
- **Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui**
(n° 103, 28 avril 2006)

Russie

- **50 ans après la mort de Staline, 15 ans après la perestroïka, 11 ans après la disparition de l'URSS, où va la Russie ?** (n° 93, 25 avril 2003)

Amérique

- **Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis**
(n° 105, 24 novembre 2006)

Asie

- **Afghanistan, Pakistan : toute une région déstabilisée par l'impérialisme**
(n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité**
(n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?**
(n° 101, 27 janvier 2006)

- **L'Europe : ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter**
(n° 136, 11 avril 2014)



- **L'immigration dans l'Europe en crise**
(n° 135, 24 janvier 2014)

Face à la faillite du capitalisme, actualité du communisme

Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

- On en parle...

- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines**
(n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement**
(n° 126, 13 mai 2011)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes**
(n° 125, 1^{er} avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme**
(n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)
- **Sport, capitalisme et nationalismes** (n° 120, 18 juin 2010)
- **La décroissance : faire avancer la société à reculons**
(n° 117, 10 décembre 2009)
- **La crise de 1929 et ses conséquences catastrophiques**
(n° 116, 14 octobre 2009)

France

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)
- **La grande bourgeoisie en France** (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande

en joignant 5 timbres à 0,63 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Librairies où *lutte de classe* est en vente

FRANCE

■ PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
Paris 5^e
La Brèche
27, rue Taine
Paris 12^e

■ ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

■ ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

■ ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

■ ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

■ BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

■ BOURGES

« La Plume du Sarthate »
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

■ BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

■ CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

■ DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

■ DOLE

Librairie Helmer
33, Grand-Rue

■ GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

■ GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse « Le Berriat »
97, cours Berriat

■ IVRY-SUR-SEINE

Librairie « Envie de lire »
16, rue Gabriel-Péri

■ LA ROCHELLE

Librairie « Les Saisons »
21, rue Saint-Nicolas

■ LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

■ MARSEILLE

Librairie « L'Odeur du Temps »
35, rue Pavillon
Marseille 1^{er}

■ NANTES

Librairie « Vent d'Ouest »
5, place du Bon-Pasteur

■ RENNES

Tabac-presse « La Civette »
(Centre commercial des Longs
Champs)

■ ROUEN

Mag Presse
Rue Saint-Sever

■ SAINT-BRIEUC

Maison de la presse Agora
13, rue Saint-Guillaume

■ STRASBOURG

Tabac-presse de l'Esplanade
1, avenue du Général-de-Gaulle

■ TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

■ VALENCE

Librairie « Notre temps »
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

■ POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match
Grand Camp

LA DOMINIQUE

■ ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

■ PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

■ BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a
Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

■ BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

■ VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

■ GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *LUTTE DE CLASSE* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à *LUTTE OUVRIÈRE*.

Lisez la presse révolutionnaire

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste

Prix : 1 €

Abonnements :

France - DOM TOM : six mois : 18 € ; un an : 35 €

Autres pays, par avion, sous pli fermé : nous consulter

Versements à LUTTE OUVRIÈRE

CCP PARIS 26 274 60 R

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union Africaine des Travailleurs
Communistes Internationalistes

P.A.T. - BP 42

92114 Clichy Cedex

GUADELOUPE
MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste – Guadeloupe - Martinique

Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 € · Pli ouvert : 23 €

Guadeloupe Combat Ouvrier

M. Philippe Anaïs - 1111 Rés. Matélie, l'Aiguille - 97128 Goyave

Martinique Combat Ouvrier

Louis Maugée - BP 821 - 97258 Fort-de-France CEDEX

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste

publié par l'Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (UCI)

vdtravailleurs@yahoo.fr - BP 2074 - Port-au-Prince - Haïti

ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste américain

Abonnement : par avion, sous pli fermé

USA, Canada, Mexique : six mois : 13 \$ - un an : 26 \$

Autres pays : 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$

PO box 13064, Baltimore, Maryland 21203

Revue trimestrielle publiée par *The Spark*

Abonnement : par avion, sous pli fermé

USA, Canada, Mexique : un an (4 numéros) : 16 \$

Autres pays : un an (4 numéros) : 25 \$

Adresse : PO box 13064, Baltimore, Maryland 21203

GRANDE-
BRETAGNE



Trimestriel

publié par Workers' Fight

BM ICLC - London WC1N 3XX

Abonnement 1 an : GB £8 - Reste de l'Europe : £10



Mensuel

Abonnement : écrire à la boîte postale

ITALIE



Mensuel du Cercle Ouvrier Communiste

Via Luigi Ademollo 5/B - 57124 Livorno - Italia

Abonnement 1 an : 12 €

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)

Mensuel trotskyste turc

Correspondance : BM ICLC - LONDON WC1N 3XX

www.sinifmucadelesi.net

ALLEMAGNE



Das rote Tuch

Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter

Abonnement un an : Allemagne 11 €, autres pays 15 €

Correspondance :

Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 Essen

www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

ESPAGNE



Correspondance: boletinvozobrero@yahoo.es

apartado de correos

10210 - Sevilla

